Soixante-quatorzième année. — N° 305. Le Numéro : 1 fr. 50. Lundi 21 et Mardi 22 Décembre 1942.

JOURNAL OFFICIEL

DE L'ETAT FRANÇAIS

LOIS ET DÉCRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION
VICHY (ALLIER)

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE AJOUTER 2 FRANCS

ABONNEMENTS
COMPTE CHÈQUE POSTAL : 100.97, PARIS

	1 an.	6 mois.	3 mois.
France, Colonies et Pays de protectorat français.....	350 fr.	180 fr.	95 fr.
Etranger :			
Pays accordant 50 0/0 sur les tarifs postaux.....	525 »	285 »	155 »
Autres pays.....	690 »	360 »	185 »

Les abonnements partent du 1er ou du 16 de chaque mois.

SOMMAIRE

LOIS

Loi n° 1031 du 25 novembre 1942 complétant la loi du 15 octobre 1941 réglementant l'accès au barreau (p. 4170).

Loi n° 1072 du 14 décembre 1942 relative à l'installation de gazogènes à bord des bateaux affectés à la pêche maritime (p. 4170).

Loi n° 941 du 16 décembre 1942 relative à la protection de la maternité et de la première enfance (p. 4170).

Loi sur l'exécution provisoire des jugements (rectificatif) (p. 4174).

DÉCRETS, ARRÊTÉS ET CIRCULAIRES

Chef du Gouvernement.

Décrets nos 3133, 3134 et 3135 du 18 novembre 1942 portant promotions et nominations dans la Légion d'honneur et conférant la médaille militaire (p. 4174).

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DES ANCIENS COMBATTANTS

Arrêté portant mise en congé de longue durée (offices départementaux des mutilés) (p. 4174).

Arrêtés portant inscriptions au tableau d'avancement et promotions (administration centrale) (p. 4174).

COMMISSARIAT GÉNÉRAL A LA FAMILLE

Décret pris en application de la loi n° 1014 du 18 novembre 1942 relative à l'aménagement de la prime à la première naissance (rectificatif) (p. 4175).

COMMISSARIAT GÉNÉRAL AUX QUESTIONS JUIVES

Arrêtés nommant des administrateurs provisoires (p. 4175).

Ministère de l'intérieur.

Arrêté du 10 novembre 1942 déclarant d'utilité publique et urgents des travaux à exécuter sur le territoire de la ville de Nantes (p. 4176).

Arrêtés du 19 décembre 1942 portant dissolution de conseils municipaux, institution et modification de délégations spéciales (p. 4176).

Arrêté portant mise à la disposition (administration préfectorale) (p. 4176).

Arrêtés portant démissions d'office, révocations et nominations (maires, adjoints aux maires et conseillers municipaux) (p. 4177).

Arrêté portant nominations (commissaires de police) (rectificatif) (p. 4177).

Ministère de la justice.

Arrêtés portant rappel à l'activité, délégation de fonctions et rapportant les dispositions d'un précédent arrêté (magistrature) (p. 4177).

Arrêtés portant admissions à la retraite, nominations, acceptation de démissions et conférant l'honorariat (juges de paix et suppléants) (p. 4177).

Arrêtés portant nominations, admissions à la retraite, rapportant les dispositions d'un précédent arrêté et conférant l'honorariat (greffiers) (p. 4178).

Ministère de l'économie nationale et des finances.

Décret n° 3675 du 14 décembre 1942 relatif à la fixation des prix de vente en Corse des tabacs du monopole (p. 4178).

Arrêté du 11 décembre 1942 portant approbation de nouveaux statuts de caisses d'épargne (p. 4178).

Arrêté relatif à la cessation de fonctions d'administrateurs provisoires (p. 4178).

Ministère de l'agriculture et du ravitaillement.

Décret n° 3805 du 17 décembre 1942 portant création du comité interprofessionnel des vins de Bourgogne (p. 4178).

Décret fixant les conditions de rémunération du personnel du service des recherches agronomiques (rectificatif) (p. 4180).

Arrêté du 9 novembre 1942 relatif à l'exécution des travaux d'amélioration agricole (p. 4180).

Arrêté du 4 décembre 1942 fixant le budget primitif de la caisse nationale de crédit agricole pour l'exercice 1942 (p. 4180).

Arrêté du 7 décembre 1942 attribuant une allocation aux employés de mairie chargés de recueillir les déclarations pour la culture de l'olivier (p. 4180).

Arrêté du 7 décembre 1942 relatif au conditionnement des laits de consommation à teneur en matière grasse constante (p. 4180).

Arrêté du 14 décembre 1942 relatif à la préparation des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin (p. 4181).

Arrêté portant nominations (groupement interprofessionnel des oléagineux métropolitains) (rectificatif) (p. 4181).

Arrêté nommant un régisseur d'avances (p. 4181).

Ministère de la production industrielle et des communications.

Décret n° 3654 du 16 décembre 1942 relatif au classement de la déviation de la route nationale 140 dans la traversée de Figeac, déclassement et reclassement du délaissé (p. 4181).

Décret n° 3699 du 19 décembre 1942 autorisant une mutation de propriété (p. 4182).

Décret n° 3700 du 19 décembre 1942 autorisant une cession de mines (p. 4182).

Décret n° 3701 du 19 décembre 1942 rejetant une demande d'autorisation de cession de mines (p. 4182).

Décret n° 3702 du 19 décembre 1942 délimitant un périmètre à l'intérieur duquel pourront être accordés des permis de recherches et des permis d'exploitation de tourbières dans le département de l'Isère (p. 4182).

Décret n° 3703 du 19 décembre 1942 autorisant la sous-amodiation d'une concession de mines (p. 4182).

Décret n° 3704 du 19 décembre 1942 autorisant une mutation de propriété (p. 4182).

Arrêté du 24 août 1942 fixant les modalités de classement et d'embauche des ouvriers dockers dans le port de Bordeaux et annexes (p. 4182).

Arrêté du 18 novembre 1942 fixant le mode de transfert à la caisse des dépôts et consignations du produit des cotisations patronales destinées à alimenter le fonds de compensation institué par la loi du 20 janvier 1942 (p. 4183).

Arrêté du 19 novembre 1942 fixant les émoluments de l'agent comptable du port autonome de Bordeaux (p. 4183).

Arrêté du 8 décembre 1942 relatif aux indemnités du personnel enseignant des écoles nationales supérieures des postes, télégraphes et téléphones et des télécommunications (p. 4184).

Arrêté du 9 décembre 1942 modifiant les taux de certaines indemnités d'enseignement (p. 4184).

Secrétariat d'Etat à l'aviation.

Décret n° 3737 du 17 décembre 1942 portant promotion dans le corps du contrôle de l'administration de l'aéronautique (p. 4184).

Secrétariat d'Etat à la santé.

Décret n° 3690 du 20 novembre 1942 portant nomination dans la Légion d'honneur (p. 4184).

Décret n° 3429 du 16 décembre 1942 relatif au carnet de santé national (p. 4184).

LOIS

LOI n° 1034 du 25 novembre 1942 complétant la loi du 15 octobre 1941 réglementant l'accès au barreau.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1er. — Il est ajouté à l'article 4 de la loi n° 4283 du 15 octobre 1941 deux paragraphes ainsi conçus :

« La décision est prise par le conseil de l'ordre ; toutefois, le demandeur peut saisir la cour d'appel dans les conditions prévues par le paragraphe 2 de l'article précédent.

« S'il est fait droit à sa requête, l'avocat reprend au tableau le rang auquel il y figurait au moment où il en a été omis en vertu de la loi du 10 septembre 1940, et il est considéré rétroactivement pour l'application des lois et règlements relatifs à la profession d'avocat comme n'ayant jamais cessé de figurer audit tableau ».

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 25 novembre 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

LOI n° 1072 du 14 décembre 1942 relative à l'installation de gazogènes à bord des bateaux affectés à la pêche maritime.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

Art. 1er. — Jusqu'au 31 décembre 1943, la transformation des bateaux de pêche maritime à moteur pour la marche au gazogène pourra faire l'objet, de la part de l'Etat, d'une subvention variable pouvant aller jusqu'à 50 p. 100 de la dépense totale.

Art. 2. — Le secrétaire d'Etat à la marine fixera, après enquête, le taux de la subvention à accorder suivant les ressources du demandeur et l'intérêt que présentera la transformation envisagée au point de vue général.

Art. 3. — Les bateaux de pêche maritime dont l'équipement en gazogènes aura été effectué avec l'aide de l'Etat :

Devront utiliser des gazogènes alimentés uniquement aux combustibles minéraux solides, à l'exclusion de tout autre carburant de remplacement ;

Ne pourront être employés, pendant une période de trois ans, qu'à la pêche en mer ;

Ne devront subir aucune nouvelle modification sans une autorisation spéciale du secrétariat d'Etat à la marine.

Art. 4. — Des arrêtés pris par le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications et le secrétaire d'Etat à la marine fixeront les conditions d'application du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 14 décembre 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,
JEAN BICHELONNE.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le secrétaire d'Etat à la marine,
A. ABRIAL.

LOI n° 941 du 16 décembre 1942 relative à la protection de la maternité et de la première enfance.

RAPPORT
AU MARÉCHAL DE FRANCE,
CHEF DE L'ÉTAT FRANÇAIS

Vichy, le 16 décembre 1942.

Monsieur le Maréchal,

La sauvegarde physique et morale de la race exige que des mesures énergiques soient prises en vue de réaliser une large protection préventive, sanitaire et sociale, destinée notamment à lutter contre la mortalité infantile, qui a marqué une forte progression au cours de ces dernières années. L'objet du projet qui vous est soumis est d'organiser cette protection pour la maternité et la première enfance, en codifiant et en complétant les lois actuellement en vigueur.

Les modalités de cette protection sont souples et larges, de manière à tenir compte des différentes conditions de lieu et de situation sociale, à coordonner et à compléter, sans le détruire, le travail effectué jusqu'ici par les organismes publics et institutions privées.

Pour la première fois apparaît dans la législation française une mesure d'eugénisme : le certificat d'examen médical avant le mariage, qui devient obligatoire, tout en ne restreignant en aucune façon la possibilité du mariage. La disposition incluse dans le projet n'a, en effet, pour but que de placer les futurs conjoints en face de leur conscience et de leur responsabilité. Cette mesure ne constitue qu'un premier stade qui, éventuellement, et compte tenu de l'expérience, pourra être modifiée dans l'avenir.

La surveillance préventive est réorganisée. Cette surveillance, exercée jusqu'ici par des médecins inspecteurs, s'est parfois avérée insuffisante. Désormais, elle sera assurée principalement par les assistantes sociales, sous le contrôle des médecins inspecteurs de la santé. Les expériences des services sociaux ont, en effet, donné d'excellents résultats tant au point de vue sanitaire que social et moral ; mais elles sont insuffisantes, éparses et trop souvent anarchiques. Il est indispensable de les coordonner et de les généraliser sous l'autorité du préfet régional, qu'assisteront le directeur régional de la santé et de l'assistance et le délégué régional à la famille. Cette action sera menée en étroit contact avec les organisations professionnelles et notamment avec les comités sociaux de la charte du travail.

La surveillance des femmes enceintes est organisée de telle sorte que le dépistage méthodique de la tuberculose et des maladies vénériennes puisse être réalisé.

Enfin, ce texte codifie la législation sur l'assistance aux femmes en couches et les primes d'allaitement, dont les taux devront être mis en rapport avec le coût actuel de la vie.

Par ailleurs, la protection sur les jeunes enfants est étendue jusqu'à l'âge de six ans, âge auquel commence la scolarité, dont le contrôle médical fait l'objet d'une réglementation spéciale. Chaque enfant sera doté obligatoirement à sa naissance d'un « carnet de santé » sur lequel seront mentionnées les constatations sanitaires le concernant.

Ainsi, dans un avenir prochain, les jeunes Français bénéficieront d'une protection efficace, qui leur a fait trop souvent défaut jusqu'à l'heure actuelle.

Veuillez agréer, monsieur le Maréchal, l'expression de notre très respectueux dévouement.

Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,
MAX BONNAFOUS.

Le secrétaire d'Etat au travail,
HUBERT LAGARDELLE.

Le secrétaire d'Etat à la santé,
RAYMOND GRASSET.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décrétons :

TITRE Ier

ORGANISATION GÉNÉRALE

Art. 1er. — La protection sanitaire et sociale des femmes enceintes et des mères ainsi que celle des enfants, de la naissance à l'âge de six ans, est organisée dans les conditions fixées par la présente loi.

Art. 2. — La protection médico-sociale maternelle et infantile est organisée dans la région sanitaire. Chaque région est divisée en circonscriptions dans le cadre du département, chacune de ces circonscriptions étant elle-même divisée en un certain nombre de secteurs.

La circonscription comprend un centre principal de protection maternelle et infantile et accessoirement des centres secondaires.

Dans chaque département, la direction de la protection maternelle et infantile, au point de vue médico-social, est assurée sous l'autorité du directeur régional de la santé et de l'assistance et par le médecin inspecteur de la santé.

L'administration en incombe à la division de la préfecture chargée des questions d'assistance et d'hygiène.

Le contrôle administratif et financier est effectué sous l'autorité directe du directeur régional de la santé et de l'assistance, par l'inspecteur des services de l'assistance.

Dans le département de la Seine, les attributions conférées par la présente loi aux médecins inspecteurs de la santé et aux inspecteurs des services de l'assistance sont dévolues au directeur général de l'administration de l'assistance publique à Paris.

Art. 3. — La protection sociale de la famille est assurée dans chaque région sous l'impulsion et le contrôle du délégué régional à la famille, par les organismes de mutualité, d'assurances sociales, d'allocations familiales dépendant des organisations professionnelles, ainsi que par les associations familiales, les institutions ou œuvres privées.

Le contrôle technique sanitaire de ces divers services sociaux est assuré par les services de protection médico-sociale prévus à l'article précédent.

Dans chaque région, le préfet régional, assisté du directeur régional de la santé et de l'assistance et du délégué régional à la famille veille à la coordination de l'activité de tous les services sociaux; il invite les institutions privées à prendre les initiatives nécessaires pour compléter les cadres des services d'assistance sociale. A défaut d'initiative privée, le préfet régional provoque, de la part des organismes publics, les nominations utiles et arrête un plan de coordination: il fait établir un fichier central des familles protégées et veille à ce que soit évité tout double emploi.

TITRE II

CERTIFICAT D'EXAMEN MÉDICAL AVANT MARIAGE

Art. 4. — Il est ajouté à l'article 63 du code civil un nouvel alinéa rédigé comme suit:

« L'officier de l'état civil ne pourra procéder à la publication en vue du mariage prévue à l'alinéa ci-dessus qu'après la remise par chacun des futurs époux d'un certificat médical datant de moins d'un mois, attestant, à l'exclusion de toute autre indication, qu'il a été examiné en vue du mariage.

« En cas d'inobservation de cette obligation, l'officier de l'état civil sera poursuivi devant le tribunal de première instance et puni d'une amende qui ne pourra excéder 100 fr.

« Les frais résultant de l'examen médical avant le mariage sont supportés comme suit:

« 1° Par les caisses d'assurances sociales en ce qui concerne leurs affiliés;

« 2° Par le service de l'assistance médicale gratuite pour ceux qui en ont obtenu le bénéfice;

« 3° Par les intéressés eux-mêmes lorsqu'ils ne sont ni assurés sociaux, ni assistés. »

TITRE III

PROTECTION DES MÈRES

Art. 5. — Examens médicaux. — Toute femme enceinte doit, pour bénéficier des allocations en argent versées par l'Etat, par les collectivités publiques ou les établissements publics, par les caisses d'assurances sociales ou d'allocations familiales, suivre les conseils d'hygiène et de prophylaxie qui lui sont donnés par l'assistante sociale. Elle doit, en outre, faire l'objet d'au moins deux examens au cours de sa grossesse.

Le directeur régional de la santé et de l'assistance détermine, compte tenu de l'armement sanitaire dont il dispose, la nature et les modalités des examens qui devront être pratiqués en vue du dépistage de la tuberculose et de la syphilis.

Ces examens sont pratiqués:

a) Soit par un médecin au choix de l'intéressée;

b) Soit par un médecin d'un centre de protection maternelle et infantile;

c) Soit par un médecin inscrit au service de l'assistance médicale gratuite pour les bénéficiaires de ce service.

Dans les deux derniers cas, les frais d'examen sont répartis conformément aux lois et règlements en vigueur.

La suspension partielle ou totale des allocations visées par le premier alinéa du présent article est prononcée par l'organisme payeur, notamment à la demande du directeur régional de la santé et de l'assistance, de l'inspecteur du travail ou du contrôleur des lois sociales en agriculture. Un décret déterminera pour chacune des administrations intéressées les conditions d'application du présent article.

Art. 6. — Protection sociale. — Les assistantes visitent à domicile les femmes enceintes dont l'état sanitaire ou la situation matérielle ou morale nécessite une protection particulière.

TITRE IV

PROTECTION DES ENFANTS

A. — *Dispositions générales.*

Art. 7. — Protection médico-sociale à domicile. — Jusqu'à l'âge de six ans révolus, tous les enfants sont l'objet d'une surveillance sanitaire préventive ainsi que sociale.

Cette surveillance, qui est exercée à domicile par les assistantes, porte plus particulièrement sur:

1° Les enfants qui sont placés en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de leur père, mère ou tuteur;

2° Les enfants dont les parents reçoivent un secours ou une allocation de l'Etat, des collectivités, des caisses d'assurances sociales ou d'allocations familiales;

3° Les enfants dont les parents ont été condamnés pour mendicité ou ivresse à une peine correctionnelle.

Les assistantes s'assurent que les enfants reçoivent tous les soins que nécessite leur état et que les allocations versées en leur faveur sont bien utilisées à leur profit, conformément aux articles 6 et 15 du décret-loi du 29 juillet 1939.

La fréquence minima des visites sera réglée par le directeur régional de la santé et de l'assistance.

Les assistantes rendent compte mensuellement de leurs visites.

Art. 8. — Surveillance dans les consultations de nourrissons. — La surveillance sanitaire des enfants placés sous la protection de la présente loi s'exerce, en outre, dans les consultations de nourrissons organisées à cet effet suivant les directives qui seront données par le secrétaire d'Etat à la santé.

Art. 9. — Interventions médicales. — Chaque fois que l'assistante constate que la santé d'un enfant est déficiente, elle doit engager la famille à faire appel à un médecin et, le cas échéant, faire appuyer son avis par un médecin agréé pour le service de la protection de l'enfance par le directeur régional de la santé et de l'assistance.

De même, si la santé d'un enfant est compromise par l'absence de soins convenables, par de mauvais traitements ou de mauvais exemples, l'assistante en rend compte immédiatement à l'inspecteur de la santé, chef de la circonscription, qui provoque d'urgence toutes mesures appropriées en vue de sauvegarder la santé ou la vie de l'enfant, et notamment fait constater l'état de ce dernier par un médecin agréé pour le service de protection de la maternité et de l'enfance par le directeur régional de la santé et de l'assistance.

Art. 10. — Surveillance médicale chez les nourrices. — Si un enfant tombe malade chez une nourrice ou une gardienne et que les parents n'aient pas pris de mesures nécessaires pour qu'il reçoive les soins médicaux, la nourrice ou la gardienne, après avoir appelé le médecin pour la première visite, en informe le maire, qui prononce l'admission d'urgence à l'assistance médicale gratuite, sauf recours ultérieurs contre les parents ou le bureau des nourrices.

Si l'enfant placé chez une nourrice ou une gardienne ne paraît pas recevoir tous les soins matériels ou moraux nécessaires, l'inspecteur de la santé peut, après mise en demeure adressée aux parents, prononcer le retrait de l'enfant de chez la nourrice ou la gardienne et le placer provisoirement chez une autre personne. Il en réfère ensuite au préfet qui statue en ce qui concerne le placement définitif de l'enfant et le retrait du certificat de la nourrice. Le cas échéant, il peut interdire à cette dernière de recevoir de nouveaux enfants.

Art. 11. — Carnet de santé. — Tout enfant est pourvu d'un carnet de santé délivré gratuitement par le maire lors de la déclaration de la naissance.

Ce carnet est tenu à jour par les médecins traitants et par les assistantes qui y mentionnent les constatations effectuées lors de leurs visites.

Un arrêté du secrétaire d'Etat à la santé déterminera la forme et le mode d'utilisation de ce carnet, qui mentionnera obligatoirement les résultats des examens préventifs prescrits par la présente loi.

B. — *Formalités spéciales aux enfants placés en nourrice ou en garde, aux nourrices au sein et aux donneuses de lait.*

Art. 12. — Déclaration des parents. — Sera punie d'une peine de six jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 200 à 3.600 fr. toute personne qui place son enfant en nourrice ou en garde sans faire à la mairie de sa résidence une déclaration en indiquant le lieu de naissance de l'enfant, son état civil et en produisant la copie des certificats prévus à l'article 13.

Lors du placement, il devra être remis à la nourrice ou gardienne le carnet de santé de l'enfant constatant:

1° Que celui-ci n'est atteint d'aucune maladie transmissible;

2° Qu'il peut être transporté sans danger.

Les parents qui, nonobstant la mise en demeure qui leur sera adressée par le médecin inspecteur de la santé, maintiennent leurs enfants chez des nourrices interdites seront punis d'un emprisonnement de six à dix jours.

Art. 13. — Certificats exigés des nourrices et gardiennes. — Toute personne qui veut recevoir chez elle un nourrisson, ou un ou plusieurs enfants en garde, est tenue de se munir préalablement:

1° D'un certificat du maire de la commune de sa résidence mentionnant son état civil, indiquant sa moralité et celle des personnes qui vivent sous le même toit; ses moyens d'existence, précisant si elle a déjà élevé d'autres enfants et attestant que ni la nourrice, ni une personne de son entourage immédiat n'est alcoolique notable;

2° D'un certificat médical déclarant qu'elle est apte à élever un enfant, que la maison où elle habite est salubre, et que ni

elle, ni aucune personne appelée à cohabiter avec l'enfant n'est atteinte de tuberculose ou de syphilis; à cet égard, le certificat doit préciser que des examens cliniques, et autant que possible radiologiques, bactériologiques et sérologiques ont donné des résultats négatifs. Le certificat indique enfin le nombre d'enfants qu'elle peut recevoir en garde, celui-ci ne pouvant en aucun cas excéder trois;

3° Si elle veut nourrir l'enfant au sein, le certificat médical doit attester qu'elle est apte à allaiter; le certificat du maire doit également indiquer si son dernier enfant est vivant et, dans l'affirmative, constater, avec un extrait de l'acte de naissance à l'appui, qu'il est âgé au moins de six mois.

Toute déclaration ou énonciation reconnue fausse dans lesdits certificats sera punie des peines prévues à l'alinéa 1er de l'article 155 du code pénal.

Art. 14. — Déclaration des nourrices et gardiennes. — Sera punie d'une peine de six jours à six mois d'emprisonnement et d'une amende de 200 à 3.600 fr. toute personne qui aura reçu chez elle un nourrisson ou un enfant en garde sans:

1° En faire la déclaration à la mairie de la commune de sa résidence dans un délai de trois jours à compter de l'arrivée de l'enfant, en produisant le certificat de salubrité et d'aptitude à la garde mentionné à l'article 13;

2° En cas de changement de résidence, notifier ce changement à la mairie de la commune qu'elle quitte et faire une nouvelle déclaration à la mairie de la commune dans laquelle elle vient de se fixer, accompagnée des certificats prévus à l'article 13;

3° Déclarer dans les mêmes délais le retrait de l'enfant par ses parents ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu;

4° En cas de décès de l'enfant, en faire dans les vingt-quatre heures la déclaration légale.

Si un enfant précédemment en nourrice, en garde ou en sevrage, décède à l'hôpital, l'administration de l'hôpital est tenue d'en aviser sans délai la mairie de la résidence de la nourrice ou gardienne en même temps que l'inspecteur de la santé de la circonscription.

Art. 15. — Déclaration des personnes engageant une nourrice au sein. — Nul ne peut prendre chez lui une nourrice au sein ou donneuse de lait sans que celle-ci soit munie des divers certificats prévus à l'article 16. Il doit, dans les quarante-huit heures de l'arrivée de la nourrice, en faire la déclaration à la mairie de sa résidence et y présenter:

1° Lesdits certificats;

2° Une déclaration signée de la nourrice spécifiant les conditions de placement de son enfant et attestant, s'il a moins de six mois, qu'il est élevé au sein;

3° Un certificat médical constatant que l'enfant confié à la nourrice ne présente aucun signe de maladie transmissible.

Art. 16. — Certificats exigés des nourrices au sein. — Toute nourrice au sein ou donneuse de lait ne peut se placer chez autrui sans justifier:

1° D'un certificat médical établissant qu'elle est apte à allaiter et n'est atteinte d'aucune maladie transmissible, qu'elle a subi les examens de dépistage de la syphilis et de la tuberculose mentionnés à l'article 13;

2° D'un certificat du maire de la commune de sa résidence mentionnant son état civil et indiquant, par extrait joint de l'acte de naissance, que son enfant a plus de six mois.

Exceptionnellement, une mère dont l'enfant n'a pas six mois révolus peut nourrir au sein un autre enfant en même temps que le sien:

1° Si un certificat médical constate qu'elle peut suffire à cette double tâche;

2° En cas de soudaine carence lactée d'une autre mère.

Art. 17. — Si le médecin appelé par l'assistance dans les conditions prévues par l'article 8 reconnaît soit chez la nourrice, soit chez l'enfant, les symptômes d'une maladie susceptible d'être transmise l'allaitement au sein peut être supprimé par décision du médecin inspecteur de la santé, qui en avise immédiatement les parents.

Art. 18. — Registres ouverts dans les mairies. — Il est ouvert dans les mairies deux registres destinés à recevoir:

Le registre n° 1: les déclarations des parents prévues aux articles 12 et 15;

Le registre n° 2: les déclarations des nourrices ou éleveuses prévues à l'article 14.

En cas d'absence ou de tenue irrégulière des registres, le maire est passible de la peine édictée à l'article 50 du code civil.

Le maire donne avis dans les quarante-huit heures à l'assistante du secteur, par l'intermédiaire de la commune de placement de l'enfant, des déclarations déposées.

Art. 19. — Privilèges des nourrices. — En cas de non-payement du salaire des nourrices ou des gardiennes, une tentative amiable est faite par les soins du préfet auprès des parents ou des personnes qui ont effectué les placements.

Si les nourrices ou gardiennes sollicitent l'assistance judiciaire, le procureur de la République communique, pour avis, leur demande au préfet.

Les mois de nourrice font partie des créances privilégiées et prennent rang entre les numéros 3 et 4 de l'article 2101 du code civil.

TITRE V

ÉTABLISSEMENTS CONCOURANT A LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE

Art. 20. — Le centre principal de protection maternelle et infantile prévu dans chaque circonscription par l'article 2 de la présente loi est constitué par des formations sanitaires diverses relevant d'organismes publics ou privés exerçant leur activité, en partie ou en totalité, dans le domaine de la protection maternelle et infantile.

Le centre comprend obligatoirement:

Une consultation de médecine générale;
Une consultation prénatale;
Un service d'accouchement;
Un service antivénérien;
Une consultation antituberculeuse;
Une consultation de nourrissons;
Une consultation de pédiatrie.

Il doit avoir à sa disposition un ou plusieurs services hospitaliers spécialisés (femmes enceintes, nourrissons et enfants) ainsi qu'un laboratoire de radiologie et un laboratoire d'analyses médicales.

Des centres secondaires sont constitués par le directeur régional, suivant les besoins et les possibilités offertes par l'armement sanitaire local.

Art. 21. — Surveillance des établissements. — La surveillance de tous les établissements recevant des enfants en nourrice ou en garde, tels que: maisons maternelles, crèches, pouponnières, chambres d'allaitement, est exercée, au point de vue médical et technique, par les médecins inspecteurs de la santé, et au point de vue administratif et financier, par les inspecteurs des services de l'assistance. Cette surveillance s'étend obligatoirement aux consultations de nourrissons et gouttes de lait, qui concourent à l'application de la loi, ainsi qu'aux bureaux de placement de nourrices, aux meneurs, meneuses, sages-femmes et autres intermédiaires s'employant habituellement au placement des enfants.

L'ouverture des différents établissements est subordonnée à l'autorisation du directeur régional de la santé et de l'assistance. Tout refus d'agrément devra être motivé et basé sur des considérations d'ordre technique.

La surveillance de l'état de santé des personnes énumérées au premier alinéa du présent article ainsi que du personnel des établissements visés au même alinéa incombe aux médecins inspecteurs de la santé. Les modalités en seront fixées par le directeur régional de la santé et de l'assistance qui pourra prescrire notamment tous examens utiles dans un dispensaire.

Quiconque exerce sans autorisation préalable la profession de directeur de bureau de nourrices, de meneur ou de meneuse, ou qui néglige de se conformer aux conditions de l'autorisation et aux prescriptions du règlement, est puni d'une amende de 200 fr. à 3.600 fr.; en cas de récidive, un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être également prononcé.

Les conditions dans lesquelles sera accordée cette autorisation et les modalités de la surveillance des établissements visés à l'alinéa 1er seront fixées par décret.

TITRE VI

AIDE AUX MÈRES DE FAMILLE. — ALLOCATIONS JOURNALIÈRES AUX FEMMES EN COUCHES

Art. 22. — Toute femme de nationalité française et privée de ressources suffisantes a droit, pendant la période de repos qui précède et qui suit immédiatement ses couches, à une allocation journalière qui ne peut être cumulée avec les secours prévus par la loi du 27 juin 1904.

Les ressources temporaires résultant de leur participation à des sociétés de prévoyance, et notamment aux mutualités maternelles, dont les femmes en couches pourront disposer pendant la période de repos, ne devront pas entrer en ligne de compte dans l'évaluation des ressources.

Art. 23. — Conditions d'attribution de l'allocation. — Avant les couches, la postulante doit justifier, par la production de certificats médicaux, qu'elle a subi les deux examens de grossesse prévus par l'article 5 de la présente loi et qu'elle ne peut continuer à travailler sans danger pour elle-même ou pour l'enfant. Après les couches, l'allocation est accordée pendant les quatre premières semaines si la demande est formulée avant l'expiration de ce délai. L'allocation ne peut, pour la période qui précède les couches comme pour celle qui les suit, être mandatée pendant plus de quatre semaines. Elle ne peut, à un moment quelconque, être accordée ou maintenue que si l'intéressée, non seulement a suspendu l'exercice de sa profession habituelle, mais encore observe

tout le repos effectif compatible avec les exigences de sa vie domestique ainsi que les prescriptions de la présente loi et que si elle prend, pour son enfant et pour elle-même, les soins d'hygiène nécessaires, conformément aux instructions que lui donnera à cet effet l'assistante du secteur.

Art. 24. — Fixation du taux de l'allocation. — Le taux de l'allocation journalière est arrêté, pour chaque commune du département, par le préfet, après avis du conseil municipal et du directeur régional de la santé et de l'assistance. Les limites minima et maxima en seront fixées par décret contresigné par le ministre secrétaire d'Etat aux finances et par le secrétaire d'Etat à la santé. Si l'allocation dépasse la limite maxima, l'excédent est à la charge exclusive de la commune.

Art. 25. — L'allocation journalière est réduite de moitié en cas d'hospitalisation, pendant la durée de celle-ci, si l'intéressée n'a pas d'autre enfant vivant au-dessous de quatorze ans.

L'allocation est incessible et insaisissable. Elle est payée à l'assistée. Elle peut être versée en nature soit partiellement, soit totalement.

Art. 26. — Primes d'allaitement au sein. — Toute Française admise au bénéfice de l'assistance aux femmes en couches et allaitant son enfant au sein reçoit une allocation supplémentaire pendant les six mois qui suivent l'accouchement et une allocation moitié moindre pendant les deux mois suivants; les taux de ces allocations seront fixés par décret.

Il peut être également formulé une demande ayant pour unique objet l'attribution de l'allocation d'allaitement instituée par la présente loi. Cette demande sera recevable jusqu'à l'expiration du délai de trois mois consécutifs à l'accouchement. Elle est soumise aux mêmes conditions et à la même procédure que les demandes d'assistance aux femmes en couches.

Cette allocation ne sera servie qu'à la condition formelle que la mère prenne, pour son enfant et pour elle-même, les soins d'hygiène visés à l'article 23 de la présente loi.

Art. 27. — En cas de naissances multiples, les allocations accordées après les couches et les primes d'allaitement au sein sont proportionnelles au nombre d'enfants.

Art. 28. — Mode d'admission. — L'admission au bénéfice des dispositions du titre VI de la présente loi est prononcée dans les conditions fixées par les articles 6, 7 et 8 du décret-loi du 30 octobre 1935 prévoyant l'unification et la simplification des barèmes en vigueur pour l'application des lois d'assistance.

L'allocation est supprimée dès que les diverses conditions requises pour avoir droit à l'assistance ne sont plus remplies ou dès qu'il est constaté que des déclarations inexactes ont été fournies par la postulante; dans ce dernier cas, il y a lieu à répétition de la part du préfet agissant au nom des diverses collectivités intéressées. Cette suppression fait l'objet d'une décision nouvelle dans la forme prévue pour les admissions.

Art. 29. — Domicile de secours. — Le domicile de secours s'acquiert et se perd dans les conditions prévues par les articles 2 et 3 du décret-loi du 30 octobre 1935 relatif à l'unification des barèmes des lois d'assistance.

Art. 30. — Organismes de distribution. — Les allocations d'assistance aux femmes en couches et des primes d'allaitement pourront être distribuées aux intéressées par l'intermédiaire des centres de protection maternelle et infantile, consultations de nourrissons et autres organismes agréés par le directeur régional de la santé et de l'assistance qui exerce, en outre, la protection et la surveillance prévues par la loi.

TITRE VII

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Art. 31. — Les dépenses de la protection de la maternité et de l'enfance comprennent les dépenses de protection et les dépenses d'assistance.

Art. 32. — Dépenses de protection. — Les dépenses de protection comprennent:

1° Les dépenses des services publics d'assistantes sociales qui concourent à l'application de la présente loi;

2° Les honoraires médicaux et les indemnités de déplacement des médecins appelés à visiter les enfants à la demande du service; les tarifs utilisés pour le calcul desdits honoraires et indemnités de déplacement sont ceux de l'assistance médicale gratuite en vigueur dans le département;

3° Les frais de fonctionnement des consultations de nourrissons publiques agréées;

4° Les récompenses pécuniaires aux nourrices et les primes d'assiduité aux consultations de nourrissons;

5° Les imprimés du service, notamment les carnets de santé prévus par l'article 11 de la présente loi.

Elles sont inscrites au budget départemental et font l'objet d'une contribution de l'Etat et des communes conformément au décret-loi du 30 octobre 1935 prévoyant l'unification des barèmes des lois d'assistance.

Viennent en atténuation des dépenses indiquées au présent article toutes recettes faites par l'Etat ou les départements susceptibles de constituer des fonds de concours en vue de l'application de la présente loi.

Art. 33. — Recettes de protection. — Ces recettes comprennent:

1° Les remboursements effectués par les organismes professionnels en contre-partie de la surveillance exercée et des soins donnés au profit de leurs ressortissants;

2° Les versements effectués par les bénéficiaires eux-mêmes;

3° Les subventions, dons ou legs faits sans affectation spéciale.

Art. 34. — Dépenses d'assistance. — Les dépenses d'assistance comprennent:

1° Les allocations aux femmes en couches;

2° Les primes d'allaitement.

Ces dépenses sont inscrites aux chapitres correspondants des budgets départementaux et font l'objet d'une contribution de l'Etat et des communes, conformément au décret-loi du 30 octobre 1935 prévoyant l'unification et la simplification des barèmes en vigueur pour l'application des lois d'assistance.

Indépendamment de la subvention allouée en exécution de l'alinéa précédent, l'Etat est chargé des allocations pour le repos des femmes en couches et pour l'allaitement maternel accordées en vertu des articles ci-dessus aux femmes privées de ressources suffisantes n'ayant aucun domicile de secours.

Art. 35. — Le préfet, sur proposition du directeur de la santé et de l'assistance, arrête les prévisions de recettes et de dépenses du service et procède à l'inscription des crédits au budget départemental.

Art. 36. — Les dépenses énumérées aux articles 32 et 34 constituent pour les départements des dépenses obligatoires.

Si un département omet ou refuse d'inscrire au budget les crédits suffisants pour l'acquittement des dépenses obligatoires du service qui sont à sa charge, les crédits nécessaires sont inscrits d'office au budget, soit ordinaire, soit extraordinaire, par un décret pris sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et du ministre secrétaire d'Etat aux finances.

TITRE VIII

DISPOSITIONS DIVERSES

Art. 37. — Secret professionnel. — L'article 378 du code pénal relatif au secret professionnel est applicable à toute personne appelée à collaborer à la protection de la maternité et de la première enfance.

Art. 38. — Pénalités. — Les infractions aux dispositions des articles 15 et 16 de la présente loi sont punies d'une amende de 75 à 180 fr.

Quiconque, de quelque manière que ce soit, aura mis les fonctionnaires ou les agents qualifiés par la présente loi dans l'impossibilité d'accomplir leurs fonctions sera puni d'une amende de 200 à 3.000 fr. sans préjudice des dispositions des articles 209 et suivants du code pénal.

Sont applicables à tous les cas prévus par la présente loi les articles 482 et 483 du code pénal.

Art. 39. — Rapports. — Les directeurs régionaux de la santé et de l'assistance adressent chaque année au secrétaire d'Etat à la santé un rapport sur le fonctionnement de la protection de la maternité et de la première enfance.

Le secrétaire d'Etat adresse, tous les cinq ans, au chef de l'Etat, un rapport officiel sur l'exécution de la présente loi.

Art. 40. — Sont abrogées toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment la loi du 23 décembre 1874, le décret-loi du 30 octobre 1935 portant modification de la loi du 23 décembre 1874, les articles 99 et 100 du décret-loi du 29 juillet 1939, modifiés par le décret-loi du 3 novembre 1939, ainsi que, à l'exception des dispositions codifiées du code du travail, les lois des 17 juin et 30 juillet 1913, 2 décembre 1917, 24 octobre 1919, 30 avril 1921 et l'article 168 de la loi du 16 avril 1930.

Art. 41. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* et sera exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 16 décembre 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'économie nationale et aux finances,
PIERRE CATHALA.

Le garde des sceaux,
ministre secrétaire d'Etat à la justice,
JOSEPH BARTHÉLEMY.

Le ministre secrétaire d'Etat
à l'agriculture et au ravitaillement,
MAX BONNAFOUS.

Le secrétaire d'Etat au travail,
HUBERT LAGARDELLE.

Le secrétaire d'Etat à la santé,
RAYMOND GRASSET.

Loi sur l'exécution provisoire des jugements.

Rectificatif au *Journal officiel* du 11 juin 1942: page 2031, 2e colonne, article 1er (art. 136 nouveau du code de procédure civile, au lieu de: « dans les conditions de l'article 458 du présent code... », lire: « dans les conditions de l'article 459 du présent code... »; 3e colonne, article 3 (art. 647 nouveau du code du commerce), au lieu de: « l'article 459 du code de procédure civile est applicable en matière commerciale. L'incident sera jugé suivant la procédure édictée par les articles 452 *a*, deuxième et troisième alinéa, et 452 *b* du même code », lire: « l'article 460 du code de procédure civile est applicable en matière commerciale. L'incident sera jugé suivant la procédure édictée, par les articles 452, deuxième et troisième alinéa, et 453 du même code ».

DÉCRETS, ARRÊTÉS & CIRCULAIRES

CHEF DU GOUVERNEMENT

Décrets nos 3433, 3434 et 3435 du 18 novembre 1942 portant promotions et nominations dans l'ordre de la Légion d'honneur et conférant la médaille militaire.

Par décrets en date du 18 novembre 1942, rendus sur la proposition du chef du Gouvernement, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur portant que les nominations, promotions et concessions des présents décrets sont faites en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, sont nommés ou promus dans l'ordre national de la Légion d'honneur ou décorés de la médaille militaire les officiers et sous-officiers de la gendarmerie dont les noms suivent:

LÉGION D'HONNEUR

Au grade d'officier.

DURAND (Maurice-Georges-Constant), général de brigade; 34 ans de services, 5 campagnes. Chevalier du 28 décembre 1928.

CHAUMET (Pierre-Emile), chef d'escadron; 27 ans de services, 12 campagnes. A été blessé et cité. Chevalier du 16 juin 1920.

POUGNAND (Louis-Ernest), chef d'escadron; 27 ans de services, 9 campagnes. A été blessé et cité. Chevalier du 16 juin 1920.

LECOMTE (Raymond-René), chef d'escadron; 29 ans de services, 8 campagnes. A été blessé et cité. Chevalier du 16 juin 1920.

Au grade de chevalier.

OFFICIERS

LEGARÇON (Louis-Auguste), lieutenant; 30 ans de services, 19 campagnes.

DELORD (Jacques-Lucien-François), lieutenant; 27 ans de services, 16 campagnes. A été blessé.

JAMME (Joseph), lieutenant; 32 ans de services, 9 campagnes.

FUMOLEAU (Zénobie-Alexandre-Ernest), lieutenant; 32 ans de services, 8 campagnes.

CAILLOT (Maurice), lieutenant; 30 ans de services, 8 campagnes. A été blessé et cité.

PERNET (Marie-Ferdinand), lieutenant; 29 ans de services, 8 campagnes. A été cité.

BOYER (François), lieutenant; 27 ans de services, 8 campagnes. A été blessé et cité.

BERGER (Mathieu), chef d'escadron; 22 ans de services, 7 campagnes.

SOUS-OFFICIERS

MATHEVET (Henri-Gabriel), adjudant-chef; 34 ans de services, 16 campagnes. A été cité.

PECLET (Marcel-Maurice-René), adjudant; 32 ans de services, 27 campagnes. A été cité.

BOURGEON (François-Louis-Prosper), adjudant; 27 ans de services, 24 campagnes. A été blessé et cité.

MÉDAILLE MILITAIRE

CHATOUILLAT (Alexandre-Claude), gendarme, forces de gendarmerie de Paris Sud-Ouest; 26 ans de services, 4 campagnes. A été cité.

JACQUOT (Fernand-François), gendarme, détachement de gendarmerie de Cochinchine-Cambodge; 21 ans de services, 8 campagnes.

SAGARDOY (Pierre), gendarme, 17e légion de gendarmerie; 25 ans de services, 4 campagnes. A été cité.

PEYRUCHAUD (Victor), gendarme, détachement de gendarmerie de Cochinchine-Cambodge; 20 ans de services, 9 campagnes.

SEGUY (Etienne-Joseph), gendarme; 12e légion de gendarmerie; 24 ans de services, 3 campagnes.

VIALETTE (Georges-Charles), gendarme, détachement de gendarmerie de l'Annam-Tonkin; 20 ans de services, 7 campagnes.

LOO (Pierre-Jean-Camille), gendarme, 17e légion de gendarmerie; 21 ans de services, 4 campagnes.

MIGNEREY (Paul-Henri), maréchal des logis chef, détachement de gendarmerie de la Martinique; 18 ans de services, 9 campagnes.

BRUNEVAL (Joseph-Henri-Dominique), gendarme, 1re légion de gendarmerie; 24 ans de services, 3 campagnes.

LALANDRE (Roger-Magloire), gendarme, 15e légion de gendarmerie; 17 ans de services, 9 campagnes.

BRULE (Henri-Paul), maréchal des logis chef, compagnie autonome de gendarmerie de la Corse; 20 ans de services, 6 campagnes.

PILLOT (Charles-Alfred-Joseph), gendarme, 10e légion de gendarmerie; 18 ans de services, 7 campagnes.

AZEMA (Joseph-Aimé), adjudant, 16e légion de gendarmerie; 17 ans de services, 8 campagnes.

LARROQUETTE (Jean-Léon), maréchal des logis chef, forces de gendarmerie de Paris-Est; 16 ans de services, 9 campagnes.

VATON (Emile-Germain-Auguste), adjudant, 11e légion de gendarmerie; 15 ans de services, 9 campagnes.

MARILLE (Paul), gendarme, compagnie autonome de gendarmerie de la Corse; 17 ans de services, 7 campagnes.

DAUGREILH (Albert-Georges-Paul), gendarme, détachement de gendarmerie de l'Annam-Tonkin; 15 ans de services, 9 campagnes.

SAINT-LAURENT (Jean-Jules-Marcel), gendarme, détachement de gendarmerie de la Guadeloupe; 17 ans de services, 7 campagnes.

HUBERT (Georges-Camille-Césaire), maréchal des logis chef; 20e légion de gendarmerie, 20 ans de services, 3 campagnes. A été blessé.

HENRION (Albert), gendarme, 6e légion de gendarmerie; 17 ans de services, 2 campagnes.

SAULNIER (Henri-Léon), gendarme, 13e légion de gendarmerie; 21 ans de services, 3 campagnes.

LEHUT (Eleuther-Jean-Constant), gendarme, 1re légion de gendarmerie; 16 ans de services, 8 campagnes.

BROUSSEAU (Georges), gendarme, 9e légion de gendarmerie; 16 ans de services, 8 campagnes.

DAMIEN (Eugène-Arthur), maréchal des logis chef, 1re légion de gendarmerie; 20 ans de services, 2 campagnes. A été blessé.

LE PINIEC (Emile), maréchal des logis chef, détachement de gendarmerie de l'Annam-Tonkin; 14 ans de services, 9 campagnes.

ALAZET (Pierre-Maurice), maréchal des logis chef, 17e légion de gendarmerie; 18 ans de services, 5 campagnes.

VIVERGE (Louis-René), gendarme, 7e légion *bis* de gendarmerie; 14 ans de services, 7 campagnes.

BURGARD (Léon), gendarme, 1re légion de gendarmerie; 21 ans de services, 1 campagne.

DEIXONNE (Ferdinand-Louis-Eloi), gendarme, 3e légion de gendarmerie; 15 ans de services, 7 campagnes.

MALLEVIALLE (Clément-Paul-Joseph), gendarme, 16e légion de gendarmerie; 16 ans de services, 6 campagnes.

JASPART (Marcel), gendarme, forces de gendarmerie de Paris Nord-Ouest; 14 ans de services, 8 campagnes.

BEDU (Jules-Jean), maréchal des logis chef, service de santé de la 2e région; 21 ans de services, 1 campagne.

COSTEMALE-LACOSTE (Jacques-Sylvain), détachement de gendarmerie de la Guyane; 15 ans de services, 7 campagnes.

TUBAU (Georges), gendarme, 15e légion de gendarmerie; 15 ans de services, 7 campagnes.

SABIANI (François-Xavier), gendarme, 15e légion de gendarmerie; 15 ans de services, 7 campagnes.

Secrétariat général des anciens combattants

OFFICES DÉPARTEMENTAUX DES MUTILÉS

Par arrêté du 3 décembre 1942, M. Crucis (Albert-Ernest-Nicolas), secrétaire général de l'office départemental des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la nation du Tarn, a été placé dans la position de congé de longue durée (premier congé), pour une période de six mois, à compter du 3 octobre 1942, dans les conditions prévues par la loi du 19 mars 1928.

ADMINISTRATION CENTRALE

Par arrêté du 11 décembre 1942, le tableau général d'avancement, pour l'année 1942, du personnel de l'administration centrale, a été complété ainsi qu'il suit:

I. — FONCTIONNAIRES TITULAIRES

A. — Changement de fonctions.

Pour l'emploi de chef de bureau.

M. Chauvin, Mlle Devanne.

Pour l'emploi de sous-chef de bureau.

M. Kerautret.

Par arrêtés du 11 décembre 1942, ayant effet du même jour, ont été promus:

Chef de bureau de 3e classe.

M. Chauvin (Armand), sous-chef de bureau de 3e classe, en remplacement numérique de Mlle Mallet.

Mlle Devanne (Germaine), sous-chef de bureau de 3e classe, en remplacement numérique de M. Beaubois.

Sous-chef de bureau de 3e classe.

M. Kerautret (Louis), rédacteur principal de 2e classe, en remplacement numérique de M. Chauvin.

M. Loiseleur (André), rédacteur principal de 2e classe, en remplacement numérique de Mlle Devanne.

Commissariat général à la famille.

DÉCRET PRIS EN APPLICATION DE LA LOI N° 1014 DU 18 NOVEMBRE 1942 RELATIVE A L'AMÉNAGEMENT DE LA PRIME A LA PREMIÈRE NAISSANCE

Rectificatif au *Journal officiel* du 24 novembre 1942:

Page 3891, 2e colonne, 1° ajouter, dans le préambule, après les mots: « Vu le décret du 30 décembre 1939 », la mention suivante: « Sur le rapport du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, du ministre secrétaire d'Etat aux finances, du secrétaire d'Etat auprès du chef du Gouvernement, délégué à la famille, du secrétaire d'Etat à la santé et du secrétaire d'Etat au travail »; 2° dans l'article 2, au lieu de: « Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le secrétaire d'Etat auprès du chef du Gouvernement, délégué à la famille et le secrétaire d'Etat au travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* », lire: « Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le secrétaire d'Etat auprès du chef du Gouvernement, délégué à la famille, le secrétaire d'Etat à la santé et le secrétaire d'Etat au travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* »; 3° ajouter aux contreseings:

« *Le secrétaire d'Etat à la santé,*

« RAYMOND GRASSET ».

Commissariat général aux questions juives.

ADMINISTRATEURS PROVISOIRES

Le commissaire général aux questions juives,

Vu l'article 1er de la loi du 22 juillet 1941 relative aux entreprises, biens et valeurs appartenant aux Juifs,

Arrête:

Article unique. — Les entreprises suivantes, dirigées en tout ou en partie ou appartenant en tout ou en partie à des Juifs, sont pourvues des administrateurs provisoires ci-dessous:

M. Prost (Paul), 22, quai de Retz, à Lyon, administrateur provisoire de Kafenbann, 150, rue Moncey, à Lyon (dossier 3523).

M. Gaston (Maurice), les Magnolias, à Saint-Martin-le-Vignoux, administrateur provisoire de Kabane, 8, rue Thiers, à Grenoble (dossier 3525).

M. Tranchant, 211, cours Emile-Zola, à Villeurbanne, administrateur provisoire de Linéba, affaire Ferstenberg, 6, rue des Archers, à Lyon (dossier 3509).

M. Max (Louis), à Serrezin-du-Rhône, administrateur provisoire de la maison Jacques, affaire Serfati (Jacob), 16, rue du Lycée, à Grenoble (dossier 3508).

M. Leveque (Maurice), 47, rue du Vernay, à Saint-Etienne, administrateur provisoire de Les Grandes Manufactures réunies, 2, avenue du Maréchal-Pétain, à Saint-Etienne (dossier 3492).

M. Escoubes, à Andrest (Hautes-Pyrénées), administrateur provisoire Au Nouveau Paris, Sarl. Ducas et Ce, 18, rue du Maréchal-Foch, à Tarbes (dossier 2372).

M. Battesti (François), 28, rue du Trésor, à Castres, administrateur provisoire de Arama (Salomon), 32, rue Emile-Zola, à Castres (dossier 3495).

M. Juillard (Joannès), 96, boulevard de la Croix-Rousse, à Lyon, administrateur provisoire de Chaussure Nancy, société à responsabilité limitée, 35, rue Carnot, à Mâcon (dossier 3515).

M. Bonlaron, 27, rue Vaugelas, à Annecy, administrateur provisoire de Société Tournier et Rimmer, à Tignes (Savoie) (dossier 3514).

M. Lamandrouillere, 68, rue de Vendôme, à Lyon, administrateur provisoire de Affaire Werthermer (Siegfried), 15, rue Barrier, à Lyon (dossier 3501); administrateur provisoire de Ferstenberg (Samuel), 32, rue Paul-Bert, à Lyon (dossier 3513).

M. Gervais, 5, rue Menon, à Grenoble, administrateur provisoire de Etablissements Favier et successeur, société à responsabilité limitée, 3, avenue Jeanne-d'Arc et 5, rue Gal.-Chanrion, à Grenoble (dossier 3500).

M. Max (Louis), à Serrezin-du-Rhône, administrateur provisoire de Nexo, affaire Rifka Rosenthal, 70, cours Berriat, à Grenoble (dossier 3507).

M. Giraud, 8, avenue du Maréchal-Pétain, à Sainte-Foy-lès-Lyon, administrateur provisoire de Société Métallurgique de l'Est, 47, rue Masséna, à Lyon (dossier 3502).

M. Rebeix, 85, avenue du Maréchal-de-Saxe, à Lyon, administrateur provisoire de Société de ganterie et de peausserie de Grenoble, 12, rue Taillefer, à Grenoble (dossier 3503).

M. Leseul, 4, rue du Général-Durand, à Grenoble, administrateur provisoire de Grand Bazar des Prisons, 36, boulevard Rey et avenue Agutte-Sembat, à Grenoble (dossier 3504).

M. Arnal (Hubert), rue Albert-1er, à Grenoble, administrateur provisoire de Fischl frères, 20, rue de Paris et 3, rue Diodore-Rahoult, à Grenoble (dossier 3194); administrateur provisoire de A la petite Lorraine, affaire Liebert, 2, place Victor-Hugo et 13, rue Saint-Jacques, à Grenoble (dossier 3505).

M. Richaud, 5, rue Voltaire, à Grenoble, administrateur provisoire de Krejtman, 6, rue des Fleurs et 31, rue Ernest-Calvat, à Grenoble (dossier 3506).

M. Arnoux, 7, rue Nationale, à Saint-Etienne, administrateur provisoire de Gaillard-Coardon, ex-affaire Costylewski Zelitzki, 4, rue du Grand-Moulin, à Saint-Etienne (dossier 3477).

M. Goudard (Louis), 28, rue Ernest-Guillier, à Périgueux, administrateur provisoire de Molnar (François), 5, rue René-Lestin, à Périgueux (dossier 3478).

M. Levadoux, 18, avenue de Néris à Montluçon, administrateur provisoire de Monoprix, 18, boulevard de Courtais, à Montluçon (dossier 3486).

M. d'Espezel de Roquetaillade (Paul), 24, rue Henri-Messerer, à Marseille, administrateur provisoire de Cœn (Simon), 18, rue du Tapis-Vert, à Marseille (dossier 3499); administrateur provisoire de André, 8 et 10, rue Colbert, à Marseille (dossier 3484); administrateur provisoire de Carasso (Joseph), 18, rue du Tapis-Vert, à Marseille (dossier 3498).

M. Boussand, 44, rue Grignan, à Marseille, administrateur provisoire de Les Successeurs de Lucienne May, 61, rue Saint-Ferréol, à Marseille (dossier 3491).

M. Boullu, 5, quai de la Joliette, à Marseille, administrateur provisoire de Léon Saban, 11, place de la Bourse, à Marseille (dossier 3510); administrateur provisoire de Léon Saban, 11, place de la Bourse, à Marseille (dossier 3510).

M. Laurencon (Louis), 396 *bis*, avenue du Prado, à Marseille, administrateur provisoire de Comptoir Lieutaud, 78, cours Lieutaud, à Marseille; administrateur provisoire de Société civile immobilière, 18, rue Saint-Gabriel et 21, boulevard Kreamer, à Marseille.

M. Rosier, 6, allée Léon-Gambetta, à Marseille, administrateur provisoire de Centrale de comptabilité 25, boulevard de la Corderie, à Marseille (dossier 3489).

M. Levesques, 24, rue du Plantier, à Périgueux, administrateur provisoire de Aux Galeries des Dames, 130, rue Louis-Blanc, à Périgueux (dossier 3493).

M. Fotel, 40, rue Montesquieu, à Saint-Etienne, administrateur provisoire de Cahen et fils, 12, rue Francis-Garnier, à Saint-Etienne (dossier 3276).

M. Gaston (Maurice), les Magnolias, à Saint-Martin-de-Vignoux, administrateur provisoire de Etablissements Alfred Dreyfus, 49, avenue d'Alsace-Lorraine (dossier 3524).

M. Deniaud, 10, quai Perrache, à Lyon, administrateur provisoire de Radio industrie, 114 *bis*, Grande-Rue-Saint-Clair, à Lyon (dossier 3529).

M. Sanche de Gallars Brasac, 15, rue Dacher, à Vichy, administrateur provisoire de Vêtements Sivry, 14, rue de Paris et 36, rue Porte-Mulin, à Saint-Amand (Cher) qui délègue ses pouvoirs pour la succursale de Saint-Amand à M. Mougnaud, 26, rue Joseph-Bélier, à Châteauroux.

Article unique. — Tout immeuble, droit immobilier ou droit au bail quelconque, tout bien meuble, valeur mobilière ou droit mobilier quelconque est pourvu de l'administrateur provisoire suivant:

M. Bauzat, 23, rue du Maréchal-Foch, à Clermont-Ferrand, administrateur provisoire des biens appartenant à dame Levy (Benjamin), chez Mme Kahn, 79, rue Etatin, à Clermont-Ferrand (dossier 351).

M. Boleau, 4, place du Poids-Public, à Limoges, administrateur provisoire des biens appartenant à Bollack (Jules), 50, avenue Baudin, à Limoges (dossier 3487).

M. Faure (Léon), 29, boulevard Deltour, à Toulouse, administrateur provisoire des biens appartenant à Ben-Said (Jules), 25, rue Jacques-Laffitte, à Toulouse (dossier 3518).

M. Aldebert, villa Lorraine, 5, rue de Tarragone, à Montpellier, administrateur provisoire des biens personnels de Frolich (Alfred) et Frolich (Germaine), son épouse, 12, boulevard Berthelot, à Montpellier (dossier 3360).

Article unique. — Tout immeuble, droit immobilier ou droit au bail quelconque, tout bien meuble, valeur mobilière ou droit mobilier quelconque:

Et en particulier la propriété dite Le Pierrot, sise à Lagarrigue, appartenant à Marx (Edmond), demeurant à Nicole (Lot-et-Garonne). — Administrateur provisoire: M. Garry (André), 62, rue du Maréchal-Pétain, à Villeneuve-sur-Lot (dossier 2190).

Et en particulier l'immeuble sis à Lyon, 27, rue du Professeur-Grignard, appartenant à Planer (Philippe), demeurant à Lyon, 5, rue du Plâtre. — Administrateur provisoire: M. Megret (Joseph), 14, rue Victor-Hugo, à Lyon (dossier 3480).

Et en particulier la propriété sise à Corbonod (Ain), appartenant à Bernheim (Joseph) et à Haguenauer (Andrée-Georgette), son épouse. — Administrateur provisoire: M. Megret (Joseph), 14, rue Victor-Hugo, à Lyon (dossier 3481).

Et en particulier l'appartement sis à Pau, 14, rue du Maréchal-Joffre, appartenant à Grodzylski (Leiba), 17, rue Sainte-Ursule, à Toulouse. — Administrateur provisoire: M. Jacquemet, 6, rue Croix-du-Prince, à Pau (dossier 3519).

Et en particulier l'immeuble sis à Marseille, 359, rue Paradis, dépendant de la succession de Rachel-Eva Cohen, veuve Paul-Moïse Millaud, décédé à son domicile à Marseille, 359, rue Paradis, le 14 mai 1942. — Administrateur provisoire: M. de Gasquet, 135, boulevard de la Madeleine, à Marseille (dossier 3521).

Article unique. — Les pouvoirs de M. Chabonne (Aldonce), 66 *d*, rue Sainte, à Marseille, nommé, par arrêté du 5 septembre 1942, administrateur provisoire de tout immeuble et en particulier des actions de la Société immobilière de construction de Paris, appartenant à Blum (Marcel), sont étendus à tout bien meuble, valeur mobilière ou droit mobilier quelconque appartenant au susnommé (dossier 2435).

Les pouvoirs de Giuliani, 10, quai de Retz, à Lyon, nommé par arrêté du 5 avril 1942, administrateur provisoire de l'immeuble sis à Saint-Etienne, 28, rue Georges-Tissier, appartenant à Levy (Julien), 11, cours Morand, à Lyon, sont étendus à tous immeubles et tous biens meubles appartenant au susnommé et à Aline-Pauline Blum, son épouse (dossier 1623).

Tous immeubles et tous biens meubles dépendant de la succession de Gérard-David Levy, demeurant à Lyon, 4, rue Pravoz, décédé le 13 juillet 1941. — Administrateur provisoire: M. Denis, 16, quai Tilsitt, à Lyon (dossier 3520).

Tous les biens meubles et immeubles dépendant de la communauté en instance de séparation de biens existant entre les époux Daniel (Maurice) et Reslillini (Marcelle), son épouse, demeurant 16, rue Neuve-d'Argenson, à Bergerac. — Administrateur provisoire: M. Delbourg, 16, rue Jean-Jaurès, à Limoges (dossier 3488).

M. Colletaz, 4, rue Pasteur, à Thonon-les-Bains, en remplacement de M. Fidelaire, avenue de Noailles, à Evian-les-Bains (arrêté du 17 octobre 1942), de la « Société en nom collectif Novart, chemiserie bonneterie », 6, rue des Voirons, à Annemasse (dossier 3050); en remplacement de Fidelaire, avenue de Noailles, à Evian-les-Bains (arrêté du 10 octobre 1942), de la Brasserie du Salève, 2, rue d'Etrembières, à Annemasse (dossier 3061).

M. Tonnel, cité du Parc-Filou, à Saint-Amour, en remplacement de M. Gil (Hugues), 43, rue de la Balme, à Lyon-Montchat (arrêté du 7 février 1942), de l'affaire de Fournes (Nissim), 5, rue Centrale, à Lyon (dossier 1238); en remplacement de Gil (Hugues), 43, rue de la Balme, à Lyon-Montchat (arrêté du 12 août 1942), de l'affaire Glass (Georges), commerçant en peaux de lapins et chevreaux, 42, rue Philipeaux, à Villeurbanne (dossier 1364); en remplacement de Gil (Hugues), 43, rue de la Balme, à Lyon-Montchat (arrêté du 7 février 1942), de l'affaire Lereah (Haun), 19, rue Cuvier, à Lyon (dossier 1237); en remplacement de Gil (Hugues), 43, rue de la Balme, à Lyon-Montchat (arrêté du 7 février 1942), de la société à responsabilité limitée Fourrures des Terreaux, 13, rue des Augustins, à Lyon (dossier 1232).

M. Billy, hôtel de France, 66, boulevard de la Paix, à Marseille, en remplacement de M. Verdic (Ferdinand), 15, boulevard Dugommier, à Marseille (arrêté du 20 novembre 1942), de la société à responsabilité limitée Youknovski et Cie, manufacture d'imperméables, 53, rue de la Joliette, à Marseille (dossier 3316).

M. Clarke de Dromantin, route de Bordeaux, à Marmande, en remplacement de M. Courrière (Henri), 62, rue Diderot, à Marmande, en remplacement de Courrière (Henri), 62, rue Diderot, à Marmande (arrêté du 1er novembre 1942), pour affaire Kaminski (Jean), à Port-de-Penne (dossier 2989).

M. Dallery (Paul), à Villemontais, en remplacement de M. Bonnefonds, 44, avenue Gambetta, à Roanne (arrêté du 1er novembre 1942), de l'affaire Goldblum (Szlama), bonneterie, 87, rue du Midi et 29, rue du Commerce, à Roanne (dossier 2486); en remplacement de M. Bonnefonds, 44, avenue Gambetta, à Roanne (arrêté du 1er novembre 1942), de l'affaire Brajtbort (Szlama), bonneterie, 15, rue Sully, à Roanne (dossier 2485).

M. Houlier (Georges), à Fromental, en remplacement de M. Leger, 8, rue Jean-Jacques-Rousseau, à Issoudun (arrêté du 10 octobre 1942), de l'affaire Lob (Raymond), 1, rue des Cloutiers, au Blanc (Indre) (dossier 3043).

M. Pesth, 52, boulevard Chave, à Marseille, en remplacement de M. Hancy (Camille), 39, boulevard Perier, à Marseille (arrêté du 5 septembre 1942), de la société à responsabilité limitée Fruilimport, 22, traverses des Messageries, à Marseille (dossier 2537).

M. Comte, hôtel du Midi, rue d'Alsace-Lorraine, à Nice, en remplacement de M. Ledoux, Le Palladium, 2, boulevard du Tsarwitch, à Nice (arrêté du 20 octobre 1942), de l'affaire Au Jardin, brasserie, 43, boulevard Gambetta, à Nice (dossier 2946).

M. Tardif, 95, boulevard de Las Planas, à Nice, en remplacement de M. Ledoux, Le Palladium, 2, boulevard du Tsarwitch (arrêté du 20 octobre 1942), de l'affaire Darhan (Isaac), tailleur, 3, rue Chauvin, à Nice (dossier 2955).

M. Clarke de Dromentin, route de Bordeaux, à Marmande, en remplacement de M. Courrière (Henri), 62, rue Diderot, à Marmande (arrêté du 1er novembre 1942), de l'affaire Skiersobolski (Sorain), 14, rue Gambetta, à Villeneuve-sur-Lot (dossier 2987).

M. Planteau du Maroussin, à Pachety-Cugnaux, près Toulouse, en remplacement de M. Bressoles (Pierre), 34, rue Peyrolières, à Toulouse (arrêté du 1er novembre 1942), biens personnels appartenant à Cher (Nathan), 34, rue Bayard, à Toulouse (dossier 3251).

M. Plazenet, 5, rue Daru, à Paris, qui délègue ses pouvoirs pour la zone non occupée à M. de La Véronne, le mas Jambost, route d'Angoulême, à Limoges, en remplacement de M. Vandekerckhove, route de l'Ardoisière, villa Les Pins, à Cusset (arrêté du 12 août 1942), de la société à responsabilité limitée Elco, siège social à Puy-Guillaume, dépôt à Saint-Léonard-de-Noblat (dossier 1469).

Art. 1er. — L'entreprise suivante, appartenant en tout ou en partie, ou dirigée en tout ou en partie par des Juifs, est pourvue de l'administrateur provisoire ci-dessous:

Société Alsacienne de levures et d'alcools, 34, quai Gailleton, à Lyon. — Administrateur provisoire: M. Mercier (Lucien), hôtel des Célestins, 4, rue des Archers, à Lyon.

Art. 2. — Les pouvoirs de l'administrateur provisoire ne s'étendent qu'aux parties de l'entreprise qui se trouvent en zone non occupée (dossier 1836).

Fait à Vichy, le 1er décembre 1942.

DARQUIER DE PELLEPOIX.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Déclaration d'utilité publique et d'urgence.

Par l'arrêté interministériel en date du 10 novembre 1942, ont été déclarés d'utilité publique et urgents les travaux à exécuter sur le territoire de la ville de Nantes en vue de:

1° La suppression des îlots insalubres du quartier du Marchix;

2° La réalisation des opérations préliminaires à la construction du futur hôtel des postes, à l'installation de locaux destinés au regroupement des services et à l'aménagement d'un quartier de relogement provisoire;

3° L'exécution de travaux de voirie et d'assainissement dans les quartiers du Marchix et des Hauts-Pavés.

Conseils municipaux. — Délégations spéciales.

Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu les articles 6 et 7 de la loi du 16 novembre 1940 relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et aux secrétaires de mairie, modifiée par la loi du 28 juin 1941;

Considérant qu'à la suite de la démission du maire il n'a pas été possible de constituer dans la commune de Vorges (Aisne) une municipalité apte à gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Vorges (Aisne) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Vorges (Aisne) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée:

Président: M. Gravisse (Léon); membres: MM. Hacquart (Georges), Bruaux (Octave).

Considérant que le conseil municipal de la commune de Courteranges (Aube) se trouve réduit à un effectif ne lui permettant pas de gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Courteranges (Aube) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Courteranges (Aube) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée:

Président: M. Marchal (Paul); membres: MM. Crevost (Marius), Keck (Eugène), Gentilhomme (Jules).

Considérant qu'à la suite de la démission du maire le conseil municipal de la commune de Leschères-sur-le-Blaiseron (Haute-Marne) se trouve réduit à un effectif ne lui permettant pas de gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Leschères-sur-le-Blaiseron (Haute-Marne) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Leschères-sur-le-Blaiseron (Haute-Marne) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée:

Président: M. Brisbare (Abel); membres: MM. Boudeville (Edouard), Noël (Albert), Thieblemont (Jules), Brunaux (Georges).

Considérant que le conseil municipal de la commune de Leuville-sur-Orge (Seine-et-Oise) n'est plus, en raison de sa composition, apte à gérer de façon satisfaisante les affaires communales,

Arrête:

Art. 1er. — Le conseil municipal de la commune de Leuville-sur-Orge (Seine-et-Oise) est dissous.

Art. 2. — Il est institué dans la commune de Leuville-sur-Orge (Seine-et-Oise) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée:

Président: M. Nion (Charles); membres: MM. Bossard (Maurice), Degoutte (Daniel), Villois (Alfred).

Fait à Vichy, le 19 décembre 1942.

Pour le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur:

Le conseiller d'Etat
secrétaire général pour l'administration,
GEORGES HILAIRE.

Par arrêtés du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, en date du 19 décembre 1942, pris en application de la loi du 16 novembre 1940 relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure:

Il est institué dans la commune de Coincy (Aisne) une délégation spéciale habilitée à prendre les mêmes décisions que le conseil municipal et ainsi composée:

Président: M. Maquart (François); membres: MM. Tate (Gaston), Pasquier (Robert), Hedoin (Lucien).

La composition de la délégation spéciale est modifiée ainsi qu'il suit:

Dans la commune de Baugy (Cher): président: M. Chauveau (Alexandre); membres: MM. Favier (Paul), Guerry (Louis), André (Joseph), Delarue (Louis), Jamet (Gustave), Fontaine (Alexandre), Martin (Camille), Berthelot (Lucien).

M. Hienart (Auguste) est nommé membre de la délégation spéciale instituée dans la commune de Cornay (Ardennes).

Administration préfectorale.

Par arrêté du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, en date du 21 décembre 1942, M. Mourer (Henri), chef de cabinet de préfet, affecté à l'administration centrale, est mis, en cette qualité, à la disposition du préfet régional de Limoges.

Maires, adjoints aux maires et conseillers municipaux.

Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu l'article 4 de la loi du 16 novembre 1940 relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et aux secrétaires de mairie, modifiée par la loi du 28 juin 1941;

Considérant que M. Bigot (Ferdinand), maire de la commune d'Avrainville (Meurthe-et-Moselle), ne possède plus l'autorité morale indispensable à l'accomplissement de son mandat,

Arrête:

M. Bigot (Ferdinand), maire de la commune d'Avrainville (Meurthe-et-Moselle), est déclaré démissionnaire d'office de ses fonctions.

Considérant que M. Le Caer (François), maire de la commune de Ploumilliau (Côtes-du-Nord), a adopté une attitude hostile à l'œuvre de rénovation nationale,

Arrête:

M. Le Caer (François), maire de la commune de Ploumilliau (Côtes-du-Nord), est révoqué de ses fonctions.

Fait à Vichy, le 19 décembre 1942.

Pour le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur:
Le conseiller d'Etat
secrétaire général pour l'administration,
GEORGES HILAIRE.

Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu l'article 4 de la loi du 16 novembre 1940 relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et aux secrétaires de mairie, modifiée par la loi du 28 juin 1941;

Considérant que M. Costedoat (Jean), maire de la commune d'Algueblanche (Savoie), a adopté une attitude hostile à l'œuvre de rénovation nationale,

Arrête:

M. Costedoat (Jean), maire de la commune d'Algueblanche (Savoie), est révoqué de ses fonctions.

Fait à Vichy, le 21 décembre 1942.

Pour le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur:
Le conseiller d'Etat
secrétaire général pour l'administration,
GEORGES HILAIRE.

Par arrêté du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, en date du 19 décembre 1942, pris en application de la loi du 16 novembre 1940 portant réorganisation des corps municipaux, M. Lamiche (André), employé de commerce, est nommé adjoint au maire de la ville de Maisons-Laffitte (Seine-et-Oise), en remplacement de M. de Baudre, déclaré démissionnaire d'office.

Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,

Vu l'article 2 de la loi du 11 août 1941 sur les sociétés secrètes;

Vu l'article 4 de la loi du 16 novembre 1940 relative au pouvoir de substitution de l'autorité supérieure, aux délégations spéciales, à l'administration cantonale et aux secrétaires de mairie, modifiée par la loi du 28 juin 1941;

Considérant que M. Colasse (Albert), conseiller municipal de la ville de Saint-Dié (Vosges), tombe sous le coup des dispositions de l'article 2 de la loi du 11 août 1941 sur les sociétés secrètes,

Arrête:

M. Colasse (Albert), conseiller municipal de la ville de Saint-Dié (Vosges), est déclaré démissionnaire d'office de ses fonctions.

Fait à Vichy, le 19 décembre 1942.

Pour le chef du Gouvernement,
ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur:
Le conseiller d'Etat
secrétaire général pour l'administration,
GEORGES HILAIRE.

Commissaires de police.

Rectificatif au *Journal officiel* du 16 décembre 1942: page 4411, 3e colonne, 30e ligne, au lieu de: « Million (René) », lire: « Milion (René) ».

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Magistrature.

Par arrêté du 19 décembre 1942, M. Mohler, président honoraire du tribunal de première instance de Montluçon, est rappelé à l'activité et délégué dans les fonctions de juge au tribunal de première instance de Nevers.

Par arrêté du 19 décembre 1942, sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 26 janvier 1942 par lesquelles M. Labbe, président du tribunal de première instance de Montreuil, a été déclaré démissionnaire d'office de ses fonctions.

Par arrêté du 19 décembre 1942, M. Canet, juge suppléant rétribué du ressort de la cour d'appel d'Alger, est délégué dans les services de l'administration centrale du ministère de la justice.

Juges de paix.

Par arrêté du 18 décembre 1942, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite (lois des 14 avril 1924, 18 août 1936 et 30 octobre 1940):

(A compter du 29 janvier 1943.)

M. Roger, juge de paix d'Antibes (Alpes-Maritimes).

(A compter du 31 janvier 1943.)

M. Dubarry, juge de paix de Palaiseau (Seine-et-Oise).

Suppléants de juges de paix.

Par arrêté du 18 décembre 1942, sont nommés suppléants des juges de paix de:

Abondance (Haute-Savoie), M. Cruz (François-Joseph-Marie), en remplacement de M. Cruz (Jean-Marie), qui a été atteint par la limite d'âge.

Ambazac (Haute-Vienne), M Penicaud (Louis-Léonard-Marie-Pierre), en remplacement de M. Bompeix, décédé.

Arlanc (Puy-de-Dôme), M. Dupont (Jules-Auguste-Clément), en remplacement de M. Maitrait, décédé.

Arzano (Finistère), M. Le Bec (François), en remplacement de M. Le Bec (Yves), qui a été atteint par la limite d'âge.

Beaulieu (Corrèze), M. Delpech (Jean-Marie-Joseph-Abel), en remplacement de M. Gleize, dont la démission a été acceptée.

Belle-Ile (Morbihan), M. Peyrelongue (Fernand-Lucien), en remplacement de M. Le Toquin, qui a été déclaré démissionnaire d'office de ses fonctions.

Benevent-l'Abbaye (Creuse), M. Goudard (Charles-Marie), en remplacement de M. Tenaille, qui a été atteint par la limite d'âge.

Caen (canton Ouest) (Calvados), M. Dyvrande (Charles-Henri), en remplacement de M. Delhaye, qui a été atteint par la limite d'âge.

Cancale (Ille-et-Vilaine), M. Samzun (Aimé), en remplacement de M. Moy, qui a été atteint par la limite d'âge.

Carrouges (Orne), M. Lecomte (Georges-Emile), en remplacement de M. Fremont, qui a été atteint par la limite d'âge.

Charny (Meuse), M. Lantenois (Henry-Louis-Emile), en remplacement de M. Goury, qui a été atteint par la limite d'âge.

Grandpré (Ardennes), M. Coupaye (Robert), en remplacement de M. Callet, qui a été atteint par la limite d'âge.

Lezoux (Puy-de-Dôme), M. Nugeyre (Amable-Pierre-Marius), en remplacement de M. Moulin, qui a été atteint par la limite d'âge.

Malzieu-Ville (Lozère), M. Paulet (Jean-Lucien-Amable), en remplacement de M. Paulhac, qui a été atteint par la limite d'âge.

Montmirail (Sarthe), M. Le Motheux-du-Plessis (François), en remplacement de M. Lecomte, qui a été atteint par la limite d'âge.

Mothe-Saint-Héraye (La) (Deux-Sèvres), M. Martineau (Michel-Philibert), en remplacement de M. Gardette, dont la démission est acceptée.

Neuillé-Pont-Pierre (Indre-et-Loire), M. Fleury (Etienne), en remplacement de M. Leclerc, dont la démission est acceptée.

Olliergues (Puy-de-Dôme), M. Gouttebel (Jean), en remplacement de M. Chardon, décédé.

Ploudalmezeau (Finistère), M. Tromelin (Jean-Pierre), en remplacement de M. L'Hostis, dont la démission est acceptée.

Pont-de-Salars (Aveyron), M. Vernhet (René), en remplacement de M. Mouly, dont la démission a été acceptée.

Provenchères-sur-Fave (Vosges), M. Humbert (Paul), en remplacement de M. Cunin, dont la démission a été acceptée.

Romans (Drôme), M. Charvoz (Agricol-François-Hyacinthe), en remplacement de M. Chevalier, dont la démission a été acceptée.

Rougemont (Doubs), M. Cour (Lucien), en remplacement de M. Gusthiot, décédé.

Saint-Antonin (Tarn-et-Garonne), M. Bes (Gaston-Louis-Damien-Henri), en remplacement de M. Delbos, qui a été atteint par la limite d'âge.

Saint-Genest-Malifaux (Loire), M. Courbon de Saint-Genest (Marie-Emile-Pierre-Charles-Louis), en remplacement de M. Jourjon, qui a été atteint par la limite d'âge.

Saint-Maixent (2e canton) (Deux-Sèvres), M. Guetrier (Charles), en remplacement de M. Motheau, décédé.

Seignelay (Yonne), M. Lab (Georges), en remplacement de M. Sauvion, qui a été atteint par la limite d'âge.

Spissons (Aisne), M. Delaby (Albert), en remplacement de M. Dupin, dont la démission est acceptée.

Solignac-sur-Loire (Haute-Loire), M. Rocher (Jean-Pierre), en remplacement de M. Falcon, décédé.

Valençay (Indre), M. Sicault (Désiré-Alfred), en remplacement de M. Theret, qui a été relevé de ses fonctions.

Verdun-sur-Meuse (Meuse), M. Pilla (Edmond), en remplacement de M. Demathieu, qui a été atteint par la limite d'âge.

Vimoutiers (Orne), M. Corbière (Alphonse), en remplacement de M. Legent, dont la démission est acceptée.

Viverols (Puy-de-Dôme), M. Granet (Paul), en remplacement de M. Besseyre, qui a été atteint par la limite d'âge.

Sont acceptées les démissions de:

M. Cazeneuve, suppléant du juge de paix du canton de Lavelanet (Ariège).

M. Despouys, suppléant de la justice de paix du canton de Saint-Vincent-de-Tyrosse.

M. Lemoine, suppléant du juge de paix du canton d'Auray (Morbihan).

M. Mirland, suppléant du juge de paix du canton rive droite de Saint-Amand-les-Eaux (Nord).

Sont nommés juges de paix honoraires:

M. Delahaye, ancien suppléant du juge de paix du canton Ouest de Caen (Calvados).

M. Gabriel (Antoine-Raoul), ancien suppléant du juge de paix du canton de Massiac (Cantal).

M. Gleizes, ancien suppléant du juge de paix du canton de Beaulieu (Corrèze).

Greffiers.

Par arrêté du 18 décembre 1942, sont nommés greffiers des justices de paix de:

Châtelet-en-Brie (Seine-et-Marne), M. Vignolles (Roger-Louis), huissier près le tribunal de première instance de Melun (Seine-et-Marne) (loi du 29 novembre 1921, art. 1er), en remplacement de M. Liegeois, démissionnaire en sa faveur.

Landrecies (Nord), M. Boussemart (Albert-Louis-Joseph), huissier près le tribunal de première instance d'Avesnes (Nord) (loi du 29 novembre 1921, art. 1er), en remplacement de M. Meurisse, démissionnaire en sa faveur.

Mauguio (Hérault), M. Gout (Marius-Louis), en remplacement de M. Sansas, démissionnaire en sa faveur.

Précy-sous-Thil (Côte-d'Or), M. Duburcolt (Louis-Pierre), en remplacement de M. Dacher, décédé.

Rochefort-en-Terre (Morbihan), M. Dugardin (Maurice-René-Gabriel-Jean), en remplacement de M. Blanchard, décédé.

Vic-en-Bigorre (Hautes-Pyrénées), M. Cambque (Gabriel), en remplacement de M. Gaillard, démissionnaire en sa faveur.

Est nommé greffier du tribunal de simple police de Montpellier (Hérault), M. Sansas (Jean-Pierre), en remplacement de M. Avincens, démissionnaire en sa faveur.

Sont rapportées les dispositions de l'arrêté du 9 mai 1942 nommant M. Noël (Robert-Louis-Carolus-Jean), greffier de la justice de paix du canton de la Fresnaye-sur-Chedouet (Sarthe), en remplacement de M. Desmares, décédé.

Sont nommés greffiers honoraires:

M. Chéramy, ancien greffier de la justice de paix du canton Ouest d'Alençon (Orne).

M. Contat (Paul-Emile-Léon), ancien greffier en chef du tribunal de première instance de Saint-Gaudens (Haute-Garonne).

M. Leprieur (Maurice-Augustin-Marie), ancien greffier de la justice de paix du canton de Mortain (Manche).

Par arrêté du 18 décembre 1942, M. Quinet (André-Lucien) est nommé greffier au tribunal de première instance de Corbeil (Seine-et-Oise), en remplacement de M. Basset, qui a été mis en congé de longue durée (loi du 30 mars 1929, art. 51).

Par arrêté du 18 décembre 1942, M. Branlard, greffier au tribunal de première instance de Provins (Seine-et-Marne), est admis à faire valoir ses droits à la retraite à compter du 24 janvier 1943 (lois des 14 avril 1924, 18 août 1936 et 30 octobre 1940).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE NATIONALE ET DES FINANCES

Décret n° 3675 du 14 décembre 1942 relatif à la fixation des prix de vente en Corse des tabacs du monopole.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi du 7 août 1926;

Vu le décret du 13 août 1926;

Vu la décision du conseil d'administration de la Caisse autonome d'amortissement en date du 14 décembre 1939 portant délégation de pouvoirs au comité technique de ladite caisse;

Vu les décrets des 30 décembre 1930 et 6 février 1932;

Vu le décret du 9 juillet 1941;

Vu l'avis donné par le comité technique de la caisse autonome dans sa séance du 12 avril 1940,

Décrétons:

Art. 1er. — A compter du 1er janvier 1943, la nomenclature des prix de vente aux consommateurs en Corse des tabacs de vente courante fabriqués par les manufactures nationales, est fixé ainsi qu'il suit:

DÉSIGNATION DES PRODUITS	NUMÉRO de série.	PRIX DE VENTE aux consommateurs par kilogramme P. V. en France.	en Corse.
		francs.	francs.
A. — *Produits supérieurs.*			
Cigares:			
Diplomates	36	1.625 »	1.150 »
Cigarettes:			
Ballo	44	2.000 »	800 »
Gitanes vizir	44	2.000 »	800 »
Naja	52	750 »	350 »
Gitanes maryland	53	650 »	260 »
Gitanes caporal doux	54	550 »	210 »
Gitanes caporal ordinaire	60	500 »	200 »
Celliques caporal doux	54	550 »	210 »
Celliques caporal ordinaire	60	500 »	200 »
B. — *Produits courants.*			
Cigares:			
Voltigeurs ordinaires	52	400 »	350 »
Picaduros	54	300 »	250 »
Cigarillos:			
Ninas rondes	8	600 »	500 »
Cigarettes:			
Gauloises maryland	70	550 »	220 »
Gauloises caporal doux	72	450 »	150 »
Gauloises caporal ordinaire	76	375 »	140 »
Scaferlatis:			
Maryland	20	350 »	120 »
Supérieur	22	250 »	100 »
Ordinaire	24	200 »	55 »

Art. 2. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Vichy, le 14 décembre 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

PIERRE CATHALA.

Statuts de caisses d'épargne.

En application de l'article 1er de la loi du 31 octobre 1941, complété par la loi du 24 mars 1942, rendant le régime autonome obligatoire pour les caisses d'épargne, les nouveaux statuts de la caisse d'épargne d'Etroeungt (Nord) ont été approuvés par arrêté en date du 11 décembre 1942.

Administrateurs provisoires.

Par arrêté du 10 décembre 1942:

Les fonctions de M. Charrier, administrateur provisoire de la banque Digne et Ce, 5, rue Saint-Georges, à Paris, ont pris fin à compter du 30 septembre 1942.

Les fonctions de MM. Soulie, administrateur provisoire de l'entreprise Oulmann et Ce, 43, rue Lafayette, à Paris; Traverse, administrateur provisoire de la banque Raymond Cerf et Ce, 15, rue Drouot, à Paris, et Varangot, administrateur provisoire des entreprises Perles (Paul) et fils, 8, rue Auber, et Lyon et ses fils, 13, rue Grange-Batelière, à Paris, ont pris fin à compter du 9 septembre 1942.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DU RAVITAILLEMENT

Décret n° 3805 du 17 décembre 1942 portant création du comité interprofessionnel des vins de Bourgogne.

Le chef du Gouvernement,

Vu l'acte constitutionnel n° 12;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

Décrète:

Art. 1er. — Il est créé un comité interprofessionnel des vins de Bourgogne à appellation d'origine contrôlée, représentant dans l'aire de production de la Bourgogne les orga-

nisations professionnelles de la viticulture, du commerce et des professions s'y rattachant.

Art. 2. — Les professions représentées par ce comité sont les suivantes:

Viticulture: les producteurs n'exerçant pas une autre activité que celle d'agriculteur, qui produisent des vins d'appellation d'origine contrôlée en Bourgogne délimitée.

Commerce: les marchands en gros tels qu'ils sont définis par le code du vin, et dont l'activité principale porte sur des vins à appellation contrôlée, dans une proportion d'au moins 80 p. 100.

Professions annexes: les courtiers-commissionnaires en vins fins de Bourgogne et les agents de vente des vins fins de Bourgogne.

Art. 3. — Le comité interprofessionnel des vins fins de Bourgogne fixera le lieu de son siège.

Art. 4. — Le comité interprofessionnel des vins fins de Bourgogne a pour mission de prendre les mesures générales suivantes:

1° Etablir la statistique des ressources et des débouchés et, pour ce faire, prescrire la remise de tous les renseignements d'ordre économique qu'il jugera utile;

2° *a*) Organiser, contrôler, orienter, discipliner la production, le commerce et les échanges sur le marché national ou sur les marchés extérieurs des vins à appellation d'origine contrôlée produits dans la Bourgogne délimitée, dans le souci d'assurer le respect des lois en vigueur, des traditions anciennes, des usages locaux, loyaux et constants et le maintien de la qualité;

b) Faire, s'il y a lieu, au comité national des appellations contrôlées toute proposition utile concernant les délimitations d'aire de production et les techniques à mettre en jeu pour le maintien de la qualité;

c) Faire, s'il y a lieu, au comité central de ravitaillement des boissons toute proposition utile concernant la répartition et la distribution des vins produits dans les crus délimités;

3° Organiser, discipliner les rapports entre les diverses professions intéressées;

4° Intervenir par des mesures générales pour la réglementation du marché en cas de production déficitaire, et pour son assainissement en cas de production excédentaire, en vue d'assurer, dans la mesure du possible, la stabilité des prix à la production et à la consommation;

5° Etudier et proposer les prix et modalités de payement applicables aux échanges entre récoltants et négociants ainsi que les rémunérations des divers intermédiaires en cause, sous réserve des dispositions générales applicables en matière de prix;

6° Etablir les conditions générales des contrats d'exportation et les prix minima de ces ventes;

7° Décider l'établissement des cartes professionnelles et procéder à leur délivrance;

8° Etablir chaque année le budget nécessaire à la gestion et au contrôle du comité interprofessionnel des vins fins de Bourgogne;

9° Et plus généralement toutes mesures intéressant les professions représentées.

Art. 5. — Le comité interprofessionnel des vins fins de Bourgogne comprend un bureau exécutif et un conseil interprofessionnel consultatif.

Art. 6. — *a*) Le bureau exécutif interprofessionnel est composé de dix membres, dont cinq choisis parmi les producteurs et cinq choisis parmi les marchands en gros, à raison dans chaque groupe de:

Un représentant des vins fins de l'Yonne;
Deux représentants des vins fins de la Côte-d'Or;
Un représentant des vins fins de Saône-et-Loire;
Un représentant des vins fins du Rhône.

Ces membres sont désignés par le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, sur les propositions faites par le conseil des récoltants et le conseil des négociants, définis à l'article 7.

La viticulture et le commerce présenteront séparément leurs candidats.

Les propositions seront communiquées pour avis, d'une part, au commissaire du Gouvernement, d'autre part, aux deux préfets régionaux intéressés qui les soumettront avec leur avis à la décision du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement.

Le bureau exécutif se réunira au moins une fois par mois;

b) Le directeur régional des contributions indirectes ou son délégué qualifié et l'inspecteur principal des fraudes chargé du contrôle des vins à appellation d'origine assistent, avec voix consultative, aux réunions du bureau exécutif.

Art. 7. — Le conseil interprofessionnel consultatif est composé de vingt-deux membres nommés par le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, sur proposition des corporations et professions intéressées.

Il comprend:

a) Conseils des récoltants:

Un représentant des récoltants des vins d'appellation d'origine contrôlée de l'Yonne;

Quatre représentants des récoltants des vins d'appellation d'origine contrôlée de la Côte-d'Or;

Quatre représentants des récoltants des vins d'appellation d'origine contrôlée de Saône-et-Loire et de la partie du Rhône délimitée;

b) Conseil des négociants:

Un représentant du syndicat des négociants en vins fins de l'Yonne;

Quatre représentants des syndicats des négociants en vins fins de la Côte-d'Or, dont trois du syndicat de Beaune et un du syndicat de Dijon;

Quatre représentants des syndicats des négociants en vins fins de Saône-et-Loire et de la partie du Rhône délimitée;

c) Deux représentants désignés par le comité national des appellations d'origine;
Un représentant du C. C. R. B.;
Un représentant des professions annexes.

Art. 8. — Un commissaire du Gouvernement assiste à toutes les délibérations et peut, selon les directives qu'il a reçues, ou bien donner acquiescement immédiat à certaines propositions, ou bien soumettre ces propositions à l'avis du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, qui donne alors, s'il y a lieu, l'approbation nécessaire.

Art. 9. — Le ministre désignera parmi les membres du bureau exécutif interprofessionnel et sur leurs propositions un président choisi parmi les producteurs et deux vice-présidents, l'un représentant les récoltants, l'autre représentant les négociants.

Aussi longtemps que persistera la ligne de démarcation, un producteur désigné par le président veillera à l'exécution en zone non occupée des dispositions prises par le bureau exécutif.

Les décisions du bureau seront numérotées et inscrites sur un registre tenu par le bureau exécutif interprofessionnel; elles seront exécutoires à partir de l'instant où elles auront été rendues publiques par insertions dans la presse.

Art. 10. — Le bureau exécutif interprofessionnel a, en outre, pour attribution les mesures individuelles suivantes:

1° Procéder à la distribution des cartes professionnelles;

2° Prendre toutes les mesures individuelles rendues nécessaires pour l'application des décisions prises par lui;

3° Engager, rétribuer, révoquer le personnel nécessaire à la gestion du comité.

Les décisions individuelles ainsi prises sont exécutoires, dès notification aux intéressés. Ceux-ci peuvent faire opposition auprès du commissaire du Gouvernement. Ce dernier peut, s'il le juge utile, saisir le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement du pourvoi de l'intéressé. Ce pourvoi n'est pas suspensif.

Si, dans un délai de quinze jours, le commissaire du Gouvernement ou le ministre n'a pas statué, son silence vaut approbation.

Si le ministre croit nécessaire de procéder à une revision de la décision attaquée, il peut en suspendre l'application. Dans ce dernier cas, sa décision devra intervenir dans les six semaines qui suivront la suspension de l'application de la mesure attaquée.

Art. 11. — Après approbation, soit du ministre, soit du commissaire du Gouvernement, agissant par délégation, les décisions du bureau exécutif interprofessionnel deviennent obligatoires pour tous les intéressés. Dans les cas où les décisions susvisées seraient évoquées devant le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, elles deviendraient exécutoires comme ci-dessus si le ministre n'a pas statué dans un délai de quinze jours. Ce délai partira du jour de la notification de la délibération au commissaire du Gouvernement.

Art. 12. — Le comité interprofessionnel peut être autorisé, par arrêté du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, à prélever, soit sur la vente des produits, soit par d'autres moyens, des taxes destinées à couvrir ses frais de gestion, ainsi que, selon les cas, à constituer des fonds de péréquation en vue de stabiliser les prix, faciliter par tous les moyens utiles l'assainissement du marché, ou enfin permettre la réalisation de tout autre but d'intérêt professionnel.

Le comité interprofessionnel établira chaque année un budget qui sera soumis à l'approbation du secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances.

Art. 13. — En cas d'infraction à ses décisions, le bureau exécutif, d'accord avec le commissaire du Gouvernement, proposera aux autorités habilitées à statuer, comme indiqué ci-après, les sanctions suivantes applicables aux professions définies par l'article 2:

1° Amendes pécuniaires au profit du comité;

2° Confiscation, au profit du comité, de tout ou partie des produits ou denrées faisant l'objet d'un litige;

3° Retrait de la carte professionnelle pour une durée égale ou supérieure à un mois, jusqu'à trois mois;

4° Fermeture temporaire pendant une durée n'excédant pas un mois des établissements des contrevenants. Pendant cette fermeture, le délinquant devra continuer de payer à son personnel les salaires, indemnités ou rémunérations de toutes natures auxquels celui-ci avait droit.

Ces quatre premières sanctions seront prononcées par le préfet du département intéressé, agissant par délégation du ministre;

5° Fermeture pour une durée supérieure à un mois ou définitive;

6° Retrait de la carte professionnelle pour une durée supérieure à trois mois ou retrait définitif.

Ces deux dernières sanctions ne seront prononcées que par le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement sur proposition du préfet du département.

En cas de fermeture, l'établissement pourra être maintenu en activité par un ordre du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et sous son contrôle par un gérant désigné par lui.

Le tout sans préjudice des sanctions pénales prévues par les lois en vigueur.

Art. 14. — Le comité interprofessionnel est doté de la personnalité civile, il est représenté en justice, comme dans les actes de la vie civile, par son président.

Art. 15. — Les décisions du bureau exécutif relatives à la répartition des matières premières et aux fournitures nécessaires à la production et au commerce des vins de Bourgogne seront prises auprès des comités d'organisation dont la compétence s'étend à ces produits.

Art. 16. — Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 17. — Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Paris, le 17 décembre 1942.

PIERRE LAVAL.

Par le chef du Gouvernement:

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

MAX BONNAFOUS.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

PIERRE CATHALA.

Décret fixant les conditions de rémunération du personnel du service des recherches agronomiques.

Rectificatif au *Journal officiel* du 27 novembre 1942: page 3924, 2e colonne, article 3, au lieu de: « Les agents techniques du cadre supérieur », lire: « Les agents techniques du cadre secondaire »; 3e colonne, au lieu de: « Aucune indemnité ou avantage accessoire de quelque nature que ce soit ne pourra être alloué aux agents visés par les articles 1er et 3... », lire: « Aucune indemnité ou avantage accessoire de quelque nature que ce soit ne pourra être alloué aux agents visés par les articles 1er et 4... ».

Budget primitif de la caisse nationale de crédit agricole pour 1942.

Aux termes d'un arrêté du 4 décembre 1942, pris sous la signature du ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et du ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances, les prévisions de recettes et de dépenses du budget primitif de la caisse nationale de crédit agricole pour l'exercice 1942 ont été arrêtées à la somme de 168.097.750 fr.

Travaux d'amélioration agricole.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et le délégué général à l'équipement national,

Vu la loi du 15 juillet 1942, et notamment son article 7,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les propositions tendant à faire appliquer la loi du 15 juillet 1942 relative à l'exécution de travaux d'amélioration agricole sont adressées par le préfet régional, avec son avis, au secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement. Ce dernier, dans le délai de huit jours, soumet cette proposition à l'examen de la commission prévue à l'article 1er de la loi précitée.

Dans un délai maximum d'un mois, cette commission fait connaître sa décision au secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement.

Le secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et le délégué général à l'équipement national peuvent également, de leur propre initiative, saisir directement la commission de propositions d'application de la loi du 15 juillet 1942.

Art 2. — A chacune des propositions visées à l'article 1er du présent arrêté est joint un dossier comprenant:

1° Un document précisant la situation des travaux;

2° Une évaluation des dépenses;

3° Un mémoire comportant notamment une étude économique de l'amélioration agricole envisagée;

4° L'avis du ou des représentants départementaux de la corporation paysanne.

Art. 3. — La commission examine si les travaux dont les dossiers lui sont soumis répondent à l'objet de la loi.

Dans l'affirmative, elle arrête le programme de ces travaux et le périmètre intéressé par leur exécution.

Dans le cas où le programme de travaux comporterait un ensemble de fournitures susceptibles d'être commandées globalement par le secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement, la commission fixe le programme général des fournitures à réaliser et le mode de répartition des dépenses correspondantes.

Art. 4. — Un arrêté du secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement pris dans les quinze jours suivant la notification de la décision favorable de la commission:

1° Porte approbation du projet et décision d'exécution;

2° En déclare, s'il y a lieu, l'urgence et l'utilité publique;

3° Détermine le montant global des crédits affectés à ce projet;

4° Fixe le pourcentage global de dépenses susceptibles d'être ultérieurement récupérées par l'Etat sur les propriétaires intéressés;

5° Précise les règles générales à suivre en l'espèce pour la répartition de cette contribution;

6° Accepte, s'il y a lieu, la substitution des collectivités publiques ou d'établissements concessionnaires aux propriétaires intéressés pour le payement partiel ou total des sommes à recouvrer;

7° Désigne l'ingénieur en chef du génie rural chargé d'instruire l'affaire et de diriger les travaux.

Art. 5. — Le préfet du département où les travaux sont exécutés — ou si ceux-ci s'étendent sur plusieurs départements, le préfet désigné par le secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement — est habilité à établir et passer, dans la limite des crédits fixés à l'arrêté ministériel susvisé, tous les marchés de travaux, fournitures et transports nécessaires à la réalisation du projet. Conformément aux dispositions de l'article 1er du décret du 6 avril 1942 relatif aux marchés passés au nom de l'Etat, ces marchés sont approuvés par le directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole agissant par délégation du secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement.

Le préfet procède, en outre, à l'ordonnancement des dépenses afférentes aux travaux entrepris.

Art. 6. — Aux marchés prévus à l'article précédent sont appliquées les dispositions des lois, décrets, arrêtés, régissant les marchés passés au nom de l'Etat.

Toutefois, s'il est fait appel au commissariat général des chantiers de la jeunesse ou au commissariat à la lutte contre le chômage, pour l'exécution de tout ou partie d'un programme de travaux à effectuer en application de la loi du 15 juillet 1942, les marchés par entente directe ou exécution en régie sont autorisés entre les administrations intéressées.

Art. 7. — Après exécution des travaux, un arrêté du préfet, pris sur la proposition de l'ingénieur en chef du génie rural, détermine:

1° La date de mise en service des ouvrages;

2° Le montant de la contribution de chaque intéressé;

3° Le nombre d'exercices durant lesquels doit être réparti le recouvrement des sommes à la charge des propriétaires dont les parcelles sont incluses dans le périmètre des travaux.

La part des dépenses incombant, durant chaque exercice, à chacun de ces propriétaires, est recouvrée, comme en matière de contributions directes, au moyen de rôles dressés et arrêtés par le ou les préfets sur état de répartition proposé par l'ingénieur en chef du génie rural chargé d'effectuer les formalités administratives.

Cet état de répartition tient compte de la superficie totale des parcelles engagées par chaque propriétaire dans chacune des zones d'intérêt prévue à l'arrêté ministériel portant approbation du projet.

Art. 8. — Dans tous les cas où la charge de la conservation des ouvrages incombe aux propriétaires et lorsque ceux-ci, après y avoir été invités par le préfet, en cours des travaux, n'ont pu se réunir en association syndicale à la date de réception définitive, un arrêté du secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement intervient pour constituer une association forcée et en déterminer les modalités de fonctionnement.

Art. 9. — Le directeur général du génie rural et de l'hydraulique agricole est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 9 novembre 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

Par délégation:

Le conseiller d'Etat secrétaire général aux questions paysannes et à l'équipement rural,

LUCE PRAULT.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances,

Pour le ministre et par délégation:

Le secrétaire général pour les affaires économiques,

ZAFFREYA.

Le secrétaire général faisant fonctions de délégué général à l'équipement national,

GIRAUD.

Allocation allouée aux employés de mairie chargés de recueillir les déclarations pour la culture de l'olivier.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Vu la loi du 22 mai 1941 relative au mode d'attribution des primes à la culture de l'olivier;

Vu le décret du 8 juillet 1941 pris pour application de la loi précitée,

Arrêtent:

Article unique. — Les employés des mairies chargés de la centralisation et de la récapitulation des déclarations prévues par le décret du 8 juillet 1941 susvisé recevront, à ce titre, une allocation de base de 5 fr., à laquelle s'ajoutera une indemnité de 50 centimes par déclaration recueillie.

Fait à Paris, le 7 décembre 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

Pour le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et par délégation:

Le secrétaire général à la production agricole,

A. GAY.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Pour le ministre:

Le conseiller d'Etat secrétaire général pour les finances publiques,

HENRI DEROY.

Conditionnement des laits de consommation à teneur en matière grasse constante.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

Vu la loi du 2 juillet 1935 tendant à l'organisation et à l'assainissement des marchés du lait et des produits résineux;

Vu la loi du 27 juillet 1940 relative à l'organisation de la production laitière;

Vu la loi du 29 août 1940 relative à la vente du lait et des produits laitiers;

Vu le décret du 4 décembre 1941 portant dérogation à la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et la loi du 2 juillet 1935 tendant à l'organisation et à l'assainissement des marchés du lait et des produits résineux;

Vu l'arrêté du 3 octobre 1942 relatif au conditionnement des laits de consommation à teneur en matière grasse constante;

Vu les propositions du comité central des groupements interprofessionnels laitiers,

Arrête :

Art. 1er. — L'article 4 de l'arrêté du 3 octobre 1942 est modifié ainsi qu'il suit :

« *Art.* 4. — La teneur en matière grasse au litre de lait ne peut, en aucun cas, être inférieure à la quantité fixée par les arrêtés pris en application de l'article 2 du décret du 4 décembre 1941.

« Toutefois, seront considérés comme conformes aux dispositions des arrêtés susvisés les laits dont la teneur en matière grasse sera au plus égale aux maxima fixés par ces textes majorés de 3 g. ».

Art. 2. — Le secrétaire général à la production agricole et le secrétaire général à la consommation sont chargés de l'application du présent arrêté.

Fait à Paris, le 7 décembre 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

Pour le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement et par délégation:

Le secrétaire général à la production agricole.

A. GAY.

Préparation des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin.

Le ministre de l'agriculture et du ravitaillement et le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Vu la loi du 13 août 1942 sur le ravitaillement en vins de la métropole, et notamment le troisième paragraphe de l'article 3;

Vu l'arrêté du 11 septembre 1942, et notamment l'article 2 fixant le contingent de moûts mutés,

Arrêtent :

Art. 1er. — Un contingent de 400.000 hectolitres de vins et de 200.000 hectolitres de moûts, y compris les contingents déjà attribués à titre de dérogation par le C. C. R. B. en application de la loi du 13 août 1942 est réservé à la préparation des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin.

Art. 2. — Ce contingent sera réparti par le moyen de bons d'achat ou d'importation portant la mention : « Vins et moûts destinés à la préparation des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin ».

Art. 3. — Tous les vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin en provenance de l'Algérie, des colonies, pays de protectorat et de l'étranger ne pourront être importés que s'ils font l'objet de bons d'importation délivrés par le comité central de ravitaillement des boissons et portant la mention « vin de liqueur d'apéritif ».

Art. 4. — Les bons d'achat et les bons d'importation visés ci-dessus seront délivrés dans les conditions suivantes aux bénéficiaires ci-après :

1° Aux entrepositaires, coopératives, propriétaires en exercice, justifiant avoir utilisé des moûts ou des vins pour la préparation des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin pendant deux des trois campagnes 1937-1938, 1938-1939, 1940-1941,

sur la base des quantités de vin et moûts mis en œuvre par eux pendant la campagne choisie parmi les trois années de référence augmentée éventuellement des quantités de vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin importées directement par eux d'Algérie, des pays de protectorat et de l'étranger pendant la même période.

Ces entrepositaires, coopératives et propriétaires auront à déclarer au comité central de ravitaillement des boissons:

a) Les quantités de vins et de moûts mis en œuvre au cours de chacune des trois campagnes ci-dessus;

b) Les quantités de vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin importées directement par eux au cours de chacune des trois campagnes ci-dessus;

c) La campagne choisie comme référence;

2° Aux entrepositaires en exercice n'ayant pas utilisé de moûts ou de vins pour la préparation des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin pendant les trois campagnes 1937-1938, 1938-1939, 1940-1941, mais justifiant avoir importé de tels produits pendant chacune des campagnes 1937-1938, 1938-1939,

sur la base des quantités importées directement pendant l'une de ces deux campagnes.

Ces entrepositaires devront déclarer au comité central de ravitaillement des boissons:

a) Les quantités de vin de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin importées directement au cours des campagnes ci-dessus indiquées;

b) Celle de ces campagnes choisie comme référence;

3° Aux entrepositaires fabricants d'apéritifs à base d'alcool en exercice au 23 août 1940,

sur la base d'une quantité égale à 40 p. 100 du volume d'apéritif à base d'alcool pour lesquels ils ont acquitté la surtaxe spéciale pendant la campagne 1937-1938.

Ces entrepositaires devront déclarer au comité central des boissons:

L'importance de leur fabrication d'apéritifs soumis à la surtaxe pendant la campagne 1937-1938·

a) En alcool pur effectivement surtaxé;

b) En volume par nature et degré alcoolique des boissons élaborées.

Dans le cas où la vente et la consommation des apéritifs à base d'alcool seraient à nouveau autorisées, un arrêté fixera les nouvelles conditions de répartition.

Art. 5. — Les déclarations prévues à l'article 4 devront parvenir au comité central de ravitaillement des boissons quinze jours au plus tard après la publication du présent arrêté au *Journal officiel*.

Elles devront être certifiées conformes par le contrôleur des contributions indirectes du ressort du détaillant.

Toute fausse déclaration entraînera la suppression du contingent pendant la campagne en cours, sans préjudice des sanctions prévues à l'article 5 de la loi du 13 août 1942.

Art. 6. — L'attribution et la délivrance des bons d'achat et des bons d'importation seront faites par les soins du comité central de ravitaillement des boissons sur la base des références prévues à l'article 4.

Art. 7. — Les vins et moûts, objets du présent arrêté, ne pourront circuler que sous le lien d'un titre de mouvement portant la mention « vins et moûts destinés à la fabrication des vins de liqueur, vermouths et apéritifs à base de vin » figurant sur les bons d'achat.

La même mention devra figurer sur les titres de mouvement accompagnant jusque chez le premier destinataire métropolitain les vins et les moûts importés.

Art 8. — La proportion de vins et de moûts attribués à chaque bénéficiaire sera dans le rapport des quantités de vins et moûts déterminé par l'article 1er du présent arrêté et l'article 2 de l'arrêté du 11 septembre 1942. Mais le transfert de bons de vins et de bons de moûts pourra être autorisé par le comité central de ravitaillement des boissons entre les attributaires dans la limite du volume global attribué à chacun d'eux.

Art. 9. — Dans le mois qui suivra la publication du présent arrêté au *Journal officiel*, un arrêté fixera les conditions dans lesquelles les préparateurs devront mettre à la disposition de la consommation:

1° Les quantités de produits fabriqués avec les matières premières obtenues avec les bons d'achat de la campagne 1942-1943;

2° Les stocks anormaux éventuels détenus par les préparateurs.

Art. 10. — Les secrétaires généraux intéressés du secrétariat d'Etat à l'économie nationale et aux finances et du secrétariat d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Vichy, le 14 décembre 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture et au ravitaillement,

MAX BONNAFOUS.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

PIERRE CATHALA.

Groupement interprofessionnel des oléagineux métropolitains.

Rectificatif au *Journal officiel* du 1er décembre 1942: page 3964, Sous-comités consultatifs, noix: 2e ligne, au lieu de: « Panier », lire: « Fanier »; pépins de raisin: Sud-Ouest, au lieu de: « Coureau », lire: « Courau »; Bourgogne, au lieu de: « Aliexant », lire: « Alexant »; soja: 2e ligne, au lieu de: « Jean-Michotin », lire: « Jean Pichotin »; après: « Mme Darre-Touche, à Grenoble », au lieu de: « représentant des distillateurs », lire: « représentant les utilisateurs ».

Régisseurs d'avances.

Par arrêté du 12 décembre 1942, M. Riesser (André) a été désigné comme régisseur de la régie d'avances instituée pour le payement des menues dépenses du service de l'inspection générale du ravitaillement, à compter du 1er janvier 1943.

MINISTÈRE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES COMMUNICATIONS

Décret n° 3654 du 16 décembre 1942 relatif au classement et déclassement d'une section de voie consécutifs à la déviation de la route nationale n° 140 dans la traverse de Figeac.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la décision ministérielle du 17 février 1939, rectifiée le 24 du même mois, qui a pris en considération l'avant-projet de déviation de la route nationale n° 140 entre les points kilométriques 0,441 et 1,023, dans la traverse de Figeac;

Vu le plan au 0,001 visé par l'ingénieur en chef des ponts et chaussées du département du Lot le 17 août 1942;

Vu l'arrêté du préfet du Lot en date du 23 mai 1939 prononçant la déclaration d'utilité publique des travaux;

Vu l'arrêté du préfet du Lot en date du 23 novembre 1939 fixant les alignements sur le parcours de la déviation;

Vu les délibérations du conseil municipal de Figeac en date des 9 février et 3 juin 1942;

Vu le décret-loi du 30 octobre 1935 (travaux publics), n° 12;

Sur le rapport du chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, et du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,

Décrétons:

Art. 1er. — Est classée dans la voirie nationale et incorporée à la route nationale n° 140, de Figeac à Montargis, la déviation construite dans la traverse de Figeac entre les points kilométriques 0,452 et 0,928, sur une longueur de 476 mètres.

Art. 2. — Est déclassée et reclassée dans la voirie urbaine de Figeac la section de la route nationale n° 140, sur une longueur de 464 mètres comprise entre les points kilométriques 0,448 et 0,912, délaissée par suite de la construction de la déviation précitée.

Art. 3. — Ces classements et déclassements auront effet à dater de l'émission du présent décret.

Art. 4. — Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur, et le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de

l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 16 décembre 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le chef du Gouvernement, ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur,
PIERRE LAVAL.

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,
JEAN BICHELONNE.

Décret n° 3699 du 19 décembre 1942 autorisant une mutation de propriété.

Par décret en date du 19 décembre 1942, a été autorisée la mutation de propriété résultant de la cession à la société anonyme des hauts fourneaux, forges et aciéries de Denain et d'Anzin par la compagnie des mines, fonderies et forges d'Alais, de la concession des mines de fer d'Escaro-Nord (Pyrénées-Orientales), sans que cette autorisation implique aucune approbation des conditions financières de cette cession ou préjuge de la valeur de la mine.

Le même décret a autorisé la société des hauts fourneaux, forges et aciéries de Denain et d'Anzin à réunir la concession susvisée aux concessions des mines de même nature de la Ferrière-aux-Etangs (Orne), d'Hazotte et de Clévant (Meurthe-et-Moselle).

Décret n° 3700 du 19 décembre 1942 autorisant une cession de mines.

Par décret en date du 19 décembre 1942, a été autorisée la cession par l'administration des domaines de la concession des mines de lignite de Saint-Victor-de-Cessieu (Isère) au profit de M. Georges-Charles-Paul-Henri Bonhomme, industriel à Saint-Victor-de-Cessieu, sans que ladite autorisation préjuge de la valeur de ces mines.

Décret n° 3701 du 19 décembre 1942 rejetant une demande d'autorisation de cession de mines.

Par décret en date du 19 décembre 1942, a été rejetée la demande en autorisation de cession des concessions des mines de houille de Frigerin et de Combeplaine (Loire) présentée par M. Dupuy, résidant à Alba (Ardèche).

Décret n° 3702 du 19 décembre 1942 portant délimitation d'un périmètre à l'intérieur duquel pourront être accordés des permis de recherches et des permis d'exploitation de tourbières dans le département de l'Isère.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Vu la loi du 21 avril 1810 modifiée par les lois des 27 juillet 1880 et 16 décembre 1922 et par le décret du 17 juin 1938, l'instruction du 3 août 1810 et le décret du 18 novembre 1810 relatifs aux exploitations de mines, minières et carrières;

Vu la loi du 17 juillet 1941 relative à la recherche et à l'exploitation des carrières et des tourbières, et notamment les articles 2 et 8;

Vu les rapports et avis du service des mines en date des 18 juin et 3 juillet 1942;

Vu l'avis du conseil général des mines en date du 12 octobre 1942;

Sur le rapport du ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications;

La section de l'agriculture et du ravitaillement, de la production industrielle et du travail, des communications du conseil d'Etat entendue,

Décrétons:

Art. 1er. — Les dispositions des articles 10 et 43 de la loi du 21 avril 1810, modifiée par les lois des 27 juillet 1880 et 16 décembre 1922 sont applicables à la recherche des gisements de tourbe situés sur le territoire des communes suivantes:

a) Communes de Morestel, Courtenay, Arandon, Passins, Saint-Victor, Mépieu (canton de Morestel, arrondissement de la Tour-du-Pin, département de l'Isère);

b) Communes de Grand-Lemps, Châbons (canton de Grand-Lemps, arrondissement de la Tour-du-Pin, département de l'Isère);

c) Communes de Hières-sur-Amby et Vernas (canton de Crémieu, arrondissement de la Tour-du-Pin, département de l'Isère);

d) Communes de Saint-Laurent-du-Pont, Saint-Joseph-de-Rivière (canton de Saint-Laurent-du-Pont, arrondissement de Grenoble, département de l'Isère).

Art. 2. — Les gisements compris dans ces périmètres sont susceptibles de faire l'objet de permis d'exploitation de tourbières conférant à des tiers, aux conditions de la loi du 17 juillet 1941, le droit exclusif de les exploiter.

La durée de ces permis n'excédera pas dix ans.

Art. 3. — Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français.

Fait à Vichy, le 19 décembre 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,
JEAN BICHELONNE.

Décret n° 3703 du 19 décembre 1942 autorisant la sous-amodiation d'une concession de mines.

Par décret en date du 19 décembre 1942, a été autorisée la sous-amodiation de la concession des mines de houille du Ban (Loire) consentie par M. Guillot (Charles) à la société de recherches et d'exploitations minières du Sud-Est, sans que ladite autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge de la valeur de la mine.

Décret n° 3704 du 19 décembre 1942 autorisant une mutation de propriété.

Par décret en date du 19 décembre 1942, a été autorisée la mutation de propriété résultant de la cession des concessions de mines de lignite de Mailhac, de Pouzols et Sainte-Valière (Aude), consentie par M. Milo de Campobianco à la société anonyme des mines de Mailhac, Pouzols et Sainte-Valière, sans que ladite autorisation implique aucune approbation des conditions financières de la cession ou préjuge de la valeur des mines.

Le même décret autorise la société anonyme des mines de Mailhac, Pouzols et Sainte-Valière à réunir les concessions susvisées.

Port de Bordeaux.

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu la loi du 28 juin 1941 concernant l'organisation du travail de manutention dans les ports maritimes de commerce, et notamment l'article 5;

Vu l'arrêté interministériel du 28 juin 1941 pris pour l'application de cette loi;

Vu l'avis favorable en date du 21 juillet 1942 du bureau central de la main-d'œuvre du port de Bordeaux, institué par arrêté interministériel du 20 février 1942;

Sur la proposition de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur du port autonome de Bordeaux,

Arrête:

Art. 1er. — Les modalités de classement et d'embauche des ouvriers dockers dans le port de Bordeaux et annexes sont fixées comme il est dit aux articles ci-après:

Classement.

Art. 2. — Les ouvriers dockers sont classés en deux catégories et répartis en quatre spécialités.

A. — Catégories. — On distingue:

1° Les ouvriers dockers professionnels;

2° Les ouvriers dockers de complément

Parmi les dockers professionnels, certains pourront être désignés comme dockers classés au titre d'une entreprise.

Cette désignation sera faite dans les conditions de l'article 6 de l'arrêté du 28 juin 1941.

Il est créé une catégorie d'apprentis dockers.

B. — Spécialités. — Les ouvriers dockers, tant professionnels que de complément, sont répartis suivant les spécialités ci-après:

1° Dockers ordinaires (affectés, en principe, à la manutention des marchandises diverses, sacs, etc.);

2° Dockers charbonniers (affectés, en principe, à la manutention des charbons et autres marchandises pondéreuses);

3° Dockers piquetiers (affectés, en principe, à la manutention de poteaux de mine);

4° Dockers spécialisés (pointeurs à la vacation, chefs de palan, classeurs et classeurs encarrasseurs, arrimeurs et aides-arrimeurs, treuillistes, conducteurs d'engins).

La répartition indiquée ci-dessus est de principe. Tout ouvrier docker qui n'a pu être embauché dans sa spécialité est tenu d'accepter l'embauche dans une autre spécialité, ainsi qu'il est dit à l'article 4 ci-après.

Conditions d'octroi de la qualité de docker professionnel.

Art. 3. — Pour l'établissement de la première liste de dockers, la qualité de docker professionnel pourra être reconnue aux ouvriers dockers ayant accompli:

1° Une moyenne annuelle de cent jours de travail du 1er juillet 1937 au 1er juillet 1939;

2° Vingt jours de travail au moins au cours du trimestre de calendrier précédant la demande de classement déposée par l'ouvrier.

Pour être classés dockers de complément les intéressés devront justifier d'au moins trente jours de travail au cours du trimestre de calendrier précédant leur demande.

Des dérogations peuvent être apportées à ces règles par le directeur du port, après avis du bureau central de la main-d'œuvre, en faveur d'ouvriers qui, du fait des circonstances, se trouveraient dans l'impossibilité de justifier l'assiduité minimum prévue ci-dessus.

Une première liste des dockers du port de Bordeaux et annexes sera établie avant le 31 décembre 1942. Cette première liste sera revisée ultérieurement et au moins une fois par an. Un arrêté ultérieur déterminera, suivant les besoins, les conditions de retrait de cartes et d'attribution de cartes nouvelles lors de ces revisions.

Conditions générales d'embauche.

Art. 4. — Les ouvriers dockers titulaires de la carte professionnelle (dockers professionnels ou dockers de complément) sont tenus, tant qu'ils n'ont pas accompli la durée hebdomadaire de travail fixée par les arrêtés intervenus ou à intervenir, par application de l'article 8 de la loi du 28 juin 1941, de se présenter régulièrement à l'embauche et, quelle que soit leur spécialité et sous réserve des priorités indiquées à l'article 5 ci-après, d'accepter le travail qui leur est proposé, sous peine de sanctions, notamment de retrait temporaire ou définitif de leur carte professionnelle.

Les agents des entreprises qui procéderont aux embauches devront, au préalable, avoir été agréés par le directeur du port, en application de l'article 4 de l'arrêté du 28 juin 1941.

Ils devront respecter strictement les dispositions du présent arrêté et, en particulier, les priorités définies à l'article 5 ci-après, ainsi que la réglementation sur l'emploi de la main-d'œuvre étrangère.

Si les fluctuations du trafic le nécessitent, le directeur pourra, après avis du bureau central de la main-d'œuvre, prendre les décisions motivées en vue d'harmoniser les conditions de travail des dockers avec l'importance et la nature du trafic.

En particulier, il pourra:

Suspendre temporairement l'obligation de se présenter à l'embauche;

Organiser des roulements entre dockers, afin de répartir au mieux le travail;

Modifier les conditions de priorité d'embauche.

Priorités d'embauche.

Art. 5. — D'une façon générale, l'embauche se fait en respectant, dans chaque entreprise, la réglementation fixant le pourcentage maximum de main-d'œuvre étrangère.

Les priorités d'embauche sont fixées comme suit:

A. — Embauche générale.

1° Dockers professionnels classés au titre de l'entreprise qui procède à l'embauche;

2° Dockers professionnels sans distinction de spécialités.

Toutefois, les charbonniers et les piquetiers professionnels et de complément ne pourront se présenter à l'embauche générale qu'après que l'embauche spéciale des charbons ou des poteaux de mine aura été satisfaite;

3° Dockers de complément, sans distinction de spécialités.

B. — Charbons et pondéreux en vrac.

Les ouvriers dockers, tant professionnels que de complément, classés comme charbonniers, doivent se présenter obligatoirement à l'embauche spéciale des charbons et autres matières pondéreuses en vrac.

Cette embauche se fait en respectant les priorités ci-après:

1° Dockers professionnels charbonniers classés au titre de l'entreprise qui procède à l'embauche;

2° Dockers professionnels charbonniers;

3° Dockers de complément charbonniers;

4° Autres dockers professionnels, sans distinction de spécialité.

5° Autres dockers de complément sans distinction de spécialité.

C. — Poteaux de mine.

Les ouvriers dockers, tant professionnels que de complément, classés comme piquetiers, doivent se présenter obligatoirement à l'embauche spéciale des poteaux.

Cette embauche se fait en respectant les priorités ci-après:

1° Dockers professionnels piquetiers classés au titre de l'entreprise qui procède à l'embauche;

2° Dockers professionnels piquetiers;

3° Dockers de complément piquetiers:

4° Autres dockers professionnels, sans distinction de spécialité.

5° Autres dockers de complément, sans distinction de spécialité.

D. — Dockers spécialisés.

1° Dockers spécialisés professionnels classés au titre de l'entreprise qui procède à l'embauche;

2° Dockers spécialisés professionnels;

3° Dockers spécialisés de complément.

Sanctions.

Art. 6. — Les infractions au présent arrêté seront réprimées conformément aux dispositions des articles 7 et 10 de la loi du 28 juin 1941.

Art. 7. — L'ingénieur en chef des ponts et chaussées, directeur du port autonome de Bordeaux, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de l'Etat français et qui entrera en vigueur immédiatement après l'achèvement de la première distribution des cartes d'ouvriers dockers, à laquelle il sera procédé en exécution de l'article 3 ci-dessus.

Fait à Paris, le 24 août 1942.

ROBERT GIBRAT.

Mode de transfert à la caisse des dépôts et consignations du produit des cotisations patronales destinées à alimenter le fonds de compensation institué par la loi du 20 janvier 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances, le secrétaire d'Etat au travail et le secrétaire d'Etat aux communications,

Sur la proposition du secrétaire général des postes, télégraphes et téléphones;

Vu l'arrêté du 9 janvier 1942 relatif à l'attribution d'une indemnité exceptionnelle aux salariés travaillant dans les lieux exposés;

Vu la loi n° 174 du 20 janvier 1942 instituant un fonds de compensation des indemnités exceptionnelles prévues par l'arrêté du 9 janvier 1942,

Arrêtent:

Art. 1er. — Il est ouvert, dans chaque bureau central de chèques postaux, pour le versement des cotisations visées à l'article 2 de la loi du 20 janvier 1942, un compte courant postal intitulé: « Compte régional du fonds de compensation des indemnités exceptionnelles aux salariés travaillant dans les lieux exposés ».

Art. 2. — Les avoirs de ces comptes courants postaux sont automatiquement transférés dans leur intégralité au crédit du compte courant postal ouvert spécialement à cet effet à la caisse des dépôts et consignations les 5, 10, 15, 20, 25 et dernier jour de chaque mois, ou le jour ouvrable suivant, lorsque ces dates tombent un dimanche ou un jour férié.

Art. 3. — Les dépenses occasionnées au service postal seront couvertes d'une part par les taxes acquittées par les employeurs sur les mandats de versement et les chèques postaux de virement à inscrire au crédit du compte courant postal visé à l'article 2 et, d'autre part, par un versement effectué annuellement au budget annexe des postes, télégraphes et téléphones par le « Fonds de compensation des indemnités exceptionnelles aux salariés travaillant dans les lieux exposés ». Ce versement sera égal à la différence entre le prix de revient des opérations et le montant des taxes payées par les employeurs.

Art. 4. — Le secrétaire général pour les finances publiques, le secrétaire général des postes, télégraphes et téléphones et le directeur des assurances sociales et de la mutualité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 18 novembre 1942.

Pour le ministre
secrétaire d'Etat aux finances

Le secrétaire général pour les finances publiques,
HENRI DEROY.

Pour le secrétaire d'Etat au travail:

Le directeur des assurances sociales,
H. DEVILLEZ.

Pour le secrétaire d'Etat aux communications:

Le secrétaire général des postes, télégraphes et téléphones,
V. DE PACE.

Emoluments de l'agent comptable du port autonome de Bordeaux.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,

Vu la loi du 12 juin 1920 concernant l'autonomie des ports maritimes de commerce;

Vu l'article 35 du décret du 23 septembre 1921 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 12 juin 1920, modifié par le décret du 25 avril 1937;

Vu la loi du 27 juillet 1940 relative à la forme des actes administratifs individuels;

Vu l'avis émis par la commission permanente du port autonome de Bordeaux dans sa séance du 12 janvier 1942,

Arrêtent:

Art. 1er. — Le traitement et les classes afférentes à l'emploi d'agent comptable du port autonome de Bordeaux sont fixés ainsi qu'il suit:

1re classe	30.000 fr.
2e classe	28.000
3e classe	26.000
4e classe	24.000

L'agent comptable est nommé à la dernière classe de l'emploi. L'avancement a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure. Cet avancement ne peut être accordé qu'après deux ans au moins d'ancienneté dans la classe, par arrêté interministériel du secrétaire d'Etat aux finances et du secrétaire d'Etat aux communications, sur la proposition du conseil d'administration du port.

Art. 2. — L'agent comptable reçoit, en sus du traitement et à compter du jour de son installation:

1° Une indemnité annuelle de caisse et de responsabilité de 6.000 fr.;

2° Une indemnité de fonctions destinée à le rémunérer des travaux effectués en dehors des heures réglementaires de travail; le montant de cette indemnité de fonctions est fixé par le conseil d'administration du port dans la limite d'un maximum de 500 fr. par mois.

Art. 3. — Le directeur du Trésor au secrétariat d'Etat aux finances et le directeur des ports maritimes et des voies navigables au secrétariat d'Etat aux communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 19 novembre 1942.

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,

Pour le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications et par délégation:

Le conseiller d'Etat secrétaire général des travaux et transports,
SCHWARTZ.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances,

Pour le ministre:

Le conseiller d'Etat secrétaire général pour les finances publiques,
HENRI DEROY.

Ecoles nationales supérieures des postes, télégraphes et téléphones et des télécommunications.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,

Vu le décret du 10 août 1942 portant réorganisation de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones;

Vu l'arrêté du 10 août 1942 portant organisation de l'enseignement supérieur des postes, télégraphes et téléphones;

Vu l'article 3 du décret du 6 janvier 1931;

Vu l'arrêté du 3 mars 1935 fixant les taux des indemnités d'enseignement allouées aux professeurs et instructeurs de l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones;

Vu la loi du 1er décembre 1940 modifiant l'article 9 de la loi du 18 octobre 1919,

Arrêtent:

Art. 1er. — Les indemnités allouées aux professeurs des écoles nationales supérieures des postes, télégraphes et téléphones et des télécommunications sont fixées à 400 fr. par séance d'une heure et demie dans la limite d'un maximum annuel de 16.000 fr. Toutefois, ce maximum est porté à 22.000 francs pour les titulaires de plusieurs cours.

Art. 2. — Les moniteurs qui assistent les chefs de travaux reçoivent des indemnités journalières fixées à 20 fr. pour les agents du service général et 10 fr. pour les autres agents.

Art. 3. — Les maîtres de langues vivantes reçoivent des indemnités fixées à 75 fr. par heure de conférence.

Art. 4. — La correction des projets et journaux de mission donne lieu à l'allocation au correcteur d'une somme maxima de 60 fr. par projet ou par journal.

Art. 5. — Sont abrogées les dispositions de l'arrêté du 2 mars 1936 contraires à celles du présent arrêté, qui aura effet à compter du 1er novembre 1942.

Fait à Paris, le 8 décembre 1942

Pour le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications:

Le secrétaire général des postes, télégraphes et téléphones
V. DI PACE.

Pour le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances :

Le secrétaire général pour les finances publiques
HENRI DEROY.

Modification des taux de certaines indemnités d'enseignement.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances et le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications,

Vu le décret du 6 janvier 1931 fixant les taux et conditions d'attribution des indemnités allouées au personnel des services extérieurs des postes, télégraphes et téléphones;

Vu le décret du 24 octobre 1931 fixant le taux des indemnités à allouer aux professeurs chargés des cours de préparation organisés par l'administration des postes, télégraphes et téléphones;

Vu les divers décrets modifiant le décret du 6 janvier 1931;

Vu la loi du 1er décembre 1940,

Arrêtent:

Art. 1er. — La première partie « enseignement » du tableau figurant au décret du 6 janvier 1931 est, à nouveau, modifiée comme suit:

GRADES OU FONCTIONS	NATURE de l'indemnité.	TAUX de l'indemnité.	OBSERVATIONS
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .
Professeur chargé des cours de préparation au concours d'admission à l'école nationale supérieure des postes, télégraphes et téléphones et au concours du rédactorat:			Sans changement.
a) Cours professé à Paris.....	Indemnité d'enseignement.	100 fr. par heure de cours oral.	
b) Cours professé en province.....	Idem.	80 fr. par heure de cours oral.	
Instructeur des cours de jeunes facteurs.....	Idem.	40 fr. par séance de deux heures.	La correction des devoirs et compositions des jeunes facteurs élèves des cours donne lieu à l'attribution d'une indemnité spéciale fixée à 1 fr. 25 par devoir ou composition corrigé.
. . . . .	. . . . .	. . . . .	. . . . .

Art. 2. — Le présent arrêté aura effet à compter du 1er novembre 1942.

Fait à Paris, le 9 décembre 1942.

Pour le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et aux communications:

Le secrétaire général des postes télégraphes et téléphones,
V. DI PACE.

Pour le ministre secrétaire d'Etat à l'économie nationale et aux finances:

Le secrétaire général pour les finances publiques,
HENRI DEROY.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A LA SANTÉ

Décret n° 3690 du 20 novembre 1942 portant nomination dans la Légion d'honneur.

Par décret en date du 20 novembre 1942, rendu sur la proposition du secrétaire d'Etat à la santé, vu la déclaration du conseil de l'ordre de la Légion d'honneur portant que la promotion du présent décret est faite en conformité des lois, décrets et règlements en vigueur, est promu dans l'ordre national de la Légion d'honneur:

Au grade de commandeur.

M. le professeur Bordier (Henry-Léonard), professeur honoraire de la faculté de médecine de Lyon. Un des maîtres de la radiologie française, a consacré sa vie, avec une abnégation et un dévouement admirables, à la science dont la pratique assidue devait profondément atteindre sa santé. Ses inventions et ses travaux, d'un grand retentissement, ont aidé puissamment au progrès de la radiologie à la fois en perfectionnant sa technique et en facilitant ses applications thérapeutiques. A contracté un cancer aux mains pendant son service commandé. Titres exceptionnels.

Décret n° 3429 du 16 décembre 1942 relatif au carnet de santé national.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Sur le rapport du chef du Gouvernement et du secrétaire d'Etat à la santé,

Vu la loi du 27 juillet 1942 portant attribution des pouvoirs au secrétaire d'Etat à la santé en matière de sauvegarde de la santé publique, et notamment l'article 1er ainsi conçu:

« Art. 1er. — Le secrétaire d'Etat à la santé a dans ses attributions la sauvegarde de la santé des populations sur le territoire métropolitain.

« Il est habilité à ce titre à édicter toutes mesures techniques qui s'imposent. Il est chargé d'en contrôler l'exécution »

Décrétons:

Art. 1er. — Il est institué un carnet individuel de santé, dont le modèle est fixé par arrêté du secrétaire d'Etat à la santé.

Art. 2. — Aucun modèle de carnet de santé, autre que celui prévu par l'article 1er du présent décret, ne pourra être mis en usage par les administrations publiques, ni par les collectivités ou entreprises privées soumises par les lois et règlements en vigueur à l'obligation d'organiser un service de contrôle médical, sans avoir été approuvé par le secrétaire d'Etat à la santé.

Art. 3. — Le secrétaire d'Etat à la santé est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Vichy, le 16 décembre 1942.

PH. PÉTAIN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français:

Le chef du Gouvernement,
PIERRE LAVAL.

Le secrétaire d'Etat à la santé,
RAYMOND GRASSET.

SECRÉTARIAT D'ÉTAT A L'AVIATION

Décret n° 3737 du 17 décembre 1942 portant promotion dans le corps de contrôle de l'administration de l'aéronautique.

Par décret en date du 17 décembre 1942, M. le contrôleur de 3e classe de l'administration de l'aéronautique Salez (Jacques-Paul-Louis) a été promu contrôleur de 2e classe, avec prise de rang au 10 décembre 1942.

Vichy — Imprimerie spéciale.

Le Directeur des Journaux officiels:
R. BATON-TARGE.

ANNONCES

LES ANNONCES SONT REÇUES A L'AGENCE HAVAS ET DANS SES SUCCURSALES

Comptes chèques postaux 1.014.00, *Paris.* — 264.71, *Limoges.*

L'Administration et les fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

Tirages financiers

COMPAGNIE
DES
CHEMINS DE FER DE L'EST

Registre du commerce: Seine n° 56604.

Numéros des obligations EST 5 0/0 type 1921, tranche A, sorties au tirage du 12 novembre 1942 remboursables à partir du 1er juin 1943.

21.901 à 999	1.121.101 à 200	1.879.701 à 800
22.000	1.134.801 à 900	1.887.001 à 100
30.301 à 400	1.155.701 à 800	1.889.601 à 700
30.901 à 999	1.159.401 à 500	1.931.301 à 400
31.000	1.292.801 à 900	2.005.101 à 200
48.801 à 900	1.366.901 à 999	2.049.201 à 300
66.701 à 800	1.367.000	2.072.501 à 600
74.601 à 700	1.397.701 à 800	2.080.701 à 800
229.001 à 100	1.411.901 à 999	2.123.401 à 500
305.101 à 200	1.412.000	2.187.401 à 500
309.901 à 999	1.414.501 à 600	2.218.001 à 100
310.000	1.424.501 à 600	2.226.501 à 600
337.001 à 100	1.428.301 à 400	2.234.501 à 600
366.801 à 900	1.432.401 à 500	2.247.801 à 900
395.301 à 400	1.440.101 à 200	2.259.501 à 600
480.101 à 200	1.483.001 à 100	2.264.401 à 500
491.901 à 999	1.485.401 à 500	2.273.101 à 200
492.000	1.546.201 à 300	2.273.701 à 800
541.701 à 800	1.547.601 à 700	2.275.301 à 400
543.601 à 700	1.561.201 à 300	2.328.801 à 900
547.201 à 300	1.568.101 à 200	2.336.601 à 700
571.601 à 700	1.609.601 à 700	2.346.801 à 900
583.001 à 100	1.610.901 à 999	2.379.501 à 600
612.101 à 200	1.611.000	2.386.601 à 700
673.901 à 999	1.611.701 à 800	2.419.801 à 900
674.000	1.628.401 à 500	2.428.701 à 800
720.301 à 400	1.631.501 à 600	2.445.101 à 200
725.601 à 700	1.658.401 à 500	2.453.501 à 600
793.801 à 900	1.662.101 à 200	2.456.301 à 400
863.701 à 800	1.671.401 à 500	2.472.901 à 999
867.101 à 200	1.674.401 à 500	2.473.000
872.801 à 900	1.676.301 à 400	2.478.701 à 800
878.601 à 700	1.710.301 à 400	2.500.201 à 300
922.701 à 800	1.712.101 à 200	2.501.401 à 500
986.401 à 500	1.781.701 à 800	2.700.401 à 500
987.001 à 100	1.784.201 à 300	
1.024.301 à 400	1.823.101 à 200	

Séries comprenant des obligations restant à rembourser sur les tirages antérieurs.

5.501 à 600	70.801 à 900	197.101 à 200
13.501 à 600	82.001 à 100	206.001 à 100
16.201 à 300	103.401 à 500	210.801 à 900
17.101 à 200	104.001 à 100	215.001 à 100
17.801 à 900	113.501 à 600	219.001 à 100
32.501 à 600	118.901 à 999	227.001 à 100
37.101 à 200	119.000	239.401 à 500
39.901 à 999	138.001 à 100	242.101 à 200
40.000	147.701 à 800	249.601 à 700
40.201 à 300	150.701 à 800	270.701 à 800
42.601 à 700	154.401 à 500	277.301 à 400
46.601 à 700	164.401 à 500	282.501 à 600
49.901 à 999	169.901 à 999	284.801 à 900
50.000	170.000	286.701 à 800
65.201 à 300	176.401 à 500	297.701 à 800
67.001 à 100	176.601 à 700	298.301 à 400
67.901 à 999	182.501 à 600	299.401 à 500
68.000	185.201 à 300	317.201 à 300
68.901 à 999	188.201 à 300	319.301 à 400
69.000	190.401 à 500	330.701 à 800
331.801 à 900	936.101 à 200	2.126.301 à 400
353.301 à 400	942.001 à 100	2.132.501 à 600
354.001 à 100	957.601 à 700	2.133.101 à 200
359.301 à 400	1.028.301 à 400	2.141.501 à 600
370.301 à 400	1.031.701 à 800	2.145.601 à 700
379.201 à 300	1.057.201 à 300	2.148.701 à 800
380.101 à 200	1.059.101 à 200	2.152.101 à 200
382.601 à 700	1.103.101 à 200	2.152.401 à 500
384.701 à 800	1.139.501 à 600	2.167.001 à 100
388.701 à 800	1.140.001 à 100	2.180.801 à 900
388.801 à 900	1.155.201 à 300	2.184.301 à 400
400.901 à 999	1.156.701 à 800	2.186.101 à 200
401.000	1.182.001 à 100	2.196.501 à 600
401.801 à 900	1.183.301 à 400	2.198.901 à 999
405.601 à 700	1.188.301 à 400	2.199.000
418.201 à 300	1.250.201 à 300	2.209.601 à 700
420.601 à 700	1.282.701 à 800	2.210.301 à 400
423.901 à 999	1.334.601 à 700	2.211.001 à 100
424.000	1.348.301 à 400	2.214.201 à 300
430.701 à 800	1.492.701 à 800	2.220.001 à 100
432.101 à 200	1.614.701 à 800	2.220.701 à 800
433.301 à 400	1.618.601 à 700	2.232.401 à 200
437.701 à 800	1.627.401 à 500	2.232.401 à 500
441.401 à 500	1.679.401 à 500	2.251.401 à 500
442.001 à 100	1.776.101 à 200	2.409.101 à 200
445.701 à 800	1.789.701 à 800	2.512.101 à 200
467.201 à 300	1.946.801 à 900	2.542.901 à 999
468.001 à 100	2.002.601 à 700	2.543.000
478.501 à 600	2.055.801 à 900	2.547.001 à 100
481.601 à 700	2.107.501 à 600	2.551.801 à 900
482.601 à 700	2.108.901 à 999	2.560.201 à 300
663.101 à 200	2.109.000	2.565.201 à 300
805.301 à 400	2.112.201 à 300	2.569.501 à 600
886.601 à 700	2.114.901 à 999	2.581.601 à 700
892.801 à 900	2.115.000	2.585.101 à 200
892.901 à 999	2.116.501 à 600	2.588.301 à 400
893.000	2.120.301 à 400	2.588.801 à 900
922.101 à 200	2.122.901 à 999	2.590.001 à 100
934.101 à 200	2.123.000	2.598.501 à 600
935.101 à 200	2.125.401 à 500	

COMPAGNIE
Franco-Espagnole du chemin de fer de Tanger à Fez
COMPANIA
Franco-Espanola del ferrocarril de Tanger à Fez

SOCIÉTÉ ANONYME MAROCAINE

AU CAPITAL DE 15 MILLIONS DE FRANCS

divisé en 18.000 actions françaises et 12.000 actions espagnoles de 500 fr., constituée et fonctionnant sous le régime des lois françaises qui régissent les sociétés anonymes formées au Maroc.

SIÈGE SOCIAL: A MEKNES (MAROC)

Administration centrale : 280, boulevard Saint-Germain, à PARIS

ACTIONS
(Tranche française.)

Quinzième tirage.

Liste des 55 actions sorties au 15e tirage, fait en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1942, rue d'Antin, n° 3.

2.242	2.907	3.272	4.398	5.402	5.175	5.562
5.649	5.770	6.292	6.409	6.438	6.779	6.879
7.505	8.123	8.598	8.682	8.731	8.788	9.186
9.191	10.070	10.127	10.175	10.245	10.430	10.560
10.945	11.525	11.686	11.949	11.981	12.167	12.548
13.819	13.957	14.119	14.308	14.698	14.872	14.961
15.457	15.836	16.028	16.039	16.243	16.442	16.668
16.679	16.746	17.160	17.501	17.560	17.858	

Les titres désignés par le sort seront remboursables à partir du 1er janvier 1943 chez Banque de Paris et des Pays-Bas.

Liste des actions amorties aux tirages antérieurs et restant à rembourser au 30 septembre 1942.

6.190 (14e tirage) — 6.232 (14e) — 6.708 (14e) — 6.855 (14e) — 7.334 (12e) — 8.108 (13e) — 8.115 (13e) — 10.665 (14e) — 10.915 (14e) — 13.017 (14e) — 13.085 (14e) — 14.321 (14e) — 14.547 (14e) — 14.614 (14e) — 16.801 (13e) — 16.865 (13e) — 17.115 (14e) — 17.512 (14e) — 17.693 (14e) — 17.831 (14e).

Compagnie des Chemins de Fer du Maroc

SOCIÉTÉ ANONYME FRANÇAISE

AU CAPITAL DE 50.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL:

280, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, PARIS

Registre du tribunal de commerce de la Seine n° 184352.

ACTIONS

Vingt et unième tirage.

Liste des 40 actions A et 160 actions B sorties au tirage fait en séance publique, à Paris, le 10 novembre 1942, rue d'Antin, n° 3. **Les titres désignés par le sort seront remboursables à partir du 1er janvier 1943,** chez:

Banque de Paris et des Pays-Bas;
Crédit lyonnais;
Comptoir national d'escompte de Paris;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France;
Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts;
Banque de l'Union parisienne;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie;
Crédit algérien;
Compagnie algérienne;
Crédit foncier d'Algérie et de Tunisie.

SÉRIE A

4.831 à 4.840 — 7.391 à 7.400 — 16.841 à 16.850 17.121 à 17.130

SÉRIE B

661 à 670 — 981 à 990 — 1.621 à 1.630 — 3.831 à 3.840 — 4.451 à 4.460 — 7.051 à 7.060 — 15.031 à 15.040 — 26.501 à 26.510 — 29.781 à 29.790 — 42.751 à 42.760 — 44.021 à 44.030 — 49.891 à 49.900 — 58.681 à 58.690 — 62.381 à 62.390 — 72.491 à 72.500 — 75.341 à 75.350.

CHEMINS DE FER DU MAROC (ACTIONS B)

Liste des actions sorties aux tirages antérieurs et restant à rembourser au 31 octobre 1942.

301 à 310 (19e) — 326 à 330 (18e) — 1.221 et 1.222 (18e) — 1.229 et 1.230 (18e) — 4.281 à 4.286 (20e) — 4.289 à 4.290 (20e) — 10.400 (19e) — 12.655 à 12.657 (20e) — 13.259 (18e) — 16.551 et 16.552 (20e) — 16.555 à 16.560 (20e) — 23.025 à 23.030 (20e) — 25.061 à 25.070 (19e) — 35.710 (17e) — 36.036 (19e)

(*Supplément.* — **Fin.**)

ANNONCES. — L'Administration et les Fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces. — ANNONCES

Compagnie des Chemins de Fer du Maroc Oriental

SOCIÉTÉ ANONYME MAROCAINE

AU CAPITAL DE 5.000.000 DE FRANCS

Divisé en 10.000 actions de 500 fr., dont 2.000 actions, catégorie A, et 8.000 actions, catégorie B.

SIÈGE SOCIAL:

A RABAT, 11, BOULEVARD DE LA TOUR-HASSAN

Statuts déposés en l'étude de Me Henrion, notaire à Rabat, le 18 mai 1927.

ACTIONS

Quinzième tirage.

Liste des 9 actions A et 35 actions B sorties au tirage fait en séance publique à Paris, le 10 novembre 1942, rue d'Antin, n° 3. **Les titres désignés par le sort seront remboursés, à partir du 1er janvier 1943,** à la Banque de Paris et des Pays-Bas, 3, rue d'Antin.

SÉRIE A

198 268 296 366 650 789 1 121 1.286 1.657

SÉRIE B

36	210	270	612	681	735	736	798
1.081	1.276	1.495	1.593	1.650	1.762	1.981	2.570
2.725	3.050	3.510	3.940	4.530	4.588	4.612	4.687
4.931	5.317	5.433	5.606	6.250	6.299	6.969	7.035
7.079	7.870	7.946					

Liste des actions sorties au 14e tirage et restant à rembourser au 31 octobre 1942.

SÉRIE A

1.826 1.901 1.955.

SÉRIE B

4.002	4.117	4.300	4.518	4.590	5.221	5.238	5.540
5.696	5.971	6.392	6.516	6.617	7.546	7.548	7.710
7.748	7.975						

COMPAGNIE des TRAMWAYS de TOURS

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 4.500.000 FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 156, RUE DE L'UNIVERSITÉ, PARIS

Registre du commerce: Seine n° 35557.

Tirage du 6 novembre 1942.

OBLIGATIONS 4 0/0 1907

Numéros des 197 obligations sorties au tirage du 6 novembre 1942 et remboursables à partir du 1er janvier 1943 au taux net de 481 fr. 50 (quatre cent quatre-vingt-un francs cinquante) pour les titres nominatifs et au porteur.

19	56	64	74	109	154	161	164
227	231	232	244	271	313	343	358
381	384	477	478	482	549	553	555
622	627	652	655	697	709	734	735
769	890	898	914	915	922	926	952
975	1.008	1.100	1.107	1.127	1.173	1.196	1.200
1.241	1.243	1.292	1.317	1.335	1.359	1.365	1.381
1.404	1.447	1.452	1.512	1.539	1.550	1.590	1.643
1.661	1.669	1.692	1.768	1.793	1.810	1.845	1.850
1.930	1.950	1.959	1.968	1.987	2.022	2.043	2.080
2.124	2.132	2.140	2.142	2.146	2.162	2.166	2.223
2.268	2.321	2.391	2.404	2.470	2.473	2.484	2.503
2.538	2.556	2.576	2.702	2.714	2.773	2.779	2.813
2.818	2.916	3.006	3.013	3.022	3.057	3.124	3.175
3.237	3.239	3.251	3.271	3.279	3.293	3.358	3.387
3.447	3.452	3.482	3.493	3.538	3.542	3.594	3.616
3.613	3.686	3.773	3.870	3.880	3.889	3.895	3.967
3.971	3.997	4.019	4.028	4.041	4.047	4.052	4.085
4.101	4.106	4.134	4.170	4.171	4.182	4.183	4.188
4.190	4.234	4.242	4.252	4.289	4.329	4.338	4.377
4.403	4.423	4.469	4.545	4.549	4.569	4.619	4.653
4.671	4.680	4.703	4.710	4.791	4.805	4.837	4.856
4.863	4.866	4.932	4.949	5.113	5.200	5.207	5.229
5.247	5.295	5.339	5.382	5.404	5.480	5.559	5.583
5.706	5.711	5.736	5.742	5.777			

Obligations restant à rembourser sur tirages antérieurs.

Tirage 1936.

429

Tirage 1937.

428

Tirage 1938.

1.349 4.259 4.286

Tirage 1939.

87	212	354	401	417	806	973	1.444
1.172	1.180	1.567	1.647	1.743	1.915	2.158	2.200
2.211	2.372	2.412	2.651	2.855	3.268	3.520	3.530
3.533	3.568	3.637	3.832	3.956	3.972	3.995	4.100
4.204	4.510	4.759	4.824	4.825	4.943	5.293	5.438
5.465	5.568	5.571	5.721				

Tirage 1940.

16	22	146	195	237	261	274	402
415	437	488	507	600	651	690	707
708	751	808	969	988	1.199	1.230	1.394
1.472	1.487	1.528	1.537	1.608	1.746	1.830	1.857
1.858	1.902	1.911	1.931	1.949	1.970	2.172	2.181
2.215	2.322	2.397	2.826	2.851	2.986	3.028	3.035
3.231	3.235	3.548	3.559	3.726	3.856	3.874	3.876
3.885	3.914	3 920	3.976	4.167	4.194	4.293	4.295
4.706	4.758	4.761	4.780	4.859	4.878	4.922	4.927
4.942	5.240	5.324	5 370	5.615	5.646	5.708	5.747
5.776							

Tirage 1941.

82	96	196	272	315	349	357	361
423	473	506	597	598	637	644	763
792	797	847	935	1.161	1.213	1.293	1.308
1.425	1.454	1.538	1.613	1.722	1.724	1.832	1.918
1.944	1.948	1.969	1.986	1.999	2.048	2.337	2.376
2.411	2.424	2.804	2.827	2.849	2.957	3.216	3.232
3.333	3.362	3.384	3.404	3.410	3.421	3.471	3.516
3.524	3.572	3.623	3.649	3.691	3.700	3.714	3.768
3.807	3.833	4.014	4.079	4.094	4.231	4.232	4.351
4.420	4.655	4.661	4.701	4.708	4.763	4.965	4.968
4.984	5.206	5.302	5.303	5.381	5.454	5.516	5.597
5.704	5.773						

GROUPEMENT

POUR LA

RECONSTITUTION IMMOBILIÈRE DANS LES RÉGIONS SINISTRÉES

(Reconstruction de la propriété bâtie, urbaine et rurale.

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 1 MILLION DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 8, RUE LAMENNAIS, PARIS (8e)

Registre du commerce: Seine n° 195375.

EMPRUNT 5 1/2 0/0 1928 (SERIE E)

Conformément au tableau d'amortissement, le 29e amortissement dudit emprunt porte sur 215 obligations.

Ces obligations ont été amorties par voie de tirage au sort en date du 10 décembre 1942.

Les obligations appelées au remboursement à la suite de ce tirage et comprises dans les séries dont les numéros sont reproduits ci-dessous seront remboursables à partir du 1er février 1943 (coupon n° 30 attaché) à 2.500 fr. net si elles appartiennent à des personnes physiques et sous déduction d'un prélèvement de 10 p. 100 sur le montant de la prime de remboursement, soit à 2.495 fr. 50 net, dans le cas contraire, et ne porteront plus intérêt à partir de cette même date.

281 à 285 — 511 à 515 — 746 à 750 — 791 à 795 — 831 à 835 — 861 à 865 — 1.701 à 705 — 1.731 à 735 — 1.846 à 850 — 1.901 à 905 — 2.716 à 720 — 3.821 à 825 — 4.341 à 345 — 4.676 à 680 — 4.851 à 855 — 5.571 à 575 — 6.016 à 020 — 6.461 à 465 — 7.121 à 125 — 7.301 à 305 — 7.451 à 455 — 7.501 à 505 — 7.526 à 530 — 7.986 à 990 — 8.326 à 330 — 8.911 à 915 — 9.126 à 130 — 9.246 à 250 — 10.601 à 605 — 11.361 à 365 — 12.496 à 500 — 12.506 à 510 — 15.081 à 085 — 15.556 à 560 — 15.621 à 625 — 15.696 à 700 — 15.916 à 920 — 19.941 à 945 — 20.421 à 425 — 20.611 à 615 — 21.066 à 070 — 21.976 à 980 — 22.546 à 550.

La liste récapitulative des obligations sorties aux précédents tirages et non présentées au remboursement a été publiée dans le numéro du *Journal officiel* du 9 juin 1942, page n° 2016 (12).

Centrale Thermique de l'Adour

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 12.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL:

68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, PARIS

R. C.: Seine 240088 B.

AMORTISSEMENT 1943

Tirage du 6 novembre 1942.

OBLIGATIONS DE 5.000 FRANCS 1 0/0 1934-1936

Soixante-trois obligations remboursables à 5.000 fr., à partir du 1er janvier 1943, avec le coupon du 1er juillet 1943 attaché.

2	35	53	72	92	95	124	139
147	165	210	220	252	312	320	332
348	376	399	435	439	455	549	551
577	601	649	683	695	700	714	726
728	787	821	870	889	927	933	962
1.001	1.007	1.062	1.080	1.119	1.178	1.202	1.250
1.256	1.284	1.299	1.306	1.332	1.339	1.431	1.525
1.557	1.575	1.584	1.701	1.707	1.746		

Numéros des obligations restant à rembourser.

Amortissement 1941.

Remboursables à 5.000 fr., coupon 1er juillet 1941 attaché.

879	912	921	941	972	1.018	1.034	1.077
1.133	1.138	1.148	1.149	1.165	1.236	1.245	1.260
1.496	1.519	1.552	1.558	1.572	1.600	1.642	

Amortissement 1942.

Remboursables à 5.000 fr., coupon 1er juillet 1942 attaché.

915	979	1.027	1.081	1.103	1.118	1.198	1.241
1.251	1.297	1.335	1.389	1.392	1.398	1.399	1.424
1.444	1.479	1.502	1.517	1.535	1.538	1.593	1.603
1.615	1.632	1.640	1.643	1.647	1.656	.1659	

Le remboursement des obligations sorties tant au tirage de 1942 qu'aux tirages antérieurs s'effectue soit à Paris, 68, rue du Faubourg-Saint-Honoré, soit à Lyon, 5, place Jules-Ferry.

Le conseil d'administration.

VILLE DE PARIS

EMPRUNT MUNICIPAL DE 1876

Liste des 13 numéros sortis au 264e tirage du 10 novembre 1942 et donnant droit aux lots ci-après:

N° 243.927: **100.000** fr.

N° 246.163: **10.000** fr.

N° 100.128: **5.000** fr.

10 autres remboursés chacun par **1.000** fr.:

21.200	30.394	82.154	91.361	95.955
131.560	157.470	202.433	213.371	217.020

Le payement des lots aura lieu à l'Hôtel de Ville à partir du 25 novembre 1942.

Les amortis antérieurs ont paru au *Journal officiel* du 23 juin 1942.

Compagnie du Chemin de Fer Franco-Ethiopien DE

DJIBOUTI A ADDIS-ABEBA

Tirage du 16 novembre 1942 effectué à la Banque de l'Indochine, 96, boulevard Haussmann, à Paris.

Emission de 151.775 obligations 3 1/2 0/0 de 400 fr., jouissant de la garantie de l'Etat français (loi du 3 avril 1909) sur lesquelles 8.554 obligations ne sont pas créées.

Liste des numéros des 684 obligations sorties.

(TRENTIÈME TIRAGE)

69	83	254	517	1.125	1.290
1.758	2.024	2.039	2.098	2.866	2.965
3.870	4.638	4.694	4.705	4.721	5.274
6.272	6.496	6.554	6.712	7.170	7.736
7.793	7.800	7.865	8.236	8.602	8.702
8.738	8.876	9.024	9.025	9.286	9.502
9.785	9.897	10.239	10.351	10.463	10.634
10.986	11.736	11.861	12.281	12.558	12.569
12.610	12.994	13.150	13.412	14.011	14.093
14.239	14.291	14.342	14.519	14.693	14.698
14.931	15.220	15.454	16.073	16.360	17.172
17.236	17.262	17.383	17.886	18.004	18.077
18.169	18.398	18 474	18.843	19.279	19.365
19.671	19.932	19.950	20.807	20.982	21.028
21.203	21.806	22.003	22.020	22.151	22.306
22.381	23.005	23.076	23.161	23.311	23.599
23.794	23.887	23.914	23.919	24.033	24.062
24.437	24.563	24.737	25.164	25.420	25.701
26.327	26.486	26.751	26.788	26.826	27.246
27.504	27.721	27.742	27.974	28.395	28.990
29.003	29.298	29.353	29.540	29.884	29.891
29.905	30.040	30.099	30.436	30.716	30.819
30.928	31.000	31.110	31.553	31.699	31.999
32.256	32.311	32.457	32.77[illegible]	32.783	32.790
32.857	33.061	33.305	33.448	33,786	33.867
33.952	34.137	34.362	34.564	34.579	34.911
34.953	34.971	35.346	35.830	36.040	36.251
36.299	36.812	37.110	37.121	37.164	37.574
37.800	37.806	37.857	37.920	38.211	38.684
38.847	38.966	39.213	39.244	39.409	39.517
40.178	40.368	41.516	41.741	41.835	41.972
42.444	42.732	42.738	42.862	42.933	43.256
43.387	43.898	43.918	44.014	44.069	45.391
45.611	45.787	45.798	45.802	46.163	46.571
47.114	47.486	47.854	48.069	48.199	48.350
48.542	48.619	48.817	49.041	49.250	49.495
49.617	49.765	50.117	50.161	50.313	50.417
50.704	50.775	51.018	51.107	51.241	51.342
51.371	51.483	51.624	51.712	51.909	52.028
52.533	52.654	52.811	52.994	53.059	53.180
53.349	53.378	53.692	53.805	54.166	54.174
54.421	54.876	55.070	55.292	55.743	56.459
57.005	57.419	57.541	57.609	57.781	57.814
58.012	58.184	58.192	58.424	58.990	59.048
59.090	59.120	59.282	59.611	59.619	59.691
60.092	60.260	60.743	60.913	60.975	61.087
61.356	61.364	61.421	61.713	62.424	62.450
62.486	62.542	62.744	63.112	63.188	63.400
63.786	63.916	64.029	64.988	65.042	65.675
66.623	66.907	67.277	67.526	67.781	67.874
68.004	68.013	68.492	68.672	68.681	69.080
69.219	69.348	69.394	69.475	69.717	69.833
71.489	71.513	71.596	72.250	72.848	72.872
73.324	73.367	74.016	74.043	74.096	74.144
74.858	74.877	76.[illegible]	76.[illegible]	77.[illegible]	77.375
77 418	77.425	77.459	78.039	78.069	78.189
78.206	78.209	78.277	78.649	78.837	79.132
79.325	79.392	79.573	79.578	79.921	80.116
80.498	80.532	80.796	81.010	81.013	81.480
81.518	81.810	81.884	82.053	82.582	83.184
83.334	83.815	83.926	84.555	84.573	84.746
84 904	84.975	85.055	85.825	85.991	86.440
86.624	86.682	87.195	87.559	88.461	88.536
88.684	88.715	88.[illegible]	8[illegible]	88.[illegible]2	89.027
89.124	89.165	89.387	89.425	89.585	90.155
90.490	90.922	91.009	91.045	91.182	91.557
91.568	91.599	91.652	92.049	92.111	92.132
92.286	92.549	92.632	92.703	92.729	93.375
93.827	94.151	94.178	94.305	94.316	94.469
95.199	95.543	95.832	95.876	95.923	96.084
96.086	96.372	96.376	96.487	96.540	96.581
96.678	96.698	96.766	96.904	96.942	97.076
97.569	98.499	99.273	99.348	99.375	99.614
100.186	100.429	100.582	100.644	100.645	100.671
100.886	100.903	101.252	101.549	101.623	102.275
102.299	102.416	102.726	102.800	102.822	102.933
102.989	103.150	103.242	103.385	103.410	103.704
103.852	103.913	104.355	104.479	104.660	104.901
105.002	105.203	105.508	105.668	105.701	106.196
106.688	106.888	107.343	107.696	107.977	107.997
108.026	108.287	108.763	108.781	108.782	108.833
108.936	109.340	109.345	109.373	109.424	109.651
109.795	110.062	110.293	111.045	111.257	111.777
111.850	112.230	112.404	112.511	1[illegible]	113.130
113.193	113.542	113.676	113.699	113.779	114.010
114.027	114.076	114.081	114.284	114.3[illegible]1	114.[illegible]
114.519	114.590	114.815	115.251	115.777	116.168
116.562	116.572	116.947	117.148	117.271	117.322
117.629	117.931	118.150	118.[illegible]	11[illegible]	119.342
119.473	119.569	119.664	119.848	120.006	120.195
120.457	120.584	120.887	12[illegible]	121.65[illegible]	12[illegible]
122.625	122.639	122.762	122.784	122.844	122.946
123.398	123.455	123.458	123.544	123.588	123.633
123.827	123.997	124.045	124.201	124.241	124.372
124.608	124.806	124.947	125.575	125.592	126.097
126.490	126.935	127.012	127.641	127.648	128.188
128.310	128.395	128.826	128.830	129.381	129.473
130.001	130.396	130.508	130.707	131.027	131.082
131.777	132.612	132.653	132.911	133.255	133.315
133.771	133.831	134.649	134.797	134.883	134.893
135.261	135.264	135.365	135.491	135.687	136.227
136.485	136.776	137.139	137.140	137.244	137.685
137.896	138.150	138.596	138.729	139.545	139.682
139.966	140.030	140.451	140.875	141.442	141.599
141.888	141.992	141.994	141.997	142.339	142.477
142.698	142.729	142.869	143.110		

Les numéros ci-dessous font partie des 8.554 obligations non émises.

143.543	143.610	143.940	144.545	144.687	144.780
144.996	145.054	145.237	145.240	145.332	145.549
145.573	146.155	146.304	146.424	146.512	146.652
146.788	146.877	147.061	147.103	147.194	147.275
147.376	147.619	147.809	148.087	148.089	148.158
148.271	148.352	148.595	148.737	148.744	148.801
149.025	149.433	149.454	149.482	149.825	149.991
150.048	150.205	150.940	151.147	151.188	151.279
151.320	151.354				

Obligations amorties aux précédents tirages et restant à rembourser au 16 novembre 1942.

2.091	2.280	2.325	2.711	2.726	3.203
3.228	3.756	4.217	4.319	4.434	4.767
6.007	6.016	6.058	6.148	6.567	6.649
6.660	6.781	7.143	7.243	7.292	7.344
7.450	7.502	7.873	8.443	8.465	8.501
8.673	10.400	10.865	11.139	11.584	11.587
12.488	12.611	12.989	13.017	13.567	13.696
13.922	15.056	15.366	15.791	15.812	15.936
16.494	16.539	16.544	16.679	16.805	16.919
17.320	17.729	18.019	18.086	18.360	18.475
18.555	20.374	20.473	20.641	20.644	20.681
20.917	21.008	21.012	21.026	21.051	21.123
21.316	21.863	21.886	22.336	22.355	22.512
22.565	22.737	22.890	23.114	23.604	23.607
24.019	25.848	25.927	26.044	26.919	27.657
27.686	28.046	28.170	28.503	29.435	29.473
29.514	29.516	29.519	29.527	29.691	29.746
30.028	30.128	30.167	30.196	30.717	30.995
31.159	31.415	34.196	34.925	34.950	35.184
35.280	35.702	35.709	35.885	36.105	36.702
37.050	37.145	37.475	40.009	40.214	40.268
40.291	40.381	40.462	40.485	40.982	40.983
41.003	41.088	41.409	41.487	42.317	43.160
43.407	43.481	43.529	43.581	43.685	44.328
44.347	44.736	44.910	45.062	45.364	45.584
45.763	45.770	45.990	46.121	46.379	46.391
46.817	46.949	47.055	47.416	47.425	48.132
48.157	48.292	48.602	48.635	48.685	48.721
48.752	48.830	49.705	50.181	50.483	50.686
50.693	50.783	51.319	51.463	51.591	51.682
51.776	52.004	52.011	52.287	52.346	52.530
52.545	52.817	52.879	53.754	54.257	55.328
55.597	55.800	55.841	56.228	56.439	56.704
57.042	57.222	57.827	58.019	58.025	58.183
58.308	58.476	58.644	58.906	59.070	59.483
59.489	59.593	59.861	59.983	59.992	60.126
60.328	62.220	62.317	62.627	62.782	62.359
63.512	64.017	64.850	64.924	65.227	65.403
65.658	66.112	66.2[illegible]3	66.332	66.539	66.577
66.589	66.604	66.740	67.030	67.241	67.327
67.477	67.734	67.735	68.068	68.269	68.476
68 515	68.667	68.922	69.628	69.912	69.974
70.398	70.621	70.868	70.900	71.106	71.175
71.177	71.342	71.782	72.013	72.477	72.654
73.013	73.157	73.450	73.773	73.974	73 994
74.525	74.528	74.636	74.655	74.692	74.794
74.895	75.081	75.243	75.529	75.568	75.964
76.479	76.939	76.983	76.991	77.404	77.536
77.869	77.874	77.911	77.916	78.024	78.337
78.947	79.213	79.855	79.922	80.132	80.539
80.596	80.767	80.785	81.023	81.025	81.029
81.105	81.528	81.652	81.956	82.261	82.414
82.772	83.060	83.682	84.328	84.460	84.568
85.507	85.528	85.569	86.768	87.037	87.044
87.166	87.175	87.449	88.044	88.082	88.139
88.412	88.446	88.656	89.236	89.279	89.403
89 539	89.707	90.005	90.460	90.513	90.596
91.400	91.698	91.839	92.020	92.260	92.354
92.469	92.821	92.847	92.959	93.256	93.301
93.479	93.533	93.663	94.031	94.106	94.345
94.447	94.451	94.741	94.798	94.826	95.532
95.613	95.854	95.933	95.998	96.858	96.887
96.927	96.982	97.205	99.515	99.696	99.754
100.227	100.259	100.344	102.147	102.159	102.174
102 249	102.567	102.692	102.745	102.748	102.751
103.063	103.249	103.765	104.773	105.663	105.971
106.077	106.868	106.936	107.111	107.518	107.542
107.980	108.061	108.606	108.734	108.812	108.827
108.836	109.080	109.169	109.331	109.409	109.435
110.055	110.736	110.772	110.867	110.956	111.044
111.425	111.427	111.445	112.310	112.987	113.998
114.362	114.364	114.415	114.503	114.939	116.347
116.679	117.176	117.333	117.376	117.599	117.654
117.835	117.973	117.984	118.195	118.328	118.427
118.504	118.563	118.588	118.790	119.293	119.460
119.748	119.916	120.284	120.626	120.693	120 997
121.718	122.359	122.469	126.041	126.133	126.386
126.517	126 588	126.681	127.055	127.477	127.903
128.030	128.045	128.430	128.773	128.820	128.885
129.079	129.237	129.300	134.129	134.137	134.289
134 361	134.391	135.085	135.257	135.278	135.460
135.616	135.894	137.209	137.273	137.778	138 322
138.419	139.070	139.075	140.860	141.090	141.363
141.535	141.637	141.849	141.967	142.784	

Le remboursement des obligations sorties au tirage du 16 novembre 1942 sera effectué à partir du 15 décembre 1942 aux caisses des établissements ci-après:

Banque de l'Indochine;
Banque de l'Union parisienne;
Banque de Paris et des Pays-Bas;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie;
Comptoir national d'escompte de Paris;
Crédit lyonnais;
Sté Gle de crédit industriel et commercial;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France.

Le payement des coupons a lieu aux caisses des établissements précités.

SOCIÉTÉ NANTAISE D'ÉLECTRICITÉ

TABLEAU D'AMORTISSEMENT

en 30 ans, par séries de 10 titres, des 10.000 obligations 4 0/0 de 5.000 fr. émises en 1942.

NUMÉROS d'ordre des tirages.	DATES des remboursements.	NOMBRE DE TITRES en circulation.	NOMBRE DE TITRES à amortir à chaque tirage.
1	1er novembre 1943...	10.000	180
2	— 1944...	9.820	180
3	— 1945...	9.640	190
4	— 1946...	9.450	200
5	— 1947...	9.250	210
6	— 1948...	9.040	220
7	— 1949...	8.820	230
8	— 1950...	8 590	240
9	— 1951...	8.350	240
10	— 1952...	8.110	250
11	— 1953...	7.860	260
12	— 1954...	7.600	270
13	— 1955...	7.330	290
14	— 1956...	7.040	300
15	— 1957...	6.740	310
16	— 1958...	6.430	320
17	— 1959...	6.110	330
18	— 1960...	5.780	350
19	— 1961...	5.430	360
20	— 1962...	5.070	380
21	— 1963...	4.690	390
22	— 1964...	4.300	410
23	— 1965...	3.890	420
24	— 1966...	3.470	440
25	— 1967...	3.030	460
26	— 1968...	2.570	470
27	— 1969...	2.100	490
28	— 1970...	1.610	510
29	— 1971...	1.100	540
30	— 1972...	560	560
			10.000

SOCIETE FONCIERE
DE LA
NOUVELLE VILLE DE RUNGIS
36, AVENUE DE MESSINE, PARIS

Numéros des 2.074 obligations 4 1/2 0/0 1931 sorties au tirage du 3 novembre 1942, formant avec les obligations rachetées en Bourse la quantité de titres à amortir le 1er décembre 1942.

21	25	63	85	99	102	112
113	116	135	136	137	141	143
156	165	166	172	183	194	218
225	231	240	261	271	282	289
293	294	296	297	335	336	345
349	359	368	396	401	437	440
463	476	488	491	509	523	539
545	547	554	560	571	575	583
629	632	633	649	649	671	710
745	751	761	765	770	781	784
799	800	803	811	814	818	831
852	860	864	867	882	897	916
935	949	945	966	984	986	989
1.008	1.037	1.039	1.040	1.043	1.056	1.080
1.083	1.085	1.116	1.136	1.113	1.144	1.155
1.157	1.175	1.179	1.188	1.190	1.192	1.217
1.235	1.251	1.253	1.255	1.258	1.285	1.294
1.319	1.320	1.321	1.322	1.325	1.387	1.404
1.409	1.410	1.415	1.429	1.430	1.435	1.451
1.457	1.469	1.470	1.481	1.483	1.485	1.487
1.500	1.521	1.528	1.534	1.546	1.552	1.555
1.562	1.573	1.574	1.584	1.585	1.587	1.597
1.602	1.603	1.646	1.647	1.651	1.658	1.659
1.691	1.693	1.706	1.713	1.714	1.722	1.730
1.740	1.749	1.751	1.752	1.754	1.755	1.757
1.759	1.775	1.780	1.782	1.793	1.795	1.804
1.805	1.806	1.829	1.841	1.848	1.850	1.863
1.867	1.870	1.882	1.903	1.904	1.907	1.909
1.913	1.917	1.923	1.930	1.958	1.967	1.975
1.976	1.978	1.981	1.982	1.984	1.988	2.005
2.006	2.009	2.011	2.012	2.029	2.031	2.034
2.035	2.059	2.079	2.095	2.109	2.110	2.136
2.144	2.147	2.150	2.162	2.171	2.173	2.195
2.199	2.216	2.218	2.235	2.241	2.248	2.254
2.255	2.268	2.281	2.291	2.304	2.316	2.318
2.320	2.326	2.335	2.339	2.345	2.347	2.370
2.375	2.387	2.391	2.428	2.429	2.441	2.450
2.455	2.459	2.464	2.472	2.479	2.495	2.498
2.499	2.546	2.536	2.538	2.546	2.547	2.585
2.591	2.618	2.625	2.632	2.634	2.641	2.650
2.663	2.673	2.686	2.712	2.721	2.736	2.745
2.753	2.784	2.804	2.806	2.809	2.821	2.833
2.835	2.837	2.840	2.842	2.848	2.869	2.880
2.896	2.919	2.937	2.938	2.945	2.967	3.006
3.009	3.024	3.023	3.030	3.088	3.097	3.098
3.111	3.123	3.126	3.207	3.211	3.214	3.216
3.233	3.236	3.320	3.322	3.440	3.441	3.548
3.549	3.521	3.532	3.592	3.600	3.643	3.647
3.673	3.682	3.729	3.738	3.750	3.754	3.755
3.765	3.773	3.778	3.781	3.785	3.792	3.795
3.843	3.859	3.899	4.113	4.133	4.145	4.150
4.153	4.164	4.171	4.190	4.208	4.214	4.295
4.317	4.513	4.514	4.517	4.525	4.536	4.555
5.098	5.233	5.262	5.265	5.276	5.282	5.291
5.305	5.321	5.363	5.379	5.384	5.440	5.505
5.525	5.595	5.597	5.623	5.632	5.728	5.746
5.751	5.792	5.796	5.815	5.886	5.923	5.975
6.092	6.095	6.106	6.154	6.159	6.408	6.409
6.541	6.551	6.623	6.625	6.632	6.651	6.692
6.700	6.707	6.708	6.766	6.772	6.787	6.845
6.850	6.863	6.875	6.880	6.883	6.894	6.913
6.929	7.041	7.061	7.065	7.091	7.103	7.109
7.125	7.144	7.146	7.153	7.155	7.158	7.164
7.171	7.185	7.225	7.226	7.344	7.375	7.378
7.379	7.391	7.410	7.517	7.826	7.850	7.860
7.864	7.923	7.924	7.959	7.985	7.991	8.085
8.090	8.123	8.194	8.234	8.236	8.309	8.338
8.351	8.354	8.361	8.365	8.370	8.416	8.421
8.490	8.501	8.652	8.660	8.666	8.691	8.709
8.710	8.714	8.776	8.796	8.855	8.912	8.913
8.918	8.927	8.970	9.069	9.088	9.116	9.117
9.143	9.194	9.200	9.202	9.211	9.227	9.482
9.485	9.487	9.495	9.498	9.505	9.513	9.524
9.530	9.550	9.632	9.636	9.640	9.694	9.703
9.706	9.798	9.991	10.067	10.102	10.109	10.175
10.177	10.181	10.238	10.286	10.306	10.311	10.341
10.342	10.353	10.392	10.402	10.409	10.421	10.475
10.544	10.545	10.597	10.647	10.650	10.718	10.751
10.807	10.838	10.886	10.889	10.892	10.961	10.970
10.982	11.003	11.016	11.024	11.027	11.040	11.045
11.055	11.061	11.066	11.068	11.084	11.085	11.108
11.109	11.113	11.117	11.126	11.130	11.139	11.166
11.170	11.207	11.244	11.288	11.342	11.343	11.345
11.381	11.448	11.455	11.476	11.561	11.578	11.601
11.602	11.605	11.607	11.609	11.630	11.648	11.660
11.698	11.753	11.759	11.798	11.801	11.803	11.827
11.952	11.967	11.968	11.976	12.013	12.016	12.096
12.105	12.107	12.115	12.147	12.155	12.162	12.268
12.283	12.286	12.297	12.337	12.364	12.414	12.425
12.426	12.438	12.444	12.448	12.592	12.605	12.735
12.742	12.764	12.816	12.837	12.841	12.904	12.938
12.977	13.042	13.058	13.072	13.074	13.078	13.087
13.134	13.138	13.140	13.143	13.144	13.153	13.158
13.170	13.172	13.232	13.244	13.248	13.295	13.429
13.430	13.431	13.446	13.449	13.452	13.463	13.519
13.525	13.594	13.595	13.596	13.599	13.660	13.661
13.684	13.746	13.785	13.833	13.844	13.848	14.046
14.049	14.093	14.102	14.224	14.257	14.260	14.265
14.268	14.277	14.287	14.323	14.464	14.671	14.675
14.723	14.764	14.766	14.788	14.791	14.793	14.796
14.805	14.807	14.826	14.835	14.841	14.889	14.898
14.899	14.902	14.911	15.063	15.065	15.076	15.092
15.094	15.099	15.124	15.125	15.247	15.249	15.251
15.256	15.266	15.270	15.507	15.553	15.560	15.626
15.823	16.084	16.085	16.089	16.121	16.138	16.141
16.315	16.321	16.322	16.327	16.385	16.398	16.400
16.419	16.420	16.429	16.472	16.473	16.497	16.526
16.539	16.550	16.565	16.573	16.598	16.609	16.622
16.633	16.676	16.711	16.715	16.717	16.725	16.729
16.750	16.784	16.785	16.791	16.794	16.819	16.822
16.831	16.832	16.833	16.843	16.850	16.857	16.890
16.951	16.961	16.963	17.076	17.206	17.244	17.303
17.361	17.368	17.369	17.385	17.453	17.463	17.508
17.551	17.594	17.679	17.698	17.711	17.736	17.740
17.749	17.758	17.776	17.780	17.792	17.808	17.816
17.825	17.835	17.875	17.876	17.877	17.879	17.888
17.890	17.905	17.913	17.949	17.984	18.057	18.061
18.067	18.095	18.111	18.169	18.266	18.283	18.288
18.290	18.293	18.402	18.424	18.427	18.431	18.448
18.455	18.463	18.468	18.518	18.547	18.551	18.590
18.592	18.676	18.687	18.689	18.700	18.703	18.707
18.724	18.730	18.731	18.768	18.783	18.912	18.986
19.019	19.055	19.057	19.082	19.095	19.100	19.110
19.180	19.191	19.376	19.382	19.384	19.422	19.463
19.548	19.567	19.568	19.576	19.582	19.584	19.592
19.650	19.657	19.665	19.667	19.705	19.730	19.762
19.822	19.905	19.945	19.976	20.018	20.021	20.022
20.082	20.114	20.115	20.146	20.243	20.254	20.322
20.342	20.344	20.348	20.634	20.652	20.660	20.666
20.673	20.676	20.715	20.753	20.794	20.812	20.815
20.822	20.854	20.912	20.965	20.988	20.993	21.024
21.031	21.054	21.096	21.098	21.142	21.184	21.190
21.227	21.229	21.290	21.357	21.391	21.392	21.397
21.402	21.406	21.410	21.433	21.472	21.522	21.593
21.599	21.609	21.654	21.702	21.743	21.720	21.726
21.729	21.910	21.914	21.960	21.996	21.998	22.151
22.178	22.186	22.218	22.252	22.254	22.292	22.307
22.309	22.312	22.322	22.357	22.423	22.426	22.433
22.437	22.438	22.473	22.480	22.486	22.489	22.516
22.592	22.678	22.726	22.755	22.758	22.982	22.983
22.994	23.111	23.197	23.205	23.258	23.260	23.261
23.293	23.306	23.315	23.346	23.317	23.329	23.346
23.356	23.377	23.385	23.397	23.403	23.481	23.501
23.504	23.507	23.521	23.588	23.621	23.624	23.647
23.793	23.851	23.858	23.868	23.884	23.916	23.925
24.135	24.136	24.171	24.274	24.276	24.278	24.280
24.309	24.312	24.353	24.366	24.375	24.416	24.432
24.450	24.616	24.633	24.716	24.718	24.733	24.760
24.769	24.796	24.806	24.824	24.837	24.841	24.889
24.896	24.974	24.984	24.986	25.109	25.127	25.129
25.139	25.206	25.210	25.547	25.551	25.560	25.590
25.593	25.594	25.607	25.625	25.682	25.689	25.750
25.763	25.810	25.827	25.879	25.928	26.005	26.058
26.141	26.165	26.220	26.389	26.423	26.528	26.558
26.572	26.746	26.749	26.938	26.981	26.986	27.012
27.046	27.047	27.052	27.116	27.125	27.252	27.254
27.255	27.287	27.346	27.422	27.479	27.550	27.556
27.560	27.562	27.624	27.686	27.722	27.742	27.745
27.795	27.797	27.831	27.836	27.864	27.865	27.927
27.933	27.945	27.963	28.002	28.004	28.006	28.029
28.203	28.239	28.241	28.260	28.264	28.266	28.271
28.274	28.353	28.394	28.483	28.492	28.557	28.590
28.602	28.609	28.644	28.646	28.655	28.797	28.798
28.805	28.837	28.888	28.890	28.903	28.964	28.967
28.979	29.007	29.016	29.022	29.094	29.125	29.454
29.459	29.167	29.170	29.171	29.172	29.175	29.202
29.215	29.224	29.230	29.269	29.332	29.398	29.407
29.429	29.442	29.447	29.453	29.476	29.518	29.631
29.633	29.637	29.719	29.722	29.724	29.756	29.758
29.763	29.770	29.773	29.787	29.789	29.858	29.864
29.905	29.908	29.914	29.978	30.000	30.141	30.156
30.158	30.203	30.235	30.251	30.274	30.279	30.326
30.329	30.365	30.376	30.401	30.418	30.431	30.432
30.440	30.450	30.518	30.596	30.597	30.602	30.739
30.767	30.828	30.833	30.836	30.871	30.897	30.914
31.015	31.065	31.076	31.078	31.095	31.139	31.140
31.155	31.165	31.182	31.214	31.310	31.321	31.324
31.328	31.373	31.491	31.495	31.499	31.513	31.537
31.538	31.605	31.730	31.781	31.797	31.833	31.834
31.875	31.879	31.882	31.991	32.031	32.101	32.194
32.146	32.149	32.161	32.181	32.268	32.566	32.569
32.670	32.693	32.754	32.755	32.766	32.794	32.802
32.850	32.859	32.892	32.903	32.907	32.941	32.943
32.988	32.990	33.038	33.093	33.095	33.129	33.256
33.285	33.327	33.472	33.475	33.493	33.641	33.658
33.697	33.700	33.702	33.706	33.736	33.778	33.832
33.851	33.884	33.963	33.968	34.018	34.032	34.046
34.068	34.086	34.094	34.114	34.195	34.209	34.214
34.215	34.231	34.312	34.313	34.314	34.346	34.357
34.376	34.383	34.399	34.417	34.418	34.441	34.461
34.462	34.476	34.596	34.599	34.687	34.689	34.733
34.917	34.925	34.929	34.934	34.951	34.955	34.972
35.064	35.097	35.122	35.123	35.142	35.273	35.274
35.309	35.329	35.334	35.335	35.388	35.406	35.529
35.562	35.573	35.730	35.785	35.838	35.956	35.979
35.981	36.060	36.106	36.119	36.137	36.138	36.201
36.211	36.260	36.374	36.415	36.475	36.476	36.491
36.492	36.495	36.498	36.499	36.503	36.506	36.523
36.536	36.540	36.549	36.554	36.578	36.583	36.613
36.648	36.652	36.667	36.728	36.796	36.817	36.848
36.860	36.906	36.916	36.919	36.924	37.182	37.192
37.193	37.194	37.253	37.258	37.259	37.266	37.271
37.273	37.278	37.281	37.304	37.320	37.322	37.346
37.350	37.375	37.380	37.384	37.469	37.470	37.516
37.518	37.579	37.582	37.591	37.611	37.619	37.621
37.645	37.677	37.726	37.755	37.757	37.791	37.797
37.847	37.872	37.888	37.893	37.902	37.912	37.919
37.930	37.934	37.940	37.946	37.951	37.953	37.962
37.963	37.968	38.014	38.045	38.095	38.130	38.134
38.161	38.225	38.294	38.318	38.350	38.364	38.397
38.398	38.416	38.432	38.460	38.482	38.494	38.496
38.519	38.524	38.553	38.566	38.579	38.671	38.691
38.702	38.703	38.765	38.766	38.772	38.791	38.843
38.853	38.866	38.890	38.906	38.926	38.939	38.940
38.963	38.966	38.967	38.968	39.016	39.018	39.047
39.174	39.190	39.194	39.230	39.232	39.276	39.278
39.300	39.322	39.326	39.343	39.344	39.346	39.318
39.370	39.372	39.452	39.453	39.466	39.491	39.499
39.661	39.664	39.673	39.682	39.695	39.811	39.817
39.820	39.824	39.844	39.852	39.863	39.875	39.879
39.993	39.996	40.045	40.051	40.078	40.085	40.115
40.126	40.130	40.133	40.173	40.176	40.178	40.229
40.254	40.293	40.295	40.296	40.306	40.366	40.403
40.406	40.445	40.449	40.450	40.476	40.479	40.487
40.498	40.502	40.512	40.513	40.534	40.537	40.552
40.650	40.667	40.681	40.684	40.697	40.700	40.760
40.763	40.769	40.778	40.790	40.806	40.817	40.844
40.856	40.936	40.950	40.956	40.958	40.976	40.980
41.054	41.060	41.170	41.179	41.208	41.214	41.219
41.225	41.229	41.247	41.270	41.273	41.295	41.332
41.375	41.381	41.384	41.428	41.441	41.464	41.468
41.502	41.582	41.587	41.671	41.694	41.707	41.721
41.722	41.723	41.731	41.745	41.769	41.772	41.785
41.789	41.850	41.857	41.890	41.932	41.942	41.948
41.950	41.951	41.952	41.953	41.964	42.053	42.076
42.092	42.097	42.098	42.137	42.139	42.141	42.304
42.305	42.366	42.380	42.601	42.642	42.680	42.682
42.685	42.698	42.726	42.731	42.782	42.820	42.875
42.876	42.887	42.903	42.904	42.927	42.981	42.982
43.019	43.034	43.045	43.055	43.057	43.070	43.080
43.084	43.100	43.116	43.118	43.121	43.202	43.261
43.305	43.325	43.367	43.418	43.427	43.567	43.569
43.573	43.601	43.617	43.645	43.649	43.657	43.672
43.700	43.756	43.786	43.794	43.797	43.804	43.842
43.822	43.829	43.853	44.004	44.046	44.081	44.085
44.088	44.095	44.114	44.174	44.259	44.281	44.293
44.337	44.346	44.352	44.372	44.377	44.384	44.409
44.415	44.486	44.502	44.506	44.513	44.547	44.649
44.826	44.840	44.860	44.862	44.937	44.968	44.976
44.987	45.006	45.026	45.027	45.029	45.034	45.035
45.055	45.129	45.148	45.156	45.158	45.195	45.201
45.241	45.262	45.280	45.293	45.305	45.338	45.369
45.394	45.420	45.486	45.491	45.509	45.543	45.546
45.574	45.682	45.703	45.713	45.736	45.741	45.770
45.772	45.776	45.863	45.866	45.903	45.910	45.928
45.931	45.933	45.962	46.015	46.044	46.046	46.047
46.048	46.052	46.069	46.070	46.094	46.196	46.226
46.296	46.317	46.361	46.372	46.379	46.410	46.433
46.620	46.672	46.684	46.690	46.697	46.759	46.892
46.901	46.909	46.922	46.929	46.972	46.992	46.998
47.024	47.046	47.057	47.069	47.072	47.111	47.114
47.161	47.170	47.171	47.237	47.287	47.291	47.333
47.334	47.336	47.416	47.421	47.429	47.496	47.501
47.519	47.531	47.573	47.584	47.600	47.678	47.693
47.709	47.720	47.722	47.724	47.744	47.765	47.797
47.817	47.845	47.861	47.908	47.913	47.968	47.997
48.028	48.076	48.082	48.084	48.107	48.192	48.201
48.241	48.290	48.308	48.312	48.334	48.377	48.411
48.412	48.549	48.550	48.555	48.578	48.617	48.640
48.645	48.710	48.742	48.747	48.803	48.805	48.816
48.842	48.844	48.859	48.867	48.901	48.904	48.910
48.917	48.920	48.957	48.965	49.029	49.062	49.136
49.145	49.147	49.155	49.158	49.191	49.217	49.219
49.230	49.268	49.350	49.352	49.370	49.407	49.408
49.421	49.436	49.464	49.468	49.469	49.484	49.486
49.487	49.492	49.514	49.538	49.544	49.554	49.556
49.594	49.614	49.630	49.695	49.716	49.743	49.763
49.771	49.782	49.806	49.814	49.825	49.987	50.045
50.050	50.069	50.096	50.112	50.113	50.163	50.178
50.181	50.213	50.234	50.235	50.259	50.261	50.307
50.309	50.314	50.349	50.356	50.398	50.403	50.406
50.418	50.440	50.446	50.465	50.489	50.495	50.679
50.684	50.685	50.693	50.707	50.717	50.760	50.765
50.803	50.809	50.817	50.845	50.857	50.858	50.946

50.963	50.978	51.050	51.067	51.126	51.143	51.255
51.257	51.260	51.289	51.301	51.336	51.366	51.369
51.372	51.373	51.419	51.420	51.453	51.455	51.493
51.510	51.511	51.527	51.528	51.532	51.537	51.560
51.621	51.634	51.654	51.751	51.753	51.789	51.821
51.830	51.878	51.880	51.882	51.883	51.920	51.975
52.014	52.022	52.041	52.060	52.109	52.110	52.167
52.261	52.268	52.271	52.288	52.435	52.454	52.529
52.540	52.639	52.641	52.642	52.651	52.688	52.692
52.702	52.752	52.758	52.768	52.793	52.880	52.886
52.908	52.931	52.949	52.950	52.964	53.024	53.073
53.088	53.096	53.100	53.111	53.128	53.132	53.444
53.212	53.219					

Les 23 numéros ci-après:

12.383	14.890	16.541	18.557	18.701	29.401	32.244
32.631	33.030	33.189	33.655	34.102	34.353	37.460
38.050	39.402	40.127	44.971	45.233	45.515	46.034
48.273	52.703					

remplacent les numéros:

7.447	11.649	11.674	13.810	17.862	18.585	21.638
28.033	31.754	32.415	33.334	38.869	39.200	40.570
42.776	42.779	42.871	46.671	47.240	48.306	48.730
48.731	48.735					

indiqués à tort sur la liste de mai 1942.

Numéros restant à rembourser.

49	50	60	68	69	72	74
98	101	123	127	146	157	161
180	181	184	192	198	240	235
237	242	249	250	252	253	272
280	286	292	309	358	361	369
376	381	385	389	400	408	410
414	419	426	433	445	451	457
459	464	475	483	501	517	555
570	597	600	602	605	610	611
621	652	653	654	655	663	667
672	717	732	737	742	755	769
782	794	796	809	819	821	824
844	848	861	898	932	949	959
969	991	996	997	1.009	1.054	1.055
1.070	1.072	1.082	1.084	1.087	1.088	1.089
1.111	1.118	1.133	1.139	1.145	1.158	1.165
1.181	1.185	1.191	1.197	1.199	1.203	1.211
1.230	1.232	1.240	1.254	1.275	1.280	1.284
1.289	1.300	1.314	1.323	1.324	1.326	4.332
1.359	1.364	1.381	1.394	1.406	1.414	1.419
1.460	1.477	1.489	1.498	1.514	1.517	1.520
1.524	1.537	1.540	1.558	1.569	1.570	1.581
1.588	1.589	1.609	1.629	1.631	1.638	1.653
1.655	1.660	1.664	1.670	1.671	1.680	1.697
1.705	1.725	1.736	1.753	1.802	1.807	1.816
1.851	1.868	1.876	1.877	1.886	1.902	1.915
1.918	1.924	1.926	1.938	1.957	1.960	1.961
1.971	1.983	1.994	1.996	2.015	2.018	2.032
2.033	2.036	2.038	2.046	2.067	2.070	2.082
2.087	2.090	2.098	2.105	2.149	2.151	2.154
2.166	2.179	2.198	2.201	2.202	2.224	2.238
2.273	2.276	2.284	2.285	2.292	2.296	2.297
2.305	2.353	2.355	2.356	2.369	2.377	2.381
2.417	2.422	2.437	2.438	2.445	2.462	2.488
2.489	2.506	2.519	2.530	2.531	2.548	2.554
2.569	2.573	2.581	2.583	2.587	2.599	2.606
2.608	2.627	2.629	2.635	2.672	2.679	2.691
2.703	2.711	2.714	2.716	2.734	2.748	2.756
2.765	2.785	2.808	2.811	2.820	2.823	2.827
2.836	2.839	2.953	2.954	2.955	2.962	2.973
2.976	2.985	2.994	3.014	3.020	3.025	3.096
3.104	3.112	3.121	3.127	3.130	3.177	3.222
3.229	3.232	3.237	3.258	3.260	3.317	3.325
3.435	3.436	3.438	3.439	3.442	3.445	3.449
3.450	3.452	3.472	3.473	3.517	3.589	3.594
3.605	3.606	3.611	3.612	3.615	3.636	3.638
3.639	3.665	3.678	3.737	3.758	3.798	3.799
3.800	3.822	3.826	3.840	3.842	3.853	3.856
3.858	3.880	3.882	3.883	3.900	4.063	4.099
4.100	4.107	4.108	4.114	4.118	4.127	4.129
4.509	4.515	4.521	4.522	4.531	4.532	4.537
4.538	4.541	4.543	4.544	4.546	4.547	5.100
5.153	5.154	5.438	5.501	5.524	5.528	5.540
5.621	5.628	5.629	5.630	5.684	5.685	5.688
5.690	5.721	5.800	5.810	5.811	5.812	5.848
5.885	5.890	5.921	5.922	5.928	5.929	5.930
5.976	5.978	5.981	5.982	5.983	5.985	6.046
6.062	6.073	6.155	6.157	6.160	6.161	6.235
6.237	6.316	6.348	6.349	6.350	6.351	6.353
6.391	6.392	6.402	6.405	6.410	6.419	6.420
6.421	6.437	6.441	6.446	6.508	6.663	6.686
6.691	6.744	6.778	6.779	6.783	6.785	6.791
6.846	6.852	6.853	6.854	6.878	6.882	6.884
6.917	7.001	7.002	7.003	7.006	7.007	7.008
7.045	7.063	7.074	7.115	7.120	7.128	7.130
7.180	7.364	7.365	7.366	7.376	7.388	7.769
7.770	7.776	7.823	7.832	7.835	7.844	7.847
7.852	7.855	7.960	7.967	7.976	7.977	7.979
7.981	7.982	7.984	8.075	8.078	8.081	8.087
8.195	8.231	8.233	8.235	8.268	8.314	8.366
8.417	8.454	8.456	8.460	8.463	8.591	8.677
8.682	8.687	8.708	8.713	8.715	8.878	8.882
8.910	8.917	8.925	8.932	8.938	8.960	8.964
9.086	9.120	9.183	9.189	9.193	9.265	9.266
9.281	9.496	9.502	9.512	9.519	9.521	9.522
9.542	9.544	9.546	9.548	9.631	9.643	9.697
9.707	9.710	9.711	9.712	9.714	9.774	9.793
9.794	9.916	9.918	10.003	10.006	10.007	10.009
10.118	10.174	10.269	10.271	10.272	10.284	10.291
10.307	10.308	10.315	10.330	10.332	10.333	10.337
10.343	10.355	10.362	10.363	10.364	10.393	10.398
10.405	10.417	10.420	10.486	10.579	10.595	10.625
10.664	10.667	10.668	10.669	10.703	10.704	10 720
10.723	10.725	10.727	10.737	10.748	10.835	10.836
10.837	10.842	10.849	10.855	10.934	10.941	10.945
10.946	10.947	10.956	10.968	10.972	11.005	11.013
11.031	11.034	11.036	11 037	11.047	11.053	11.062
11.070	11.080	11.082	11.087	11.092	11.102	11.111
11.118	11.119	11.121	11.122	11.135	11.136	11.158
11.168	11.171	11.199	11.201	11.205	11.206	11.209
11.261	11.262	11.264	11.270	11.273	11.280	11.286
11.287	11.302	11.308	11.312	11.316	11.321	11.323
11.324	11.325	11.328	11.331	11.332	11.335	11.337
11.338	11.350	11.351	11.366	11.367	11.368	11.372
11.374	11.414	11.417	11.439	11.440	11.442	11.443
11.445	11.447	11.451	11.461	11.474	11.475	11.478
11.485	11.488	11.489	11.490	11.504	11.508	11.509
11.591	11.664	11.670	11.677	11.678	11.680	11.681
11.748	11.754	11.774	11.805	11.822	11.823	11.920
11.924	11.958	11.959	12.047	12.109	12.256	12.259
12.264	12.265	12.269	12.271	12.274	12.287	12.288
12.289	12.292	12.298	12.331	12.405	12.409	12.428
12.432	12.434	12.435	12.437	12.439	12.441	12.442
12.445	12.447	12.449	12.594	12.598	12.709	12.710
12.733	12.736	12.739	12.743	12.744	12.746	12.751
12.796	12.797	12.798	12.829	12.832	12.896	12.900
12.902	12.903	12.931	12.932	12.943	13.039	13.040
13.049	13 051	13.052	13.075	13.079	13.081	13 083
13.084	13.086	13.089	13.092	13.124	13.125	13.126
13.141	13.145	13.147	13.151	13.152	13.167	13.241
13.253	13.259	13.260	13.281	13.297	13.299	13.331
13.334	13.398	13.399	13.401	13.403	13.405	13.406
13.409	13.435	13.436	13.451	13.456	13.462	13.464
13.522	13.534	13.552	13.553	13.556	13.560	13.561
13.564	13.565	13.566	13.567	13.574	13.575	13.654
13.656	13.659	13.662	13.665	13.666	13.669	13.681
13.797	13.811	13.824	13.825	13.829	13.830	13.834
13.837	13.839	13.840	13.843	13.847	13.849	13.864
13.880	13.953	14.094	14.095	14.098	14.099	14.103
14.138	14.140	14.217	14.229	14.244	14.247	14.250
14.253	14.270	14.302	14.417	14.418	14.441	14.443
14.445	14 451	14.457	14.465	14.466	14.469	14.470
14.471	14.473	14.474	14.501	14.590	14.663	14.719
14.767	14.776	14.778	14.784	14.785	14.814	14.827
14.839	14.850	14.872	14.873	14.881	14.891	14.900
14.903	14.904	14.907	14.913	14.916	14.928	14.930
14.931	14.932	14.934	14.937	14.941	14.945	14.946
15.062	15.074	15.078	15.084	15.102	15.105	15.106
15.109	15.116	15.122	15.129	15.178	15.260	15.261
15.475	15.485	15.505	15.506	15.549	15.636	15.668
15.669	15.685	15.815	15.816	15.822	15.843	16.019
16.021	16.028	16.035	16.081	16.083	16.087	16.193
16.255	16.258	16.259	16.262	16.265	16.266	16.298
16.301	16.304	16.309	16.325	16.326	16.331	16.332
16.339	16.378	16.396	16.402	16.417	16.421	16.422
16.425	16.469	16.476	16.506	16.507	16.508	16.509
16.512	16.515	16.516	16.519	16.523	16.528	16.532
16.540	16.544	16.545	16.547	16.549	16.551	16.564
16.585	16.597	16.604	16.608	16.636	16.646	16.649
16.669	16.670	16.719	16.726	16.730	16.748	16.796
16.817	16.836	16.842	16.861	16.881	16.883	16.942
16.953	16.955	16.957	16.959	17.089	17.092	17.099
17.133	17.136	17.138	17.139	17.142	17.145	17.201
17.210	17.214	17.231	17.271	17.277	17.280	17.304
17.331	17.344	17.338	17.371	17.446	17.447	17.456
17.457	17.466	17.468	17.470	17.472	17.476	17.481
17.483	17.484	17.488	17.509	17.516	17.545	17.546
17.567	17.713	17.739	17.754	17.772	17.791	17.809
17.813	17.815	17.818	17.823	17.824	17.829	17.836
17.852	17.873	17.885	17.886	17.896	17.897	17.898
17.900	17.910	17.914	17.927	18.017	18.018	18.066
18.081	18.093	18.101	18.102	18.110	18.113	18.121
18.271	18.272	18.279	18.285	18.292	18.294	18.295
18.300	18.410	18.411	18.422	18.425	18.429	18.430
18.439	18.453	18.454	18.457	18.460	18.465	18.476
18.487	18.489	18.491	18.492	18.496	18.503	18.504
18.505	18.516	18.538	18.539	18.543	18.588	18.593
18.597	18.680	18.681	18.683	18.688	18.706	18.711
18.721	18.736	18.776	18.777	18.778	18.804	18.833
18.857	18.893	18.988	18.998	19.011	19.014	19.016
19.059	19.062	19.092	19.103	19.111	19.118	19.119
19.167	19.177	19.367	19.371	19.374	19.379	19.403
19.413	19.417	19.419	19.421	19.423	19.436	19.437
19.438	19.452	19.455	19.506	19.507	19.519	19.529
19.532	19.551	19.577	19.578	19.593	19.595	19.611
19.619	19.620	19.643	19.645	19.664	19.710	19.716
19.744	19.746	19.754	19.759	19.764	19.765	19.823
19.874	19.904	19.908	19.913	19.919	19.930	19.943
19.948	19.975	20.020	20.062	20.063	20.065	20.082
20.095	20.096	20.109	20.118	20.127	20.129	20.177
20.204	20.207	20.210	20.312	20.323	20.340	20.343
20.414	20.612	20.618	20.621	20.623	20.624	20.630
20.638	20.639	20.670	20.674	20.675	20.677	20.709
20.710	20.711	20.761	20.771	20.786	20.791	20.795
20.823	20.825	20.847	20.849	20.850	20.852	20.884
20.901	20.906	20.973	20.984	21.027	21.028	21.030
21.050	21.051	21.052	21.053	21.055	21.057	21.059
21.060	21.063	21.065	21.066	21.069	21.074	21.077
21.101	21.103	21.105	21.108	21.110	21.114	21.115
21.117	21.119	21.128	21.131	21.137	21.235	21.312
21.343	21.347	21.348	21.349	21.350	21.361	21.385
21.419	21.424	21.426	21.445	21.450	21.464	21.466
21.469	21.470	21.471	21.473	21.475	21.476	21.477
21.478	21.479	21.480	21.521	21.529	21.591	21.595
21.703	21.706	21.710	21.711	21.714	21.718	21.724
21.735	21.772	21.773	21.845	21.850	21.903	21.908
21.915	21.920	21.924	21.944	21.957	21.958	21.959
21.962	21.966	21.967	21.997	22.000	22.014	22.017
22.018	22.020	22.021	22.022	22.111	22.113	22.145
22.153	22.155	22.170	22.172	22.191	22.194	22.196
22.198	22.199	22.207	22.210	22.211	22.212	22.216
22.231	22.234	22.244	22.272	22.273	22.276	22.279
22.306	22.414	22.425	22.470	22.479	22.482	22.535
22.612	22.639	22.708	22.709	22.754	22.759	22.761
22.762	22.766	22.772	22.796	22.802	22.835	22.837
22.985	22.987	22.989	23.014	23.016	23.020	23.027
23.121	23.123	23.124	23.159	23.162	23.165	23.289
23.305	23.308	23.313	23.318	23.319	23.322	23.323
23.330	23.345	23.348	23.353	23.360	23.369	23.372
23.374	23.375	23.381	23.386	23.394	23.471	23.474
23.475	23.477	23.500	23.545	23.525	23.586	23.587
23.622	23.627	23.654	23.655	23.659	23.797	23.799
23.860	23.864	23.870	23.922	24.071	24.134	24.142
24.209	24.244	24.245	24.247	24.272	24.279	24.314
24.317	24.323	24.325	24.327	24.343	24.344	24.346
24.352	24.373	24.382	24.415	24.417	24.430	24.447
24.510	24.511	24.604	24.632	24.634	24.656	24.703
24.704	24.706	24.708	24.710	24.712	24.714	24.715
24.719	24.720	24.724	24.728	24.729	24.732	24.764
24.767	24.768	24.771	24.794	24.807	24.815	24.829
24.831	24.848	24.851	24.852	24.925	24.975	24.980
24.982	24.983	24.991	25.064	25.107	25.119	25.120
25.128	25.190	25.196	25.204	25.209	25.212	25.365
25.267	25.268	25.271	25.272	25.274	25.299	25.356
25.364	25.365	25.367	25.425	25.436	25.434	25.482
25.501	25.536	25.545	25.546	25.555	25.561	25.587
25.591	25.595	25.596	25.603	25.605	25.611	25.616
25.618	25.676	25.678	25.684	25.685	25.686	25.687
25.688	25.694	25.719	25.751	25.752	25.753	25.755
25.826	25.840	25.861	25.968	25.982	26.056	26.081
26.085	26.096	26.130	26.131	26.132	26.134	26.135
26.158	26.168	26.174	26.185	26.199	26.243	26.222
26.227	26.245	26.263	26.297	26.315	26.317	26.348
26.351	26.353	26.356	26.373	26.374	26.388	26.390
26.446	26.450	26.451	26.524	26.525	26.526	26.531
26.532	26.535	26.553	26.554	26.555	26.559	26.573
26.602	26.605	26.607	26.610	26.614	26.736	26.847
26.949	26.950	26.951	27.011	27.014	27.045	27.049
27.053	27.064	27.108	27.111	27.115	27.117	27.127
27.128	27.129	27.201	27.250	27.257	27.[illegible]	27.341
27.345	27.413	27.414	27.419	27.421	27.426	27.428
27.431	27.432	27.433	27.434	27.435	27.446	27.448
27.449	27.609	27.622	27.625	27.627	27.618	27.649
27.652	27.671	27.672	27.684	27.689	27.724	27.740
27.744	27.746	27.757	27.763	27.768	27.796	27.800
27.802	27.803	27.804	27.833	27.842	27.863	27.934
27.936	27.939	27.964	27.966	27.967	27.968	28.005
28.078	28.079	28.094	28.098	28.230	28.234	28.237
28.240	28.268	28.326	28.327	28.328	28.412	28.459
28.460	28.469	28.517	28.519	28.522	28.523	28.524
28.527	28.533	28.543	28.545	28.556	28.593	28.595
28.596	28.600	28.608	28.625	28.645	28.652	28.653
28.702	28.757	28.762	28.799	28.800	28.802	28.873
28.874	28.876	28.882	28.883	28.887	28.896	28.900
28.902	28.904	28.906	28.907	28.908	28.909	28.912
28.957	28.962	28.966	28.969	28.976	28.977	28.981
28.983	28.985	29.017	29.025	29.030	29.092	29.095
29.096	29.099	29.101	29.124	29.126	29.153	29.176
29.199	29.206	29.207	29.208	29.210	29.214	29.295
29.314	29.330	29.400	29.410	29.412	29.413	29.415
29.422	29.423	29.426	29.432	29.434	29.436	29.437
29.438	29.439	29.440	29.446	29.448	29.449	29.450
29.470	29.471	29.472	29 519	29.658	29.661	29.662
29.663	29.664	29.669	29.678	29.679	29.703	29.709
29.715	29.716	29.727	29.734	29.735	29.739	29.741
29.743	29.744	29.748	29.751	29.759	29.760	29.767
29.768	29.769	29.771	29.785	29.786	29.859	29.866
29.870	29.899	29.903	29.912	29.916	29.940	29.942
29.960	29.969	29.973	29.979	29.981	29.987	30.012
30.117	30.135	30.136	30.138	30.143	30.144	30.148
30.150	30.152	30.159	30.206	30.210	30.215	30.276
30.283	30.301	30.303	30.304	30.307	30.311	30.314
30.318	30.328	30.377	30.398	30.404	30.406	30.413
30.415	30.419	30.420	30.421	30.429	30.433	30.435
30.437	30.473	30.475	30.514	30.515	30.516	30.534
30.535	30.538	30.573	30.577	30.585	30.586	30.591
30.593	30.598	30.599	30.608	30.609	30.742	30.773
30.774	30.776	30.835	30.894	30.896	30.898	30.911

30.912	30.930	30.932	30.934	30.935	30.936	30.937
30.978	31.017	31.063	31.068	31.073	31.075	31.086
31.098	31.109	31.118	31.119	31.148	31.149	31.154
31.157	31.161	31.164	31.168	31.170	31.174	31.184
31.189	31.192	31.195	31.277	31.307	31.312	31.322
31.338	31.364	31.366	31.367	31.386	31.387	31.393
31.409	31.410	31.449	31.450	31.452	31.454	31.455
31.457	31.492	31.502	31.508	31.509	31.534	31.542
31.545	31.546	31.552	31.556	31.606	31.672	31.673
31.676	31.727	31.728	31.734	31.756	31.759	31.760
31.761	31.770	31.835	31.867	31.881	31.883	31.902
32.003	32.004	32.006	32.007	32.055	32.056	32.095
32.143	32.144	32.145	32.151	32.152	32.153	32.157
32.160	32.172	32.178	32.243	32.248	32.250	32.255
32.269	32.305	32.310	32.364	32.390	32.450	32.513
32.534	32.536	32.541	32.542	32.543	32.545	32.567
32.594	32.630	32.638	32.643	32.663	32.671	32.694
32.696	32.741	32.753	32.757	32.760	32.786	32.796
32.798	32.803	32.840	32.843	32.845	32.846	32.849
32.851	32.866	32.889	32.893	32.896	32.914	32.920
32.931	32.933	32.938	32.939	32.940	32.947	32.948
32.976	32.980	32.981	32.986	32.989	32.993	33.011
33.021	33.046	33.108	33.111	33.112	33.131	33.136
33.161	33.162	33.164	33.167	33.170	33.172	33.180
33.201	33.252	33.254	33.261	33.263	33.265	33.326
33.378	33.380	33.382	33.409	33.423	33.436	33.451
33.541	33.548	33.555	33.638	33.639	33.640	33.644
33.646	33.649	33.651	33.653	33.699	33.703	33.704
33.707	33.713	33.719	33.720	33.721	33.732	33.735
33.777	33.779	33.780	33.781	33.787	33.788	33.789
33.833	33.838	33.850	33.861	33.879	33.881	33.886
33.894	33.898	33.912	33.961	33.962	33.966	33.967
33.970	33.971	33.995	33.998	34.023	34.031	34.036
34.042	34.043	34.048	34.071	34.083	34.093	34.096
34.100	34.101	34.103	34.106	34.107	34.109	34.111
34.112	34.113	34.115	34.118	34.120	34.129	34.131
34.132	34.134	34.135	34.138	34.198	34.207	34.208
34.217	34.274	34.309	34.321	34.324	34.326	34.328
34.342	34.344	34.347	34.358	34.359	34.361	34.362
34.363	34.379	34.382	34.386	34.387	34.391	34.394
34.402	34.406	34.416	34.431	34.460	34.463	34.471
34.473	34.474	34.491	34.492	34.529	34.530	34.532
34.536	34.538	34.539	34.550	34.552	34.553	34.555
34.560	34.561	34.562	34.576	34.579	34.581	34.609
34.610	34.611	34.692	34.721	34.747	34.748	34.749
34.750	34.813	34.814	34.821	34.827	34.911	34.912
34.918	34.920	34.921	34.927	34.928	34.932	34.933
34.939	34.941	34.944	34.947	34.948	34.957	34.958
34.960	34.964	34.981	35.013	35.062	35.063	35.067
35.078	35.079	35.081	35.093	35.094	35.108	35.137
35.166	35.168	35.171	35.172	35.173	35.207	35.212
35.213	35.323	35.235	35.237	35.243	35.262	35.263
35.268	35.272	35.310	35.323	35.324	35.326	35.327
35.328	35.331	35.343	35.377	35.387	35.398	35.408
35.410	35.475	35.508	35.509	35.527	35.528	35.560
35.563	35.565	35.567	35.568	35.569	35.571	35.572
35.716	35.728	35.731	35.773	35.784	35.813	35.814
35.830	35.839	35.840	35.842	35.866	35.955	35.958
35.959	35.982	35.983	36.015	36.017	36.018	36.050
36.052	36.056	36.057	36.058	36.062	36.107	36.110
36.111	36.112	36.115	36.116	36.120	36.122	36.123
36.124	36.127	36.128	36.129	36.187	36.199	36.200
36.207	36.208	36.210	36.215	36.216	36.248	36.256
36.257	36.263	36.305	36.366	36.370	36.377	36.418
36.429	36.436	36.445	36.446	36.474	36.478	36.481
36.483	36.497	36.524	36.525	36.532	36.542	36.550
36.552	36.553	36.555	36.556	36.558	36.559	36.560
36.577	36.581	36.586	36.597	36.610	36.611	36.614
36.647	36.651	36.655	36.657	36.659	36.791	36.794
36.797	36.798	36.801	36.813	36.821	36.831	36.840
36.842	36.844	36.846	36.868	36.910	36.911	36.922
36.927	37.004	37.125	37.143	37.176	37.186	37.204
37.223	37.237	37.238	37.240	37.241	37.257	37.276
37.277	37.279	37.280	37.307	37.309	37.310	37.326
37.330	37.334	37.335	37.338	37.339	37.343	37.344
37.345	37.348	37.349	37.374	37.377	37.396	37.406
37.413	37.457	37.462	37.464	37.467	37.475	37.489
37.492	37.513	37.514	37.517	37.558	37.560	37.562
37.574	37.575	37.620	37.644	37.670	37.711	37.713
37.714	37.715	37.716	37.725	37.758	37.785	37.793
37.794	37.795	37.800	37.801	37.802	37.819	37.833
37.835	37.836	37.839	37.840	37.841	37.864	37.873
37.876	37.877	37.886	37.897	37.900	37.901	37.903
37.905	37.907	37.909	37.911	37.913	37.914	37.915
37.916	37.918	37.920	37.922	37.932	37.935	37.942
37.943	37.945	37.954	37.955	37.956	37.958	37.966
37.967	37.979	37.986	37.987	37.992	37.993	37.994
37.997	37.999	38.002	38.006	38.007	38.008	38.010
38.021	38.023	38.025	38.032	38.034	38.048	38.058
38.061	38.091	38.098	38.110	38.112	38.113	38.114
38.115	38.128	38.132	38.139	38.141	38.142	38.143
38.194	38.195	38.196	38.197	38.202	38.203	38.205
38.206	38.207	38.208	38.224	38.228	38.235	38.288
38.289	38.291	38.313	38.321	38.322	38.323	38.365
38.366	38.379	38.381	38.382	38.390	38.405	38.408
38.411	38.412	38.423	38.445	38.452	38.474	38.492
38.495	38.499	38.503	38.508	38.509	38.510	38.533
38.548	38.550	38.639	38.642	38.667	38.670	38.672
38.674	38.689	38.690	38.764	38.771	38.835	38.837
38.842	38.848	38.851	38.854	38.855	38.859	38.861

38.862	38.864	38.881	38.886	38.888	38.898	38.901
38.903	38.907	38.909	38.910	38.911	38.915	38.927
38.929	38.930	38.932	38.934	38.937	38.943	38.955
38.958	38.960	38.962	38.965	38.969	38.973	38.974
39.002	39.003	39.011	39.029	39.045	39.048	39.049
39.050	39.051	39.053	39.054	39.056	39.057	39.058
39.059	39.087	39.099	39.114	39.131	39.139	39.147
39.158	39.172	39.175	39.189	39.193	39.210	39.214
39.227	39.229	39.235	39.248	39.267	39.271	39.302
39.304	39.308	39.325	39.333	39.347	39.349	39.350
39.353	39.354	39.355	39.356	39.376	39.448	39.451
39.454	39.456	39.459	39.460	39.461	39.465	39.467
39.468	39.487	39.515	39.532	39.635	39.636	39.638
39.639	39.640	39.645	39.672	39.675	39.676	39.683
39.685	39.688	39.761	39.786	39.787	39.790	39.808
39.812	39.814	39.816	39.818	39.826	39.832	39.851
39.858	39.859	39.864	39.970	39.979	39.987	39.992
39.994	39.995	40.004	40.005	40.011	40.014	40.020
40.021	40.022	40.026	40.027	40.031	40.096	40.129
40.140	40.148	40.153	40.160	40.205	40.206	40.211
40.223	40.224	40.228	40.232	40.233	40.234	40.235
40.264	40.267	40.268	40.269	40.270	40.292	40.301
40.304	40.333	40.354	40.355	40.361	40.362	40.363
40.364	40.370	40.371	40.383	40.386	40.397	40.405
40.407	40.410	40.434	40.435	40.452	40.457	40.461
40.464	40.465	40.471	40.478	40.481	40.482	40.483
40.485	40.519	40.520	40.528	40.529	40.531	40.532
40.533	40.536	40.538	40.545	40.546	40.550	40.553
40.554	40.556	40.562	40.580	40.613	40.615	40.618
40.652	40.654	40.665	40.701	40.703	40.704	40.708
40.713	40.727	40.728	40.757	40.758	40.762	40.770
40.772	40.773	40.774	40.776	40.785	40.786	40.787
40.796	40.810	40.811	40.818	40.826	40.827	40.828
40.830	40.845	40.849	40.855	40.857	40.858	40.938
40.954	40.955	40.957	40.967	40.973	40.988	40.996
41.000	41.017	41.072	41.114	41.119	41.120	41.131
41.249	41.266	41.272	41.280	41.289	41.291	41.292
41.299	41.301	41.302	41.312	41.317	41.318	41.337
41.339	41.340	41.365	41.368	41.369	41.376	41.378
41.379	41.383	41.388	41.389	41.397	41.423	41.425
41.429	41.432	41.436	41.449	41.452	41.454	41.465
41.467	41.503	41.519	41.522	41.543	41.555	41.556
41.595	41.604	41.605	41.648	41.649	41.650	41.653
41.654	41.655	41.674	41.675	41.687	41.693	41.696
41.710	41.725	41.737	41.757	41.764	41.771	41.778
41.786	41.787	41.794	41.833	41.835	41.846	41.849
41.851	41.852	41.858	41.859	41.861	41.881	41.892
41.920	41.923	41.925	41.934	41.935	41.936	41.937
41.938	41.941	41.943	41.972	42.010	42.048	42.049
42.050	42.051	42.069	42.073	42.078	42.085	42.086
42.121	42.135	42.136	42.158	42.159	42.160	42.161
42.162	42.164	42.166	42.167	42.169	42.171	42.177
42.178	42.180	42.190	42.195	42.196	42.238	42.281
42.299	42.306	42.308	42.309	42.311	42.314	42.316
42.318	42.319	42.320	42.322	42.358	42.364	42.375
42.379	42.385	42.421	42.426	42.429	42.447	42.448
42.454	42.457	42.536	42.537	42.546	42.551	42.553
42.556	42.602	42.608	42.621	42.625	42.626	42.628
42.629	42.635	42.636	42.641	42.643	42.648	42.651
42.655	42.663	42.668	42.670	42.676	42.679	42.683
42.709	42.710	42.711	42.712	42.713	42.714	42.721
42.723	42.758	42.793	42.798	42.821	42.839	42.841
42.844	42.847	42.859	42.878	42.881	42.885	42.896
42.901	42.906	42.919	42.928	42.956	42.961	42.962
42.963	42.983	42.985	42.986	42.988	42.989	42.990
42.999	43.001	43.039	43.040	43.042	43.049	43.351
43.060	43.065	43.082	43.087	43.088	43.089	43.096
43.103	43.105	43.110	43.111	43.114	43.117	43.122
43.125	43.126	43.128	43.138	43.142	43.144	43.146
43.148	43.149	43.150	43.152	43.154	43.158	43.159
43.160	43.161	43.189	43.191	43.192	43.193	43.201
43.226	43.227	43.239	43.240	43.256	43.286	43.319
43.324	43.348	43.364	43.365	43.366	43.374	43.384
43.392	43.394	43.405	43.406	43.407	43.410	43.423
43.424	43.425	43.426	43.431	43.432	43.450	43.552
43.554	43.564	43.568	43.586	43.587	43.588	43.594
43.595	43.599	43.600	43.604	43.609	43.610	43.616
43.619	43.620	43.621	43.624	43.627	43.629	43.631
43.643	43.646	43.658	43.659	43.662	43.679	43.697
43.701	43.702	43.703	43.704	43.706	43.709	43.721
43.724	43.727	43.758	43.779	43.781	43.782	43.783
43.785	43.787	43.789	43.790	43.791	43.792	43.798
43.803	43.806	43.807	43.820	43.821	43.823	43.842
43.854	43.856	43.857	43.930	43.934	43.940	43.958
43.959	43.960	43.963	43.965	43.966	43.967	43.970
43.989	43.991	43.992	43.995	43.998	44.000	44.001
44.041	44.053	44.058	44.059	44.060	44.063	44.064
44.065	44.066	44.067	44.068	44.069	44.071	44.072
44.074	44.075	44.076	44.113	44.143	44.147	44.176
44.177	44.183	44.184	44.185	44.186	44.187	44.188
44.217	44.255	44.256	44.270	44.271	44.273	44.276
44.277	44.278	44.283	44.295	44.297	44.343	44.350
44.359	44.362	44.368	44.370	44.376	44.383	44.385
44.406	44.410	44.411	44.420	44.438	44.440	44.447
44.450	44.454	44.463	44.465	44.468	44.475	44.487
44.488	44.499	44.500	44.501	44.503	44.504	44.516
44.520	44.531	44.535	44.536	44.537	44.539	44.540
44.575	44.576	44.606	44.607	44.608	44.609	44.616
44.617	44.643	44.653	44.654	44.657	44.664	44.667
44.673	44.687	44.689	44.704	44.739	44.741	44.742

44.744	44.747	44.764	44.765	44.773	44.774	44.775
44.776	44.782	44.804	44.819	44.821	44.834	44.837
44.838	44.839	44.843	44.849	44.861	44.863	44.865
44.866	44.878	44.884	44.908	44.915	44.916	44.923
44.932	44.934	44.954	44.955	44.960	44.964	44.973
44.974	44.988	44.989	44.994	44.995	45.001	45.004
45.032	45.033	45.036	45.038	45.041	45.051	45.056
45.057	45.074	45.079	45.081	45.119	45.121	45.122
45.123	45.127	45.130	45.131	45.136	45.137	45.139
45.140	45.160	45.161	45.164	45.166	45.168	45.169
45.170	45.171	45.189	45.190	45.194	45.193	45.196
45.197	45.198	45.202	45.204	45.207	45.208	45.210
45.221	45.227	45.234	45.237	45.239	45.240	45.243
45.253	45.254	45.264	45.277	45.278	45.279	45.287
45.289	45.295	45.297	45.300	45.302	45.303	45.307
45.311	45.312	45.313	45.337	45.340	45.353	45.357
45.362	45.375	45.391	45.393	45.395	45.396	45.400
45.401	45.419	45.494	45.505	45.508	45.511	45.551
45.554	45.589	45.604	45.605	45.609	45.610	45.658
45.659	45.670	45.675	45.676	45.677	45.678	45.679
45.680	45.683	45.699	45.701	45.702	45.720	45.732
45.735	45.737	45.766	45.773	45.780	45.783	45.820
45.821	45.827	45.854	45.858	45.861	45.864	45.867
45.868	45.870	45.871	45.875	45.887	45.904	45.908
45.909	45.913	45.914	45.919	45.921	45.922	45.923
45.924	45.935	45.966	45.973	45.995	45.996	45.997
46.009	46.013	46.014	46.023	46.030	46.032	46.042
46.051	46.056	46.060	46.062	46.071	46.073	46.096
46.103	46.105	46.117	46.119	46.121	46.123	46.125
46.136	46.162	46.163	46.164	46.181	46.182	46.190
46.211	46.212	46.215	46.219	46.220	46.245	46.257
46.262	46.264	46.265	46.279	46.283	46.284	46.287
46.288	46.309	46.315	46.319	46.358	46.369	46.370
46.374	46.385	46.397	46.401	46.441	46.442	46.447
46.448	46.484	46.489	46.490	46.491	46.492	46.494
46.527	46.551	46.557	46.579	46.581	46.582	46.588
46.593	46.594	46.621	46.622	46.626	46.627	46.630
46.641	46.645	46.670	46.688	46.693	46.694	46.696
46.708	46.711	46.749	46.756	46.760	46.762	46.766
46.791	46.795	46.800	46.812	46.815	46.817	46.821
46.842	46.844	46.845	46.849	46.852	46.866	46.867
46.868	46.869	46.870	46.871	46.874	46.876	46.877
46.879	46.880	46.883	46.886	46.888	46.896	46.897
46.899	46.903	46.905	46.908	46.910	46.924	46.926
46.928	46.930	46.933	46.934	46.935	46.936	46.937
46.939	46.940	46.941	46.942	46.946	46.969	46.973
46.974	46.990	46.995	46.996	46.997	47.000	47.007
47.008	47.010	47.011	47.014	47.017	47.022	47.023
47.025	47.026	47.035	47.036	47.037	47.038	47.040
47.041	47.059	47.061	47.062	47.070	47.071	47.074
47.083	47.084	47.089	47.092	47.101	47.102	47.103
47.104	47.108	47.110	47.122	47.123	47.149	47.165
47.167	47.169	47.177	47.196	47.213	47.215	47.216
47.221	47.233	47.234	47.247	47.272	47.286	47.289
47.303	47.332	47.337	47.339	47.348	47.349	47.419
47.443	47.447	47.484	47.491	47.492	47.522	47.529
47.578	47.583	47.602	47.634	47.636	47.639	47.640
47.643	47.644	47.645	47.647	47.648	47.650	47.656
47.657	47.658	47.659	47.661	47.666	47.667	47.679
47.686	47.689	47.692	47.694	47.703	47.705	47.714
47.716	47.719	47.723	47.726	47.727	47.731	47.733
47.734	47.736	47.741	47.742	47.757	47.758	47.759
47.760	47.761	47.762	47.769	47.773	47.775	47.781
47.789	47.799	47.802	47.811	47.824	47.825	47.862
47.882	47.883	47.887	47.888	47.890	47.894	47.910
47.926	47.929	47.931	47.932	47.938	47.939	47.955
47.964	47.969	48.004	48.014	48.018	48.019	48.020
48.021	48.044	48.053	48.058	48.064	48.065	48.066
48.067	48.073	48.074	48.075	48.077	48.089	48.103
48.117	48.128	48.143	48.144	48.145	48.146	48.157
48.166	48.167	48.175	48.178	48.188	48.189	48.191
48.197	48.198	48.199	48.220	48.223	48.225	48.227
48.236	48.242	48.256	48.258	48.263	48.265	48.313
48.323	48.330	48.331	48.333	48.339	48.340	48.368
48.369	48.370	48.374	48.379	48.380	48.381	48.405
48.413	48.415	48.417	48.419	48.420	48.421	48.477
48.481	48.482	48.483	48.484	48.486	48.487	48.488
48.564	48.567	48.568	48.569	48.651	48.652	48.716
48.744	48.745	48.764	48.765	48.766	48.775	48.798
48.804	48.806	48.807	48.812	48.823	48.827	48.841
48.854	48.862	48.876	48.877	48.878	48.879	48.880
48.883	48.884	48.889	48.892	48.893	48.902	48.903
48.905	48.912	48.915	48.998	48.999	49.001	49.027
49.058	49.060	49.071	49.138	49.139	49.151	49.161
49.170	49.171	49.172	49.177	49.190	49.193	49.195
49.210	49.213	49.214	49.263	49.264	49.269	49.275
49.276	49.289	49.319	49.367	49.373	49.375	49.383
49.405	49.406	49.410	49.415	49.416	49.419	49.425
49.429	49.431	49.432	49.433	49.434	49.435	49.460
49.463	49.478	49.479	49.482	49.488	49.496	49.515
49.516	49.536	49.537	49.539	49.555	49.558	49.560
49.561	49.563	49.570	49.571	49.572	49.592	49.593
49.598	49.600	49.601	49.603	49.611	49.618	49.687
49.688	49.689	49.690	49.691	49.693	49.694	49.696
49.699	49.700	49.701	49.704	49.706	49.709	49.711
49.712	49.717	49.719	49.720	49.723	49.724	49.726
49.727	49.728	49.730	49.732	49.738	49.740	49.741
49.744	49.745	49.746	49.748	49.750	49.754	49.755
49.757	49.760	49.761	49.769	49.781	49.784	49.804
49.805	49.807	49.811	49.813	49.816	49.819	49.827

49.849	49.851	49.852	49.853	49.867	49.911	49.915
49.916	49.928	49.932	49.939	49.969	49.971	49.972
49.986	50.001	50.004	50.030	50.032	50.033	50.034
50.039	50.042	50.044	50.049	50.115	50.126	50.136
50.138	50.161	50.162	50.167	50.212	50.233	50.240
50.242	50.247	50.249	50.258	50.262	50.265	50.273
50.281	50.282	50.288	50.289	50.290	50.294	50.310
50.311	50.312	50.313	50.345	50.346	50.347	50.350
50.359	50.368	50.369	50.377	50.381	50.382	50.384
50.385	50.387	50.388	50.389	50.394	50.396	50.397
50.400	50.404	50.408	50.409	50.411	50.413	50.417
50.419	50.425	50.427	50.429	50.430	50.431	50.432
50.433	50.435	50.437	50.438	50.439	50.443	50.459
50.466	50.471	50.472	50.473	50.482	50.492	50.493
50.494	50.496	50.497	50.509	50.555	50.559	50.566
50.590	50.592	50.594	50.617	50.618	50.661	50.662
50.671	50.677	50.678	50.682	50.683	50.712	50.715
50.751	50.801	50.819	50.820	50.831	50.843	50.846
50.847	50.861	50.863	50.868	50.869	50.874	50.875
50.877	50.886	50.888	50.894	50.917	50.921	50.923
50.924	50.941	50.945	50.964	50.977	50.980	50.982
50.983	50.984	50.990	50.991	50.994	50.996	50.998
51.004	51.010	51.011	51.012	51.021	51.030	51.033
51.036	51.048	51.052	51.053	51.054	51.055	51.065
51.114	51.116	51.124	51.128	51.130	51.131	51.132
51.133	51.136	51.144	51.202	51.203	51.238	51.256
51.258	51.259	51.261	51.274	51.276	51.291	51.292
51.293	51.304	51.317	51.320	51.323	51.327	51.339
51.341	51.370	51.381	51.383	51.384	51.386	51.387
51.390	51.393	51.394	51.395	51.421	51.449	51.452
51.458	51.462	51.474	51.486	51.487	51.490	51.491
51.498	51.499	51.507	51.509	51.513	51.514	51.515
51.516	51.517	51.518	51.519	51.525	51.329	51.534
51.536	51.541	51.544	51.545	51.553	51.563	51.566
51.570	51.573	51.574	51.575	51.579	51.580	51.581
51.590	51.595	51.597	51.600	51.632	51.643	51.644
51.646	51.657	51.658	51.659	51.660	51.690	51.692
51.693	51.694	51.695	51.698	51.699	51.714	51.716
51.718	51.723	51.724	51.725	51.737	51.741	51.747
51.748	51.755	51.767	51.771	51.798	51.803	51.810
51.812	51.826	51.827	51.844	51.875	51.879	51.889
51.891	51.904	51.907	51.921	51.923	51.926	51.927
51.953	51.955	51.959	51.961	51.962	52.016	52.017
52.019	52.026	52.029	52.074	52.076	52.078	52.098
52.106	52.111	52.114	52.144	52.149	52.152	52.155
52.201	52.205	52.206	52.207	52.265	52.272	52.276
52.280	52.290	52.297	52.306	52.413	52.457	52.527
52.543	52.547	52.548	52.564	52.625	52.635	52.640
52.647	52.648	52.650	52.652	52.686	52.689	52.700
52.713	52.747	52.748	52.750	52.751	52.754	52.755
52.756	52.759	52.761	52.830	52.846	52.857	52.864
52.866	52.904	52.906	52.961	52.965	53.020	53.042
53.045	53.077	53.099	53.112	53.190	53.207	53.208
53.209	53.222	53.223	53.225			

COMPAGNIE DU GAZ
ET DE
l'Electricité d'Arcachon et extensions

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 7.500.000 FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 5, AVENUE DU COQ, A PARIS (9e)
R. C.: Seine n° 234958 B.

Amortissement des obligations 4 0/0 1908-1910.

PREMIÈRE ÉMISSION (Nos 1 A 3200)

Numéros des 133 obligations (3 obligations ont été, en outre, rachetées conformément aux conditions d'émission) sorties au tirage effectué le 20 novembre 1942.

42	53	56	79	92	94	118	293
334	348	351	362	370	373	378	401
463	464	472	486	495	509	524	552
559	571	599	622	636	654	664	674
689	690	697	721	742	745	773	780
785	797	798	812	844	857	858	862
872	882	883	884	885	906	910	937
941	946	949	950	1.010	1.016	1.019	1.028
1.042	1.049	1.075	1.077	1.117	1.121	1.130	1.133
1.163	1.166	1.168	1.172	1.184	1.223	1.250	1.275
1.277	1.354	1.358	1.362	1.366	1.368	1.378	1.385
1.393	1.406	1.409	1.410	1.420	1.969	1.999	2.038
2.130	2.233	2.235	2.275	2.277	2.322	2.332	2.679
2.690	2.692	2.694	2.700	2.713	2.717	2.721	2.725
2.752	2.762	2.779	2.794	2.796	2.810	2.869	2.918
2.926	2.933	2.938	2.939	2.948	2.954	2.966	2.983
3.163	3.189	3.190	3.193	3.200			

Les 133 obligations ci-dessus seront remboursables à partir du 1er janvier 1943 (coupon n° 69, à l'échéance du 1er juillet 1943, attaché), aux taux nets ci-après:

A. — Obligations appartenant à des personnes physiques: 239 fr. 50 pour les obligations nominatives et au porteur.

B. — Obligations appartenant à des personnes morales (toujours soumises au prélèvement de 10 p. 100 institué par les décrets-lois des 16 et 30 juillet 1935): 237 fr. 05 pour les obligations nominatives et au porteur.

DEUXIÈME ÉMISSION (Nos 3201 A 5000)

Numéros des 82 obligations sorties au tirage effectué le 20 novembre 1942.

3.347	3.378	3.434	3.445	3.476	3.514	3.538	3.541
3.546	3.902	3.904	3.932	3.945	3.988	4.002	4.035
4.038	4.057	4.059	4.063	4.081	4.084	4.097	4.111
4.112	4.121	4.127	4.137	4.149	4.152	4.161	4.167
4.178	4.179	4.186	4.187	4.191	4.194	4.200	4.227
4.228	4.231	4.236	4.272	4.275	4.308	4.313	4.315
4.320	4.334	4.356	4.360	4.369	4.375	4.381	4.397
4.405	4.424	4.429	4.464	4.471	4.482	4.483	4.498
4.611	4.620	4.623	4.640	4.696	4.699	4.701	4.730
4.751	4.815	4.819	4.826	4.830	4.842	4.847	4.851
4.852	4.878						

Les 82 obligations ci-dessus seront remboursables à partir du 1er janvier 1943 (coupon n° 69, à l'échéance du 1er juillet 1943, attaché) aux taux nets ci-après:

A. — Obligations appartenant à des personnes physiques: 229 fr., pour les obligations nominatives et au porteur.

B. — Obligations appartenant à des personnes morales (toujours soumises au prélèvement de 10 0/0 institué par les décrets-lois des 16 et 30 juillet 1935): 224 fr. 10 pour les obligations nominatives et au porteur.

Numéros des obligations sorties aux tirages antérieurs et non remboursées.

46	71	82	93	98	310	318	321
329	330	336	341	349	350	356	359
363	366	369	392	504	534	536	537
539	543	546	549	550	551	556	568
572	578	583	587	589	591	598	601
602	603	605	617	637	676	683	700
704	724	725	726	729	838	840	848
853	855	856	886	887	913	938	939
944	947	955	978	981	984	985	991
992	1.069	1.072	1.074	1.076	1.084	1.101	1.105
1.107	1.115	1.150	1.151	1.153	1.154	1.155	1.156
1.157	1.158	1.165	1.167	1.169	1.170	1.180	1.198
1.199	1.201	1.220	1.221	1.222	1.254	1.291	1.388
1.421	1.427	1.432	1.435	1.436	1.438	1.451	2.040
2.051	2.094	2.111	2.113	2.129	2.137	2.145	2.148
2.152	2.151	2.161	2.163	2.175	2.180	2.185	2.196
2.198	2.232	2.266	2.268	2.280	2.290	2.368	2.374
2.377	2.378	2.384	2.394	2.561	2.672	2.673	2.676
2.682	2.691	2.693	2.698	2.707	2.709	2.719	2.723
2.744	2.750	2.763	2.765	2.784	2.787	2.799	2.806
2.809	2.814	2.816	2.847	2.876	2.879	2.893	2.895
2.941	2.917	2.932	2.959	2.977	3.439	3.465	3.466
3.903	3.907	3.908	3.909	3.910	3.911	3.915	3.916
3.926	3.927	3.929	3.933	3.934	3.936	3.937	3.938
3.941	3.942	3.943	3.946	3.948	3.953	3.954	3.957
3.959	3.962	3.963	3.964	3.965	3.966	3.967	3.968
3.970	3.972	3.974	3.975	3.976	3.979	3.981	3.982
3.983	3.985	3.987	3.990	3.991	3.993	3.994	3.998
4.000	4.001	4.003	4.004	4.005	4.006	4.009	4.011
4.012	4.015	4.016	4.018	4.019	4.021	4.022	4.026
4.028	4.029	4.032	4.039	4.040	4.041	4.043	4.045
4.048	4.049	4.052	4.053	4.058	4.060	4.061	4.065
4.066	4.070	4.075	4.080	4.082	4.086	4.087	4.088
4.090	4.094	4.095	4.099	4.104	4.106	4.108	4.109
4.110	4.113	4.114	4.118	4.119	4.128	4.129	4.130
4.132	4.134	4.136	4.139	4.144	4.147	4.148	4.151
4.154	4.155	4.157	4.159	4.162	4.163	4.165	4.168
4.169	4.171	4.172	4.173	4.174	4.180	4.182	4.184
4.188	4.189	4.192	4.193	4.195	4.197	4.198	4.199
4.201	4.205	4.206	4.211	4.213	4.216	4.217	4.222
4.223	4.226	4.229	4.232	4.235	4.238	4.239	4.241
4.247	4.248	4.249	4.254	4.259	4.260	4.261	4.262
4.264	4.265	4.266	4.268	4.269	4.270	4.271	4.274
4.277	4.278	4.279	4.281	4.282	4.285	4.286	4.289
4.290	4.294	4.299	4.302	4.304	4.311	4.312	4.316
4.318	4.324	4.330	4.332	4.333	4.335	4.338	4.340
4.341	4.343	4.344	4.346	4.350	4.351	4.353	4.354
4.355	4.358	4.361	4.364	4.370	4.371	4.373	4.377
4.379	4.380	4.383	4.386	4.387	4.388	4.391	4.392
4.393	4.395	4.400	4.403	4.404	4.410	4.413	4.416
4.417	4.423	4.425	4.426	4.428	4.430	4.431	4.432
4.433	4.434	4.436	4.437	4.439	4.440	4.441	4.442
4.445	4.446	4.447	4.448	4.449	4.450	4.451	4.453
4.456	4.458	4.459	4.462	4.465	4.466	4.468	4.469
4.470	4.475	4.476	4.477	4.479	4.480	4.481	4.486
4.488	4.489	4.490	4.492	4.494	4.496	4.497	4.498
4.499	4.605	4.628	4.644	4.647	4.651	4.654	4.657
4.658	4.668	4.677	4.678	4.709	4.710	4.716	4.718
4.739	4.829	4.833	4.845	4.868	4.871	4.875	

Les remboursements sont effectués aux caisses des établissements ci-après:

Société bordelaise de crédit industriel et commercial, 42, cours du Chapeau-Rouge, Bordeaux;

Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France (siège, succursales et agences).

Compagnie Générale d'Electricité

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 300 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 54, RUE LA BOÉTIE, PARIS
R. C.: Seine 21516.

TABLEAU D'AMORTISSEMENT
en quarante ans, de 10.000 obligations 4 0/0 1942 de 10.000 fr.

NUMÉRO de l'amortissement.	DATE	NOMBRE de titres à amortir chaque année.
1	15 novembre 1943.....	106
2	— 1944.....	110
3	— 1945.....	114
4	— 1946.....	118
5	— 1947.....	123
6	— 1948.....	128
7	— 1949.....	133
8	— 1950.....	138
9	— 1951.....	144
10	— 1952.....	150
11	— 1953.....	156
12	— 1954.....	162
13	— 1955.....	168
14	— 1956.....	175
15	— 1957.....	182
16	— 1958.....	189
17	— 1959.....	197
18	— 1960.....	205
19	— 1961.....	213
20	— 1962.....	222
21	— 1963.....	231
22	— 1964.....	240
23	— 1965.....	249
24	— 1966.....	259
25	— 1967.....	270
26	— 1968.....	281
27	— 1969.....	292
28	— 1970.....	303
29	— 1971.....	315
30	— 1972.....	328
31	— 1973.....	341
32	— 1974.....	355
33	— 1975.....	369
34	— 1976.....	384
35	— 1977.....	400
36	— 1978.....	416
37	— 1979.....	432
38	— 1980.....	449
39	— 1981.....	467
40	— 1982.....	486
		10.000

Compagnie Lyonnaise de Madagascar

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 33.200.000 FRANCS
SIÈGE SOCIAL: 10, RUE LAFONT, LYON

MM. les porteurs de bons 6 1/2 0/0 1934 sont avisés que la compagnie ayant fait racheter en Bourse le nombre de bons à amortir, et les ayant annulés, il n'y a pas lieu de procéder à un tirage au sort en vue du remboursement qui était prévu pour le 15 décembre 1942.

Tous les amortissements ayant eu lieu par rachat en Bourse, il n'y a pas de titres restant à rembourser.

ANNONCES. — L'Administration et les Fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces. — ANNONCES

Société des Voies Ferrées du Dauphiné

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.004.100 FRANCS
(EN LIQUIDATION)
68, RUE DU FAUBOURG-SAINT-HONORÉ, A PARIS
R. C.: Seine 193422.

Tirage du 4 novembre 1942.

Quarante et une obligations 3 0/0 1re série 1896, remboursables à partir du 1er janvier 1943, coupon du 1er juillet 1943 attaché, à: pour les obligations non estampillées: 473 fr. pour les obligations appartenant à des personnes physiques, **466 fr. 70** pour les obligations appartenant à des personnes morales; **Pour les obligations estampillées:** 373 fr. pour les obligations appartenant à des personnes physiques, **366 fr. 70** pour les obligations appartenant à des personnes morales.

166 estampillée.	1.189 estampillée.
212 —	1.216 —
224 —	1.221 —
242 —	1.493 —
248 —	1.546 —
359 —	1.611 —
363 —	1.917 —
365 —	1.920 —
369 —	1.950 —
370 —	2.001 —
378 —	2.053 —
644 —	2.060 —
736 —	2.164 —
803 —	2.183 non estampillée.
816 —	2.270 estampillée.
1.026 non estampillée.	2.271 —
1.050 estampillée.	2.304 —
1.084 —	2.330 non estampillée.
1.087 non estampillée.	2.348 estampillée.
1.121 estampillée.	2.455 —
1.139 —	

Numéros des obligations restant à rembourser.

Tirage 1932.

Remboursables à 385 fr. 60, coupon 1er juillet 1933 attaché.

334 398 2.389.

Tirage 1933.

Remboursable à 384 fr. 70, coupon 1er juillet 1934 attaché.

333.

Tirage 1934.

Remboursable à 384 fr. 70 (impôt 18 0/0) et 389 fr. 20 (impôt 12 0/0), coupon 1er juillet 1935 attaché.

1.480.

Tirage 1935.

Remboursable à 376 fr. 42 (impôt 18 0/0) et 381 fr. 28 (impôt 12 0/0), coupon 1er juillet 1936 attaché.

1.828.

Tirage 1936.

Remboursable à 376 fr. 42 (impôt 18 0/0) et 381 fr. 28 (impôt 12 0/0), coupon 1er juillet 1937 attaché.

586.

Tirage 1937.

Remboursable à 378 fr. 85 (impôt 15 0/0) et 371 fr. 56 (impôt 24 0/0), coupon 1er juillet 1938 attaché.

2.162.

Tirage 1939.

Remboursables à:

1° pour les obligations non estampillées: 483 fr. 80 (impôt 18 0/0), 475 fr. 70 (impôt 27 0/0) personnes physiques et 469 fr. 13 (impôt 27 0/0) personnes morales, coupon 1er juillet 1940 attaché.

546.

2° pour les obligations estampillées: 383 fr. 80 (impôt 18 0/0), 375 fr. 70 (impôt 27 0/0) personnes physiques et 369 fr. 13 (impôt 27 0/0) personnes morales, coupon 1er juillet 1940 attaché.

785 1.015 1.019.

Tirage 1940.

Remboursables à 383 fr. 80 (impôt 18 0/0), 375 fr. 70 (impôt 27 0/0) personnes physiques et 369 fr. 13 (impôt 27 0/0) personnes morales, coupon 1er juillet 1941 attaché.

199 204 342 374 716 766 888 932 1.107 1.205 1.955 2.064 2.334.

Tirage 1941.

Remboursables à:

1° Pour les obligations non estampillées: 473 fr. personnes physiques et 466 fr. 70 personnes morales, coupon 1er juillet 1942 attaché.

686.

2° Pour les obligations estampillées: 373 fr. personnes physiques et 366 fr. 70 personnes morales, coupon 1er juillet 1942 attaché.

273 377 397 571 722 810 833 847 1.067 1.082 1.150 1.289 1.298 1.348 1.350 1.578 1.644 1.819 1.991 2.093 2.200 2.205 2.422

Le remboursement des obligations sorties tant au tirage de 1942 qu'aux tirages antérieurs s'effectue soit à Paris, 68, rue du Faubourg-Saint-Honoré, soit à Lyon, 5, place Jules-Ferry.

Le conseil d'administration.

SOCIÉTÉ
DES
Services contractuels des Messageries Maritimes

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 60 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL:
12, BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS
R. C.: Seine 176390.

EMPRUNT 4 1/2 0/0 1936

Numéros des 3.210 obligations amorties et remboursables à partir du 15 décembre 1942.

16.558 à 19.767.

Titres antérieurement amortis restant à rembourser.

Néant.

SOCIÉTÉ
DES
Services Contractuels des Messageries Maritimes

SOCIÉTÉ ANONYME
AU CAPITAL DE 60 MILLIONS DE FRANCS
SIÈGE SOCIAL:
12, BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS
R. C.: Seine 176390.

EMPRUNT 4 0/0 1942-1964

Numéros des 826 obligations amorties et remboursables à partir du 15 décembre 1942.

810 à 1.635.

Titres antérieurement amortis restant à rembourser.

Néant.

Compagnie Lorraine d'Electricité

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 61.500.000 FRANCS
SIÈGE DES EXPLOITATIONS:
64, RUE RAYMOND-POINCARÉ, NANCY
R. C.: Seine 285179 B; R. C. Nancy n° 562.

OBLIGATIONS 4 1/2 0/0 1913

Liste des 1.663 numéros sortis au 28e tirage effectué le 20 octobre 1942

30.008	30.010	30.054	30.089	30.095	30.104	30.120
30.140	30.170	30.226	30.250	30.251	30.285	30.295
30.351	30.392	30.402	30.471	30.527	30.528	30.555
30.579	30.587	30.614	30.690	30.691	30.695	30.745
30.747	30.775	30.799	30.852	30.889	30.907	30.912
30.915	30.922	30.978	30.999	31.027	31.065	31.082
31.086	31.135	31.202	31.292	31.313	31.351	31.361
31.366	31.421	31.423	31.446	41.449	41.453	31.467
31.468	31.557	31.587	31.671	31.680	31.688	31.735
31.740	31.779	31.786	31.794	31.889	31.993	32.002
32.026	32.035	32.047	32.088	32.097	32.136	32.175
32.188	32.239	32.272	32.290	32.320	32.378	32.455
32.456	32.478	32.481	32.482	32.506	32.507	32.528
32.607	32.622	32.656	32.677	32.714	32.750	32.873
32.913	32.977	33.011	33.025	33.031	33.032	33.035
33.094	33.108	33.111	33.120	33.168	33.194	33.201
33.307	33.314	33.361	33.369	33.403	33.406	33.437
33.457	33.469	33.504	33.524	33.535	33.549	33.556
33.571	33.626	33.638	33.668	33.709	33.717	33.739
33.741	33.768	33.772	33.817	33.843	33.924	33.943
33.978	34.048	34.063	34.077	34.102	34.107	34.199
34.230	34.245	34.273	34.276	34.282	34.301	34.348
34.352	34.385	34.452	34.461	34.477	34.495	34.501
34.513	34.601	34.615	34.624	34.654	34.656	34.691
34.703	34.747	34.753	34.812	34.820	34.826	34.904
34.914	34.947	34.965	34.990	34.997	35.032	35.037
35.043	35.078	35.084	35.148	35.178	35.182	35.206
35.239	35.266	35.273	35.276	35.289	35.328	35.332
35.430	35.433	35.456	35.593	35.606	35.608	35.609
35.634	35.677	35.734	35.764	35.786	35.789	35.793
35.827	35.830	35.842	35.880	35.889	35.946	35.962
35.968	35.969	36.001	36.042	36.049	36.050	36.120
36.139	36.149	36.201	36.264	36.292	36.330	36.339
36.350	36.355	36.384	36.413	36.471	36.511	36.528
36.547	36.571	36.576	36.597	36.604	36.680	36.692
36.710	36.733	36.736	36.786	36.847	36.867	36.891
36.900	36.933	36.959	36.986	36.995	36.999	37.001
37.062	37.077	37.116	37.140	37.155	37.168	37.189
37.196	37.210	37.235	37.237	37.290	37.303	37.336
37.349	37.350	37.356	37.360	37.369	37.374	37.393
37.399	37.413	37.451	37.564	37.569	37.583	37.605
37.625	37.787	37.801	37.814	37.894	37.926	37.962
37.969	37.970	38.001	38.007	38.027	38.042	38.050
38.071	38.076	38.080	38.120	38.140	38.159	38.174
38.215	38.225	38.230	38.243	38.258	38.273	38.288
38.295	38.303	38.312	38.335	38.345	38.377	38.416
38.471	38.517	38.526	38.549	38.588	38.620	38.634
38.651	38.652	38.654	38.698	38.701	38.738	38.756
38.777	38.797	38.835	38.946	38.967	38.979	38.980
38.982	39.023	39.034	39.093	39.094	39.102	39.124
39.127	39.136	39.177	39.181	39.262	39.287	39.297
39.301	39.323	39.355	39.367	39.384	39.405	39.422
39.436	39.497	39.520	39.533	39.585	39.601	39.634
39.635	39.669	39.703	39.730	39.731	39.755	39.835
39.850	39.897	39.940	39.957	39.974	40.004	40.045
40.095	40.111	40.116	40.142	40.156	40.185	40.193
40.214	40.222	40.223	40.224	40.243	40.264	40.268
40.270	40.301	40.390	40.409	40.441	40.466	40.496
40.502	40.558	40.562	40.568	40.572	40.575	40.579
40.599	40.605	40.621	40.677	40.680	40.686	40.713
40.736	40.769	40.775	40.780	40.782	40.857	40.876
40.918	40.981	41.011	41.050	41.098	41.113	41.118
41.135	41.163	41.168	41.169	41.170	41.238	41.251
41.261	41.282	41.297	41.323	41.342	41.344	41.367
41.371	41.420	41.498	41.502	41.525	41.536	41.564
41.616	41.635	41.666	41.735	41.800	41.810	41.812
41.860	41.914	41.929	41.930	41.943	41.953	41.957
42.018	42.032	42.123	42.206	42.377	42.400	42.428
42.423	42.462	42.466	42.472	42.508	42.561	42.573
42.574	42.598	42.619	42.642	42.671	42.673	42.683
42.702	42.703	42.716	42.779	42.783	42.845	42.857
42.858	42.866	42.875	42.914	42.924	42.941	42.003
43.047	43.058	43.069	43.119	43.139	43.182	43.194
43.204	43.252	43.255	43.297	43.355	43.369	43.400
43.417	43.474	43.494	43.544	43.685	43.704	43.732
43.749	43.775	43.779	43.782	43.792	43.802	43.809
43.821	43.841	43.854	43.861	43.871	43.887	43.896
43.929	43.935	43.955	44.017	44.056	44.061	44.080
44.106	44.124	44.143	44.154	44.158	44.169	44.193
44.233	44.235	44.239	44.241	44.269	44.292	44.404

44.456	44.466	44.476	44.477	44.504	44.535	44.542
44.545	44.579	44.613	44.617	44.663	44.667	44.680
44.685	44.686	44.705	44.715	44.726	44.741	44.834
44.845	44.893	44.901	44.902	44.926	44.932	44.941
44.955	44.995	45.002	45.103	45.119	45.126	45.140
45.151	45.176	45.182	45.260	45.275	45.297	45.361
45.378	45.403	45.426	45.504	45.615	45.616	45.644
45.648	45.654	45.679	45.690	45.699	45.710	45.717
45.721	45.734	45.762	45.773	45.815	45.820	45.889
45.894	45.915	45.923	45.950	45.952	45.958	46.006
46.013	46.025	46.073	46.172	46.174	46.194	46.219
46.250	46.270	46.271	46.298	46.305	46.327	46.355
46.369	46.373	46.388	46.392	46.405	46.435	46.496
46.505	46.539	46.560	46.580	46.588	46.616	46.644
46.659	46.672	46.683	46.693	46.694	46.756	46.759
46.765	46.774	46.777	46.801	46.812	46.826	46.887
46.916	46.926	47.030	47.050	47.063	47.092	47.110
47.127	47.141	47.153	47.246	47.261	47.315	47.372
47.393	47.408	47.432	47.434	47.458	47.478	47.503
47.509	47.581	47.598	47.605	47.607	47.617	47.645
47.691	47.718	47.793	47.801	47.803	47.810	47.821
47.857	47.863	47.881	47.898	47.905	47.921	47.929
47.942	47.968	47.985	48.013	48.018	48.078	48.081
48.102	48.104	48.108	48.119	48.147	48.206	48.225
48.256	48.281	48.348	48.402	48.450	48.456	48.464
48.477	48.531	48.532	48.559	48.571	48.581	48.594
48.597	48.638	48.680	48.716	48.723	48.753	48.791
48.797	48.822	48.881	48.924	48.938	48.964	48.969
48.986	48.998	49.010	49.011	49.013	49.030	49.036
49.089	49.105	49.115	49.120	49.125	49.127	49.138
49.147	49.151	49.152	49.171	49.181	49.201	49.219
49.246	49.248	49.282	49.309	49.312	49.370	49.394
49.395	49.439	49.455	49.467	49.483	49.504	49.508
49.530	49.577	49.601	49.806	49.824	49.871	49.893
49.925	49.936	49.939	49.985	49.992	50.044	50.090
50.111	50.117	50.138	50.157	50.163	50.200	50.212
50.216	50.239	50.261	50.301	50.302	50.341	50.352
50.355	50.356	50.366	50.576	50.401	50.407	50.417
50.430	50.456	50.459	50.507	50.528	50.530	50.533
50.565	50.575	50.580	50.685	50.709	50.742	50.760
50.785	50.825	50.880	50.888	50.912	50.944	50.981
50.982	51.010	51.071	51.074	51.076	51.095	51.109
51.110	51.122	51.156	51.175	51.200	51.225	51.258
51.266	51.288	51.330	51.343	51.389	51.409	51.431
51.477	51.481	51.487	51.495	51.503	51.532	51.535
51.543	51.585	51.587	51.643	51.655	51.686	51.707
51.756	51.788	51.789	51.799	51.858	51.879	51.947
51.977	51.979	51.993	52.029	52.035	52.042	52.050
52.060	52.121	52.155	52.174	52.210	52.211	52.271
52.321	52.334	52.347	52.365	52.410	52.423	52.440
52.468	52.482	52.496	52.568	52.571	52.584	52.600
52.620	52.632	52.648	52.690	52.711	52.712	52.748
52.760	52.795	52.802	52.832	52.868	52.875	52.886
52.900	52.911	52.990	53.007	53.019	53.096	53.119
53.168	53.211	53.285	53.304	53.340	53.375	53.397
53.403	53.415	53.429	53.455	53.475	53.533	53.571
53.630	53.641	53.662	53.683	53.684	53.735	53.744
53.750	53.786	53.799	53.804	53.809	53.839	53.843
53.849	53.885	53.890	53.945	54.007	54.038	54.054
54.072	54.078	54.095	54.118	54.119	54.156	54.161
54.169	54.183	54.196	54.205	54.222	54.299	54.302
54.306	54.316	54.334	54.457	54.543	54.574	54.633
54.648	54.649	54.680	54.715	54.723	54.799	54.810
54.823	54.831	54.893	54.902	54.934	54.946	54.957
54.963	54.968	54.983	55.041	55.071	55.092	55.101
55.124	55.247	55.269	55.294	55.356	55.369	55.385
55.402	55.414	55.429	55.497	55.561	55.633	55.673
55.679	55.683	55.687	55.760	55.761	55.771	55.773
55.860	55.869	55.884	55.890	55.948	55.949	56.003
56.049	56.097	56.169	56.210	56.251	56.260	56.291
56.297	56.335	56.344	56.348	56.366	56.415	56.467
56.474	56.490	56.494	56.681	56.689	56.728	56.739
56.790	56.926	56.938	56.943	56.944	56.971	56.993
57.013	57.048	57.082	57.086	57.123	57.128	57.140
57.144	57.147	57.233	57.241	57.243	57.276	57.329
57.333	57.398	57.416	57.437	57.439	57.452	57.503
57.540	57.561	57.615	57.618	56.671	57.715	57.761
57.828	57.850	57.885	57.910	57.947	57.948	57.950
57.965	58.003	58.026	58.056	58.098	58.145	58.132
58.137	58.143	58.144	58.157	58.267	58.273	58.275
58.307	58.332	58.338	58.369	58.383	58.395	58.396
58.595	58.598	58.605	58.619	58.621	58.637	58.688
58.711	58.765	58.786	58.800	58.811	58.814	58.815
58.893	58.895	58.931	58.963	59.006	59.025	59.081
59.106	59.111	59.116	59.144	59.149	59.152	59.160
59.199	59.254	59.271	59.291	59.326	59.337	59.367
59.372	59.422	59.439	59.485	59.532	59.546	59.554
59.625	59.631	59.643	59.650	59.653	59.681	59.688
59.701	59.733	59.747	59.815	59.831	59.864	59.867
59.889	59.916	59.951	60.028	60.143	60.115	60.160
60.213	60.323	60.347	60.348	60.349	60.386	60.412
60.427	60.449	60.459	60.465	60.467	60.533	60.554
60.568	60.599	60.646	60.660	60.661	60.687	60.714
60.776	60.783	60.798	60.800	60.825	60.891	60.901
60.906	60.935	60.970	60.972	60.974	60.978	60.991
61.014	61.017	61.026	61.045	61.093	61.121	61.137
61.169	61.235	61.361	61.362	61.368	61.382	61.400
61.445	61.495	61.522	61.536	61.586	61.590	61.606
61.691	61.707	61.809	61.810	61.833	61.850	61.871
61.922	61.985	62.024	62.081	62.103	62.136	62.139

62.153	62.156	62.200	62.201	62.212	62.244	62.263
62.282	62.312	62.330	62.423	62.431	62.433	62.482
62.503	62.520	62.526	62.532	62.546	62.548	62.556
62.566	62.581	62.645	62.684	62.705	62.714	62.742
62.777	62.789	62.795	62.843	62.866	62.932	62.939
62.942	62.944	62.974	62.990	63.004	63.016	63.019
63.057	63.062	63.098	63.118	63.125	63.210	63.213
63.239	63.246	63.251	63.277	63.315	63.328	63.331
63.339	63.344	63.363	63.379	63.406	63.421	63.428
63.451	63.488	63.490	63.519	63.531	63.532	63.536
63.545	63.582	63.585	63.607	63.614	63.615	63.618
63.625	63.648	63.727	63.733	63.743	63.744	63.758
63.771	63.817	63.829	63.834	63.848	63.921	64.010
64.019	64.029	64.031	64.043	64.080	64.103	64.148
64.184	64.200	64.224	64.241	64.245	64.246	64.282
64.356	64.396	64.434	64.446	64.452	64.456	64.468
64.502	64.561	64.562	64.597	64.606	64.617	64.652
64.655	64.658	64.761	64.767	64.774	64.775	64.778
64.789	64.800	64.814	64.911	64.982	65.102	65.153
65.171	65.186	65.191	65.194	65.195	65.218	65.247
65.267	65.268	65.299	65.330	65.350	65.472	65.517
65.532	65.555	65.596	65.611	65.643	65.667	65.676
65.695	65.735	65.739	65.752	65.768	65.776	65.795
65.811	65.815	65.859	65.876	65.891	65.900	65.908
65.926	65.927	65.931	65.971	65.988	66.002	66.027
66.032	66.057	66.110	66.122	66.124	66.133	66.186
66.225	66.326	66.329	66.350	66.359	66.366	66.367
66.375	66.408	66.432	66.436	66.445	66.448	66.454
66.458	66.471	66.476	66.480	66.489	66.491	66.511
66.533	66.545	66.547	66.558	66.561	66.573	66.630
66.652	66.679	66.723	66.743	66.716	66.802	66.804
66.808	66.816	66.825	66.844	66.881	66.882	66.999
67.066	67.080	67.104	67.111	67.164	67.178	67.199
67.240	67.261	67.277	67.278	67.306	67.311	67.316
67.334	67.361	67.370	67.387	67.397	67.437	67.458
67.535	67.539	67.577	67.585	67.599	67.641	67.724
67.766	67.785	67.787	67.847	67.883	67.884	67.889
67.911	67.934	67.972	67.975	67.976	67.994	68.000
68.005	68.056	68.059	68.079	68.121	68.150	68.248
68.277	68.291	68.301	68.321	68.333	68.344	68.358
68.374	68.422	68.472	68.489	68.508	68.519	68.522
68.550	68.570	68.577	68.580	68.659	68.674	68.685
68.698	68.703	68.733	68.765	68.767	68.773	68.793
68.837	68.862	68.873	68.885	68.890	68.894	68.898
68.922	68.928	69.012	69.030	69.054	69.058	69.062
69.064	69.078	69.179	69.219	69.256	69.258	69.265
69.270	69.364	69.462	69.493	69.501	69.541	69.547
69.562	69.567	69.571	69.573	69.574	69.582	69.635
69.651	69.677	69.740	69.828	69.899	69.915	69.917
69.965	69.984	70.009	70.038	70.052	70.079	70.090
70.115	70.130	70.129	70.187	70.272	70.274	70.311
70.329	70.448	70.460	70.484	70.497	70.507	70.513
70.514	70.521	70.544	70.579	70.601	70.618	70.634
70.698	70.704	70.732	70.758	70.760	70.777	70.795
70.826	70.838	70.849	70.879	70.910	70.946	70.925
70.972	70.975	70.984	71.000	71.028	71.059	71.088
71.095	71.119	71.126	71.137	71.139	71.160	71.177
71.196	71.198	71.251	71.256			

Les obligations ci-dessus seront remboursables à partir du 1er janvier 1943, coupon 61 et suivants attachés, à raison de 497 fr. 40 pour les personnes physiques et 496 fr. 66 pour les personnes morales, à la Société générale à Paris, à la Société nancéienne de crédit industriel et de dépôts à Nancy, à l'Electro-Crédit, 12, rue de La Baume, à Paris, au Crédit commercial de France à Paris, et dans tous les bureaux et agences de ces établissements.

Obligations 4 1/2 0/0 1913 amorties et non remboursées, remboursables aux établissements précédemment désignés.

30.038	30.047	30.049	30.082	30.111	30.118	30.121
30.123	30.124	30.174	30.183	30.193	30.197	30.238
30.239	30.241	30.248	30.280	30.286	30.308	30.326
30.415	30.422	30.426	30.474	30.541	30.552	30.558
30.561	30.564	30.601	30.630	30.635	30.696	30.707
30.742	30.746	30.748	30.752	30.768	30.776	30.785
30.868	30.875	30.882	30.933	30.936	30.948	30.963
30.988	31.003	31.004	31.046	31.061	31.077	31.121
31.128	31.142	31.144	31.184	31.206	31.251	31.279
31.285	31.296	31.325	31.363	31.364	31.369	31.370
31.377	31.381	31.383	31.388	31.410	31.412	31.443
31.458	31.459	31.482	31.518	31.520	31.539	31.548
31.571	31.591	31.610	31.613	31.699	31.732	31.738
31.756	31.783	31.796	31.798	31.847	31.820	31.831
31.835	31.836	31.838	31.847	31.848	31.851	31.883
31.891	31.901	31.946	31.951	31.964	31.967	31.972
32.017	32.034	32.041	32.079	32.083	32.123	32.182
32.186	32.211	32.238	32.279	32.283	32.307	32.313
32.343	32.464	32.511	32.531	32.565	32.669	32.708
32.717	32.725	32.728	32.743	32.766	32.771	32.793
32.794	32.819	32.821	32.859	32.868	32.872	32.878
32.882	32.883	32.917	32.927	32.943	32.953	32.960
32.981	33.018	33.041	33.054	33.072	33.119	33.137
33.197	33.219	33.281	33.289	33.298	33.302	33.329
33.332	33.340	33.347	33.348	33.373	33.451	33.460
33.476	33.527	33.530	33.577	33.579	33.581	33.587

33.591	33.609	33.617	33.635	33.646	33.653	33.749
33.756	33.757	33.765	33.808	33.868	33.918	33.927
33.954	33.992	34.008	34.011	34.013	34.131	34.167
34.168	34.173	34.252	34.279	34.287	34.300	34.325
34.433	34.448	34.457	34.458	34.467	34.484	34.494
34.497	34.502	34.558	34.572	34.582	34.589	34.696
34.707	34.726	34.733	34.810	34.821	34.853	34.891
34.892	34.938	34.940	34.966	34.977	34.999	35.010
35.047	35.054	35.075	35.076	35.126	35.151	35.244
35.230	35.246	35.264	35.302	35.313	35.334	35.344
35.348	35.392	35.416	35.423	35.429	35.441	35.483
35.533	35.535	35.560	35.663	35.664	35.705	35.713
35.756	35.769	35.833	35.867	35.897	35.952	35.953
35.989	35.992	36.016	36.039	36.055	36.098	36.169
36.188	36.192	36.193	36.194	36.269	36.272	36.392
36.305	36.308	36.338	36.340	36.344	36.428	36.572
36.614	36.621	36.681	36.743	36.744	36.756	36.759
36.770	36.771	36.779	36.787	36.808	36.844	36.853
36.854	36.866	36.935	36.936	36.944	36.967	36.996
37.070	37.072	37.242	37.302	37.358	37.386	37.391
37.394	37.396	37.448	37.454	37.456	37.469	37.470
37.537	37.543	37.577	37.578	37.589	37.596	37.604
36.612	37.617	37.619	37.623	37.656	37.708	37.750
37.785	37.804	37.805	37.847	37.875	37.878	37.885
37.930	37.937	37.950	38.010	38.055	38.115	38.136
38.160	38.164	38.173	38.192	38.217	38.228	38.236
38.246	38.255	38.257	38.272	38.300	38.308	38.317
38.318	38.331	38.363	38.390	38.396	38.407	38.468
38.477	38.482	38.511	38.519	38.520	38.558	38.576
38.609	38.622	38.678	38.723	38.736	38.739	38.755
38.757	38.765	38.781	38.824	38.861	38.866	38.871
38.885	38.891	38.896	38.898	38.905	38.906	38.970
39.204	39.207	39.211	39.218	39.223	39.221	39.260
39.264	39.267	39.282	39.284	39.296	39.306	39.310
39.349	39.360	39.364	39.366	39.403	39.408	39.453
39.500	39.516	39.521	39.549	39.551	39.565	39.572
39.666	39.673	39.690	39.693	39.705	39.720	39.764
39.803	39.806	39.811	39.834	39.836	39.840	39.918
39.931	39.985	40.008	40.039	40.081	40.082	40.102
40.104	40.162	40.166	40.172	40.173	40.218	40.225
40.228	40.235	40.257	40.297	40.325	40.320	40.336
40.340	40.344	40.406	40.413	40.419	40.435	40.449
40.489	40.484	40.485	40.498	40.542	40.543	40.666
40.763	40.821	40.838	40.852	40.895	40.926	40.927
40.913	40.988	40.990	41.034	41.070	41.087	41.122
41.126	41.137	41.139	41.183	41.197	41.202	41.205
41.211	41.255	41.280	41.293	41.316	41.318	41.319
41.330	41.364	41.365	41.368	41.444	41.460	41.470
41.477	41.492	41.563	41.574	41.598	41.617	41.663
41.688	41.705	41.718	41.741	41.756	41.775	41.822
41.838	41.842	41.815	41.871	41.879	41.889	41.906
41.945	41.949	41.955	41.966	41.967	41.976	41.980
41.984	42.038	42.056	42.064	42.073	42.075	42.098
42.099	42.100	42.150	42.175	42.209	42.220	42.243
42.258	42.280	42.351	42.352	42.381	42.384	42.385
42.441	42.498	42.524	42.542	42.547	42.586	
42.604	42.627	42.629	42.635	42.644	42.648	42.653
42.657	42.676	42.682	42.663	42.685	42.722	42.751
42.7[illegible]	42.778	42.780	42.785	42.791	42.811	42.919
42.93[illegible]	42.954	42.958	43.003	43.034	43.068	43.070
43.079	43.084	43.099	43.124	43.158	43.192	43.247
43.256	43.257	43.263	43.264	43.271	43.276	43.284
43.317	43.324	43.360	43.362	43.364	43.378	43.379
43.386	43.387	43.391	43.392	43.432	43.443	43.453
43.517	43.524	43.615	43.652	43.659	43.663	43.701
43.733	43.735	43.776	43.851	43.872	43.894	44.140
44.141	44.148	44.190	44.196	44.200	44.229	44.270
44.280	44.281	44.282	44.294	44.293	44.294	44.295
44.299	44.303	44.306	44.316	44.317	44.350	44.353
44.357	44.361	44.391	44.392	44.412	44.414	44.461
44.481	44.492	44.496	44.499	44.568	44.594	44.614
44.698	44.759	44.761	44.786	44.793	44.823	44.832
44.856	44.896	44.947	44.959	44.961	44.969	44.973
44.976	45.024	45.029	45.066	45.068	45.069	45.089
45.159	45.196	45.197	45.210	45.218	45.232	45.305
45.313	45.336	45.318	45.367	45.395	45.416	45.422
45.427	45.486	45.519	45.608	45.664	45.697	45.735
45.736	45.793	45.814	45.816	45.819	45.852	46.002
46.029	46.084	46.127	46.136	46.169	46.175	46.180
46.209	46.258	46.276	46.300	46.335	46.374	46.409
46.411	46.427	46.437	46.481	46.527	46.533	46.586
46.604	46.633	46.654	46.710	46.723	46.749	46.815
46.830	46.836	46.837	46.885	46.900	46.911	46.951
46.953	46.971	47.018	47.037	47.043	47.106	47.140
47.144	47.164	47.189	47.237	47.242	47.259	47.279
47.304	47.321	47.339	47.363	47.371	47.374	47.384
47.406	47.414	47.437	47.449	47.469	47.479	47.538
47.570	47.658	47.659	47.679	47.725	47.727	47.731
47.752	47.765	47.896	47.913	47.917	47.959	47.988
48.002	48.003	48.064	48.065	48.017	48.107	48.163
48.188	48.194	48.283	48.343	48.345	48.381	48.404
48.447	48.452	48.488	48.508	48.518	48.557	48.633
48.705	48.749	48.772	48.835	48.855	48.856	48.875
48.967	48.973	48.974	48.980	49.001	49.003	49.113
49.163	49.224	49.255	49.299	49.328	49.361	49.369
49.386						
49.392	49.393	49.422	49.478	49.495	49.512	49.513
49.522	49.539	49.547	49.567	49.595	49.599	49.611
49.612	49.655	49.673	49.690	49.801	49.809	49.829
49.856	49.861	49.902	49.906	49.940	49.942	49.973

49.988	49.994	50.039	50.128	50.130	50.264	50.311
50.349	50.362	50.371	50.406	50.436	50.497	50.509
50.577	50.588	50.597	50.599	50.604	50.609	50.622
50.759	50.765	50.773	50.784	50.786	50.882	50.942
50.943	50.948	50.949	50.963	50.990	51.030	51.046
51.092	51.112	51.123	51.125	51.164	51.188	51.189
51.192	51.195	51.199	51.210	51.211	51.220	51.223
51.246	51.264	51.268	51.284	51.319	51.324	51.326
51.378	51.380	51.460	51.471	51.476	51.485	51.491
51.554	51.557	51.559	51.562	51.572	51.573	51.576
51.589	51.612	51.667	51.692	51.704	51.737	51.772
51.786	51.797	51.805	51.813	51.817	51.824	51.841
51.844	51.875	51.896	51.920	51.924	51.991	52.009
52.012	52.014	52.040	52.046	52.061	52.062	52.142
52.151	52.152	52.165	52.184	52.226	52.239	52.258
52.282	52.306	52.326	52.329	52.336	52.360	52.396
52.408	52.491	52.503	52.573	52.576	52.585	52.680
52.731	52.732	52.747	52.751	52.762	52.779	52.799
52.887	52.891	52.892	52.893	52.924	52.926	52.936
52.977	52.989	53.000	53.006	53.008	53.009	53.010
53.039	53.041	53.078	53.080	53.082	53.083	53.125
53.132	53.202	53.221	53.267	53.270	53.282	53.296
53.337	53.369	53.370	53.371	53.394	53.444	53.184
53.486	53.488	53.543	53.586	53.687	53.688	53.763
53.788	53.807	53.817	53.879	53.899	53.909	54.021
54.026	54.062	54.081	54.115	54.117	54.151	54.162
54.164	54.174	54.201	54.215	54.245	54.265	54.316
54.349	54.377	54.381	54.476	54.483	54.514	54.519
54.524	54.532	54.561	54.567	54.583	54.587	54.590
54.592	54.650	54.691	54.755	54.762	54.813	54.819
54.820	54.854	54.864	54.963	54.966	54.971	55.004
55.017	55.030	55.035	55.095	55.117	55.132	55.163
55.175	55.200	55.209	55.226	55.229	55.236	55.265
55.291	55.321	55.325	55.345	55.365	55.370	55.372
55.379	55.420	55.431	55.436	55.437	55.458	55.461
55.473	55.486	55.501	55.513	55.520	55.523	55.597
55.626	55.628	55.649	55.655	55.657	55.663	55.692
55.810	55.822	55.824	55.839	56.010	56.022	56.058
56.070	56.107	56.162	56.170	56.215	56.240	56.248
56.265	56.296	56.316	56.317	56.393	56.442	56.560
56.595	56.605	56.606	56.612	56.624	56.627	56.637
56.641	56.648	56.679	56.684	56.719	56.722	56.724
56.744	56.748	56.763	56.792	56.802	56.831	56.857
56.865	56.915	56.928	56.953	56.978	56.992	57.005
57.017	57.046	57.051	57.079	57.121	57.152	57.157
57.183	57.190	57.234	57.236	57.238	57.257	57.321
57.370	57.372	57.373	57.387	57.389	57.401	57.421
57.428	57.438	57.441	57.447	57.490	57.523	57.536
57.547	57.552	57.567	57.568	57.599	57.609	57.620
57.667	57.668	57.678	57.709	57.714	57.723	57.725
57.739	57.741	57.754	57.756	57.757	57.763	57.779
57.799	57.865	57.893	57.907	57.922	57.994	58.014
58.022	58.225	58.226	58.234	58.235	58.236	58.286
58.289	58.293	58.363	58.522	58.529	58.566	58.579
58.638	58.641	58.642	58.644	58.722	58.723	58.729
58.732	58.734	58.825	58.874	58.912	58.914	58.939
58.964	58.965	58.976	58.983	59.036	59.041	59.076
59.077	59.082	59.098	59.126	59.129	59.135	59.139
59.177	59.187	59.189	59.196	59.201	59.207	59.232
59.249	59.274	59.280	59.304	59.312	59.371	59.403
59.410	59.436	59.437	59.444	59.477	59.526	59.542
59.637	59.638	59.639	59.655	59.665	59.770	59.789
59.792	59.812	59.832	59.839	59.846	59.881	59.942
59.946	59.955	59.989	59.995	59.999	60.052	60.053
60.064	60.081	60.099	60.104	60.112	60.171	60.186
60.187	60.202	60.255	60.274	60.295	60.325	60.326
60.327	60.331	60.338	60.340	60.344	60.362	60.419
60.474	60.509	60.522	60.536	60.551	60.616	60.667
60.671	60.707	60.733	60.736	60.797	60.842	60.865
60.874	60.875	60.915	60.920	60.937	60.975	61.015
61.020	61.075	61.107	61.108	61.111	61.158	61.202
61.203	61.289	61.332	61.350	61.370	61.371	61.377
61.388	61.389	61.396	61.421	61.433	61.435	61.440
61.443	61.458	61.474	61.479	61.489	61.542	61.545
61.555	61.568	61.578	61.587	61.631	61.637	61.658
61.671	61.678	61.679	61.682	61.712	61.722	61.724
61.774	61.775	61.793	61.854	61.879	61.896	61.913
61.921	61.934	61.964	61.990	62.007	62.037	62.106
62.117	62.145	62.195	62.197	62.219	62.223	62.288
62.304	62.323	62.402	62.419	62.434	62.435	62.475
62.478	62.521	62.523	62.531	62.544	62.545	62.559
62.577	62.583	62.608	62.647	62.662	62.693	62.698
62.741	62.744	62.805	62.828	62.833	62.869	62.894
62.916	62.918	62.973	62.979	63.025	63.032	63.065
63.086	63.136	63.138	63.159	63.177	63.189	63.208
63.217	63.252	63.272	63.275	63.278	63.288	63.381
63.393	63.433	63.479	63.517	63.528	63.542	63.581
63.609	63.610	63.647	63.672	63.677	63.698	63.702
63.734	63.775	63.778	63.840	63.852	63.859	63.888
63.918	63.920	63.928	63.940	63.943	63.953	63.956
63.994	64.065	64.067	64.082	64.091	64.093	64.111
64.143	64.180	64.220	64.278	64.279	64.281	64.296
64.297	64.323	64.388	64.411	64.416	64.449	64.487
64.538	64.607	64.613	64.614	64.639	64.808	64.954
65.008	65.012	65.016	65.024	65.053	65.070	65.072
65.075	65.077	65.104	65.146	65.177	65.183	65.192
65.250	65.254	65.284	65.289	65.369	65.372	65.373
65.392	65.396	65.412	65.521	65.534	65.539	65.568
65.570	65.585	65.597	65.610	65.614	65.616	65.649
65.662	65.679	65.692	65.704	65.716	65.747	65.750
65.828	65.866	65.870	65.878	65.889	65.964	65.976
65.999	66.067	66.157	66.199	66.285	66.294	66.334
66.413	66.422	66.466	66.468	66.536	66.550	66.570
66.574	66.609	66.638	66.643	66.654	66.671	66.696
66.752	66.782	66.793	66.807	66.811	66.860	66.933
66.935	66.937	66.951	67.020	67.098	67.151	67.169
67.181	67.219	67.227	67.314	67.330	67.331	67.332
67.333	67.336	67.398	67.451	67.457	67.466	67.582
67.616	67.624	67.682	67.697	67.709	67.760	67.789
67.790	67.811	67.818	67.820	67.833	67.913	67.992
68.004	68.033	68.036	68.049	68.117	68.126	68.138
68.160	68.200	68.201	68.220	68.338	68.340	68.371
68.391	68.397	68.408	67.417	68.424	68.431	68.453
68.455	68.460	68.501	68.520	68.536	68.563	68.592
68.678	68.680	68.682	68.694	68.708	68.710	68.711
68.713	68.772	68.790	68.815	68.848	68.853	68.869
68.895	68.896	68.959	69.001	69.020	69.028	69.029
69.052	69.100	69.131	69.144	69.169	69.175	69.180
69.187	69.215	69.255	69.260	69.271	69.280	69.301
69.321	69.360	69.361	69.529	69.535	69.561	69.596
69.640	69.662	69.666	69.687	69.691	69.716	69.754
69.760	69.772	69.776	69.802	69.839	69.871	69.906
69.909	69.933	69.943	69.945	69.968	69.977	69.996
69.998	70.003	70.004	70.007	70.010	70.025	70.027
70.103	70.104	70.111	70.113	70.124	70.133	70.169
70.181	70.273	70.276	70.278	70.316	70.317	70.340
70.342	70.343	70.358	70.362	70.423	70.449	70.453
70.536	70.540	70.556	70.575	70.639	70.682	70.684
70.686	70.727	70.729	70.781	70.786	70.792	70.804
70.811	70.919	70.936	70.941	70.982	71.029	71.038
71.050	71.064	71.096	71.215	71.228	71.230	71.261
71.263	71.268					

SOCIETE

DE

Transports en Commun de la Région Toulousaine

(Anciennement F. PONS.)

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 11.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 45, RUE DES PRÉS, TOULOUSE

R. C. Toulouse: chronologique, 1863; analytique, 641 B.

Amortissement de 196 titres de l'émission 1930 (teinte saumon).

Douzième tirage (10 novembre 1942), remboursement à partir du 1er décembre 1942, coupon 26 attaché, chez: banque Courtois, rue de Rémusat, 33, à Toulouse; B. N. C. I., rue d'Alsace-Lorraine, 59 à Toulouse; B. N. C. I., 16, boulevard des Italiens, à Paris; S. B. C. I. C., 20, rue des Arts, à Toulouse.

La Société des transports en commun de la région toulousaine, usant de la faculté qu'elle s'est réservée lors de l'émission des obligations 5 0/0 1930, a procédé à l'amortissement par voie de rachats en Bourse d'un certain nombre d'obligations.

Toutefois, afin d'épuiser la totalité de l'annuité prévue pour l'année 1942, il a été procédé, le 10 novembre 1942, au tirage des obligations dont détail ci-dessous.

1° TITRES AU PORTEUR

(à 1.000 fr. personnes physiques, à 997 fr. 50 personnes morales).

181	182	183	184	185	186	187	188
189	190	521	522	523	524	525	526
527	528	529	530	921	922	923	924
925	926	927	928	929	930	1.011	1.012
1.013	1.014	1.015	1.016	1.017	1.018	1.019	1.020
1.022	1.023	1.024	1.025	1.026	1.027	1.028	1.029
1.030	1.181	1.182	1.183	1.184	1.185	1.186	1.187
1.188	1.189	1.190	1.311	1.312	1.313	1.314	1.315
1.316	1.317	1.318	1.319	1.320	1.644	1.645	1.646
1.801	1.802	1.803	1.804	1.805	1.806	1.807	1.808
1.809	1.810	2.261	2.262	2.263	2.264	2.265	2.266
2.351	2.352	2.353	2.354	2.355	2.356	2.357	2.358
2.359	2.360	2.491	2.492	2.493	2.494	2.495	2.496
2.497	2.498	2.499	2.500	2.661	2.662	2.663	2.664
2.665	2.666	2.667	2.668	2.669	2.670	4.261	4.262
5.001	5.002	5.003	5.006	5.007	5.008	5.009	5.010
5.431	5.432	5.433	5.434	5.435	5.437	5.438	5.439
7.271	7.272	7.273	7.274	7.275	7.276	7.277	7.278
7.279	7.280	7.431	7.432	7.433	7.434	7.435	7.436
7.437	7.438	7.439	7.440	7.771	7.772	7.773	7.774
7.775	7.776	7.777	7.778	7.779	7.780	7.831	7.832
7.833	7.834	7.835	7.836	7.837	7.838	7.839	7.840
7.851	7.852	7.853	7.854	7.855	7.856	7.857	7.858
7.859	8.161	8.162	8.163	8.164	8.165	8.166	8.167
8.168	8.169	8.170					

2° TITRES NOMINATIFS

(à 1.000 fr. personnes physiques, à 997 fr. 50 personnes morales).

Certificat n° 21: 7860.

Tirages antérieurs, obligations restant à rembourser.

Onzième tirage

(à 1.000 fr. personnes physiques, à 997 fr. 50 personnes morales).

591	592	593	594	595	596	597
599	600	640	831	832	833	871
877	879	880	1.761	1.823	1.824	1.825
1.827	3.214	3.215	3.216	3.217	3.218	3.219
3.637	3.638	3.639	3.640	5.041	5.618	5.619
6.251	6.252	6.253	6.254	6.255	6.256	6.257
6.322	6.323	6.324	6.325	6.326	6.327	6.328
6.330	6.631	6.632	6.633	6.634	6.635	6.639
7.342	7.344	7.441	7.442	7.443	7.658	7.659
7.861	7.864	7.866				

Neuvième tirage (à 997 fr. 50).

971 972 973 974 975 976 977 978 979 980.

EMPRUNT

DE

l'Afrique Equatoriale Française 4 °/o 1930

Rectificatif à la liste des numéros restant à rembourser de l'emprunt de l'Afrique équatoriale française, 4 0/0 1930, parue au *Journal officiel* du 9 octobre 1942: page 3424 (14), 2e colonne, au lieu de: « 63.449 », lire: « 63.439 ».

REMBOURSEMENT ANTICIPÉ DES DETTES

Application des décrets-lois des 16 juillet et 30 octobre 1935

Société des nouveaux Hôtels de Lyon

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 10.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 5, PLACE JULES-FERRY, A LYON

R. C.: Lyon B 1170.

Appel au remboursement anticipé des obligations hypothécaires de 500 fr. 7 0/0 1924.

Les propriétaires et porteurs des obligations hypothécaires de 500 fr. 7 0/0 émises par la Société des nouveaux hôtels de Lyon sont avisés que la société débitrice, usant de la faculté prévue par le contrat d'émission de ces titres et conformément aux dispositions des décrets des 16 juillet et 30 octobre 1935, a décidé de procéder au remboursement anticipé à la date du 1er février 1943 de la totalité desdites obligations non encore amorties à cette date.

Ce remboursement s'effectuera au pair, augmenté des intérêts courus et ce, sur les bases suivantes:

Remboursement au pair.....	500 »
Intérêts courus.....	2 91
Total.....	502 91

Le montant des coupons manquants sera déduit lors du remboursement.

Les porteurs desdites obligations devront, en conséquence, présenter leurs titres au remboursement (coupon n° 38 attaché) à la date ci-dessus indiquée du 1er février 1943, à partir de laquelle les intérêts cesseront de courir.

Ce remboursement sera effectué:

Aux caisses de la société, 5, place Jules-Ferry, à Lyon;

Et à la Banque Jacquier et Ce, 4, rue de la Bourse, à Lyon.

Le conseil d'administration.

Compagnie des Omnibus et Tramways de Lyon

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 20.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 50, COURS LAFAYETTE, LYON

La Compagnie des omnibus et tramways de Lyon avise les propriétaires et porteurs d'obligations 7 0/0 1926 qu'usant de la faculté prévue lors de l'émission de ces titres et conformément aux dispositions des décrets du 16 juillet et du 30 octobre 1935, elle procédera à l'amortissement anticipé des 21.069 titres de 500 fr. au nominal restant en circulation.

Ces obligations seront remboursées à partir du 1er février 1943, à raison de 489 fr. par titre majorés de la fraction courue du coupon, aux guichets du Crédit lyonnais et de la Société lyonnaise de dépôts et de crédit industriel; elles cesseront de porter intérêt à dater du 1er février 1943.

Le conseil d'administration.

Grandes Brasseries de Chalon-sur-Saône

SOCIÉTÉ ANONYME AU CAPITAL DE 3.000.000 DE FRANCS ENTIÈREMENT VERSÉ

SIÈGE SOCIAL: 12, RUE NICÉPHORE-NIEPCE, A CHALON-SUR-SAONE

Registre du commerce: n° 10749.

Avis aux porteurs d'obligations 5 0/0 1931.

Usant de la faculté de remboursement anticipé des dettes, conférée par le décret du 16 juillet 1935 complété par celui du 30 octobre 1935 et en conformité avec les conditions d'émission de l'emprunt, la société des Grandes brasseries de Chalon-sur-Saône a décidé de rembourser par anticipation le 1er avril 1943 la totalité de ses obligations 5 0/0 1931 restant en circulation.

En conséquence, ces obligations cesseront de produire intérêts à la date ci-dessus. Leur remboursement sera effectué au pair à 1.000 fr. net, plus intérêts courus, aux guichets des banques ci-dessous:

Société nancéienne de dépôts et de crédit industriel à Nancy;
Crédit lyonnais à Chalon-sur-Saône;
Banque Garnier à Chalon-sur-Saône,

ainsi que dans tous les sièges et agences de ces établissements.

Le conseil d'administration.

ANNONCES JUDICIAIRES ET LÉGALES

SEQUESTRES

Par ordonnance en date du 27 novembre 1942, M. le président du tribunal civil des Sables-d'Olonne, par application des dispositions des lois des 23 juillet 1940 et 5 octobre 1940, a placé sous séquestre les biens, droits et intérêts sis dans l'arrondissement des Sables-d'Olonne appartenant au sieur Barre (Marcel-Xavier-Paul-Charles), né à Paris, le 27 octobre 1891, ex-administrateur des colonies à Niamey (Niger), déchu de la nationalité française par décret en date du 11 juillet 1942 et désigné l'administration de l'enregistrement, en la personne du directeur des domaines de la Vendée, pour exercer les fonctions d'administrateur séquestre desdits biens.

* Par arrêté du préfet de l'Indre du 7 novembre 1942, ont été placés sous séquestre les biens appartenant à la section de l'Indre du Syndicat national des cantonniers et chefs cantonniers de France et des colonies, dissous en vertu de la loi du 15 octobre 1940.

* Par arrêté du préfet du Cher du 13 mai 1942, ont été placés sous séquestre les biens appartenant à la section du Cher du Syndicat national des surveillants des établissements d'artillerie et services de la guerre, dissous en vertu de la loi du 15 octobre 1940.

Le directeur des domaines de la Seine est chargé du séquestre des biens dont s'agit.

AVIS D'ADJUDICATIONS

Secrétariat général des postes, télégraphes et téléphones.

Stations de relais téléphoniques de Souillac (Lot) et Uzerche (Corrèze).

AVIS D'ADJUDICATION

Aux dates fixées par l'administration, il sera procédé, à la direction du service annexe des lignes souterraines à grande distance, station de répéteurs téléphoniques, place des Bughes, à Clermont-Ferrand, à l'adjudication restreinte sur soumissions fermées et à forfait d'un lot d'entreprise générale des travaux de:

Terrassement, nivellement, béton armé, maçonnerie, carrelage, revêtements, faïence et grès, charpentes bois et fer, serrurerie, menuiserie, quincaillerie, canalisations d'évacuations, clôtures, couvertures, plomberie, canalisations eau et gaz, fumisterie, marbrerie, ventilation, tenture, stores et rideaux, concernant la construction des stations de relais téléphoniques de Souillac (Lot) et Uzerche (Corrèze).

Montant approximatif des travaux: 2.000.000 de francs pour chaque station.

En raison de l'existence de la ligne de démarcation, seules seront admises à soumissionner les entreprises ayant en zone non occupée, soit leur siège, soit une agence capable de mener à bien les travaux par ses propres moyens.

Les demandes d'admission à soumissionner devront parvenir à la direction du service annexe des L. S. G. D., station de répéteurs téléphoniques, place des Bughes, Clermont-Ferrand, le 5 février 1943 au soir au plus tard.

Elles seront accompagnées des pièces prévues aux articles 2 et 3 du cahier des charges générales du 10 janvier 1938, et notamment:

1° De deux certificats délivrés sur timbre par des hommes de l'art et ayant moins d'un an de date;

2° D'une pièce authentique constatant la qualité de Français du postulant;

3° D'une attestation constatant la régularité du demandeur au regard du comité d'organisation du bâtiment et des travaux publics;

4° D'une attestation d'adhésion à une caisse de compensation pour les allocations familiales;

5° D'un certificat du service régional des assurances sociales attestant que le candidat est en règle avec la loi du 15 avril 1928 et les textes modificatifs subséquents.

Elles seront adressées à M. l'ingénieur en chef, chargé du service annexe des L. S. G. D. en zone non occupée, station de répéteurs téléphoniques, place des Bughes, à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme).

Le cahier des charges générales du 10 janvier 1938 peut être acquis dans tous les bureaux de poste, moyennant le prix de 8 fr. (référence administrative *Bulletin des P. T. T.* de 1938, page 163). Ce document peut également être consulté dans toutes les directions des postes.

Tous renseignements complémentaires utiles pourront, en outre, être demandés à la direction du service annexe des L. S. G. D. à Clermont-Ferrand et à la direction du service des lignes souterraines à grande distance, 24, rue Bertrand, à Paris, où le cahier des charges spéciales, le devis descriptif et les plans pourront également être consultés tous les jours non fériés de neuf heures à onze heures et de quinze heures à dix-sept heures.

Paris, le 24 décembre 1942.

L'ingénieur en chef, directeur du service des lignes souterraines à grande distance,
AGUILLON.

AVIS DIVERS

SUD-ELECTRIQUE

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 80.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 5, AVENUE DU COQ, PARIS (9e)

Registre du commerce: Seine n° 207046 B.

Avis aux actionnaires.

Dividende de l'exercice 1941-1942.

Le dividende de l'exercice 1941-1942 a été fixé par l'assemblée générale ordinaire du 18 décembre 1942 à:

22 fr. 50 pour les actions anciennement libérées;

17 fr. 8125 pour les actions dont la libération a été appelée pour le 1er janvier 1942.

Un acompte ayant été versé en même temps que le dividende de l'exercice 1940-1941 contre remise du coupon n° 33, à raison de:

6 fr. 25 pour les actions anciennement libérées;

1 fr. 5625 pour les actions nouvellement libérées,

il reste à payer à toutes les actions libérées un dividende brut de 16 fr. 25 représenté par le coupon n° 34 qui, par décision du conseil d'administration, sera mis en payement à dater du 31 décembre 1942 aux taux ci-après:

12 fr. 71 net pour les actions nominatives, sur présentation des certificats;

9 fr. 98 net pour les actions au porteur, contre remise du coupon n° 34.

Le payement aura lieu aux caisses des établissements ci-après ou dans leurs succursales et agences, soit à Paris, soit en province:

Comptoir national d'escompte de Paris;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie;
Banque transatlantique;
Sté Gle de crédit industriel et commercial;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France;
Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts.

Le conseil d'administration.

N. B. — Les actions sur lesquelles les versements de libération n'ont pas encore été effectués ne pourront recevoir ce dividende qu'après régularisation.

Etablissements BERNARD ROUX

SOCIÉTÉ ANONYME

AU CAPITAL DE 2.000.000 DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 2, RUE ESQUIROL, PARIS (13e)

MM. les actionnaires des Etablissements Bernard Roux sont convoqués en assemblée générale ordinaire au siège social, à Paris, 2, rue Esquirol, pour le mardi 12 janvier 1943, à onze heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Rapport du président du conseil d'administration;
Rapports du commissaire aux comptes;
Approbation du bilan et des comptes de l'exercice 1941;
Quitus aux administrateurs;

ANNONCES. — L'Administration et les Fermiers déclinent toute responsabilité quant à la teneur des annonces. — ANNONCES

Approbation et autorisation à donner aux administrateurs conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867;
Questions diverses.

N. B. — Les propriétaires d'actions au porteur devront, pour avoir le droit d'assister à l'assemblée générale, faire déposer leurs titres, cinq jours au moins à l'avance, au siège social ou chez un officier ministériel ou dans un établissement de crédit ayant justifié.

Le président du conseil d'administration.

Société des Raffineries et Sucreries SAY

SOCIÉTÉ ANONYME

CAPITAL SOCIAL: 343.593.000 FRANCS

SIÈGE SOCIAL: 18, RUE VANEAU, PARIS (7e)

R. C.: Seine n° 66673.

MM. les actionnaires sont convoqués le mardi 26 janvier 1943, à seize heures, salle Gaveau, 45-47, rue La Boétie, à Paris, en assemblée générale ordinaire, conformément aux dispositions des articles 30 et 31 des statuts.

ORDRE DU JOUR

Lecture et approbation des rapports du conseil d'administration et des commissaires des comptes;
Approbation des comptes de l'exercice 1941-1942 et fixation du dividende;
Quitus à donner aux administrateurs;
Nomination d'administrateurs;
Autorisation à donner aux administrateurs conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Pour faire partie de cette assemblée les actionnaires doivent posséder au moins 20 actions.

Tous les propriétaires de moins de 20 actions peuvent se réunir pour former le nombre nécessaire et donner mandat à l'un d'eux (art. 30 des statuts).

Les propriétaires d'actions au porteur doivent déposer leurs titres au plus tard le jeudi 21 janvier 1943, au siège de la société, 18, rue Vaneau, à Paris (7e), et dans les sièges, agences, succursales des établissements suivants:

Banque de Paris et des Pays-Bas;
Banque de l'Union parisienne;
Banque nationale pour le commerce et l'industrie;
Comptoir national d'escompte de Paris;
Crédit algérien;
Crédit lyonnais;
Sté Gle de crédit industriel et commercial;
Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France;
Société marseillaise de crédit industriel et commercial et de dépôts.

Le conseil d'administration.

IMPRIMERIE & EDITION DES "Dernières Nouvelles de Strasbourg"

SOCIÉTÉ PAR ACTIONS

CAPITAL SOCIAL: SIX MILLIONS DE FRANCS

SIÈGE SOCIAL:

A MONTPELLIER, 21, BOULEVARD BERTHELOT

Avis de convocation des actionnaires en assemblée générale extraordinaire (art. 21, 22, 23 et 24 des statuts).

Les actionnaires de la société par actions Imprimerie et édition des *Dernières nouvelles de Strasbourg* sont convoqués en assemblée générale extraordinaire le lundi 18 janvier 1943, à dix heures, au siège de la société, 21, boulevard Berthelot, à Montpellier.

ORDRE DU JOUR

1° Transformation de la société par actions Imprimerie et édition des *Dernières nouvelles de Strasbourg* en société anonyme de droit français conformément aux lois en vigueur;
2° Nomination d'administrateurs et de commissaires aux comptes.

La direction.

DÉCLARATIONS D'ASSOCIATIONS

Prix des insertions des déclarations d'associations : 8 fr. la ligne
(Décret du 2 décembre 1937, article 1er.)

ASSOCIATIONS FRANÇAISES

(Décret du 16 août 1901.)

12 mai 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Belley. SOCIÉTÉ DES JARDINS OUVRIERS ET FAMILIAUX DE VILLEBOIS. But: création et organisation de jardins ouvriers et familiaux en faveur de ses membres adhérents. Siège social: mairie de Villebois (Ain).

6 novembre 1942. Déclaration à la préfecture de l'Indre. La section départementale des mutilés et réformés d'après guerre prend le titre de SECTION DÉPARTEMENTALE DES MUTILÉS ET RÉFORMÉS MILITAIRES. Siège social: châlet Lyda, rue Marinier, Châteauroux.

9 novembre 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Villefranche. JARDINS OUVRIERS DE CRANSAC. Des modifications ont été apportées aux statuts de l'association. But: recherche des terrains à louer pour créer des jardins, vulgarisation des bonnes méthodes de culture. Siège social: mairie de Cransac (Aveyron).

19 novembre 1942. Déclaration à la préfecture de Vaucluse. JARDINS OUVRIERS D'EGUILLES. But: création de jardins ouvriers. Siège social: compagnie Alcis, Froges et Camargue, Vedène (Vaucluse).

21 novembre 1942. Déclaration à la préfecture des Basses-Pyrénées. SOCIÉTÉ CANTONALE DES CHASSEURS DE GRENADE. But: repeuplement du gibier, formation des réserves, suppression du braconnage. Siège social: mairie de Grenade.

23 novembre 1942. Déclaration à la préfecture du Gard. ASSOCIATION DES PAPETIERS-LIBRAIRES ET MÉCANOGRAPHES DU GARD. But: renseigner les adhérents sur les lois et décrets, devoirs et défense concernant uniquement la profession des papetiers-libraires et mécanographes. Siège: 12, rue de la République, Nîmes.

28 novembre 1942. Déclaration à la préfecture de la Savoie. L'ASSOCIATION CULTUELLE ANTOINISTE D'AIX-LES-BAINS a modifié l'article 1er de ses statuts: Le collège des desservants de France, qui siège à Paris, désigne le desservant de chaque temple, celui-ci désigne les adeptes qui travaillent avec lui. Siège social: rue Isaline, à Aix-les-Bains.

30 novembre 1942. Déclaration à la sous-préfecture d'Issoire. NOTRE-DAME DE VASSIVIÈRE. But: œuvres d'éducation populaire, patronages, œuvres postscolaires et tout ce qui s'y rattache directement ou indirectement, tel que les séances cinématographiques, récréatives, etc. Siège social: à la cure de Besse-en-Chandesse.

3 décembre 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Montbrison. SOCIÉTÉ DE CHASSE DE LA PLAGNE. But: la garde des propriétés de la société, repeuplement en gibier et répression du braconnage. Siège: café Michel, à Veauche.

5 décembre 1942. Déclaration à la préfecture de l'Aude. UNION DÉPARTEMENTALE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES ŒUVRES SCOLAIRES ET POSTSCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC. But: coordination de toutes les œuvres scolaires et postscolaires. Siège social: inspection académique, Carcassonne.

5 décembre 1942. Déclaration à la préfecture de Bourg. SOCIÉTÉ DES FÊTES DE BAGE-LE-CHATEL. But: organisation de fêtes folkloriques et concerts au profit des prisonniers de guerre et œuvres de bienfaisance de la commune. Siège social: mairie de Bage-le-Châtel (Ain).

7 décembre 1942. Déclaration à la préfecture du Rhône. COMITÉ D'ENTR'AIDE DES LÉGIONNAIRES ET VOLONTAIRES DE LA RÉVOLUTION NATIONALE DE LA 6e SECTION, SECTEUR NEY. But: collaboration sur un plan d'entr'aide sociale de la Légion française des combattants et de ses membres. Siège social: 128, rue Bossuet, Lyon.

7 décembre 1942. Déclaration à la préfecture de la Savoie. UNION DÉPARTEMENTALE DE L'ASSOCIATION NATIONALE DES ŒUVRES SCOLAIRES ET POSTSCOLAIRES DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC. But: création et développement des œuvres en faveur de l'enseignement public et de leurs élèves, patronage de la jeunesse scolaire et postscolaire et propagation de l'instruction. Siège social: école, place Caffe, Chambéry (Savoie).

7 décembre 1942. Déclaration à la préfecture de la Haute-Vienne. ASSOCIATION AMICALE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE LA HAUTE-VIENNE. But: améliorer les conditions de vie de ses membres, étudier les questions qui peuvent les intéresser, leur assurer une aide morale et matérielle. Siège social: 14, rue Auguste-Renoir, Limoges.

8 décembre 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Saint-Julien (Haute-Savoie). FANFARE MUNICIPALE DE SAINT-JULIEN. But: étude et développement de l'art musical. Siège social: mairie de Gaillard.

9 décembre 1942. Déclaration à la préfecture du Pas-de-Calais. ASSOCIATION AMICALE DES ANCIENS ET ANCIENNES ÉLÈVES DE BAILLEUL-SUR-BERTHOULT. But: venir en aide aux prisonniers de guerre. Siège social: école des garçons de Bailleul-sur-Berthoult.

9 décembre 1942. Déclaration à la préfecture de la Loire. LE FOYER DE L'INGÉNIEUR. But: mise à disposition à frais réduits du personnel ingénieur d'un local avec bibliothèque, salle de lecture et correspondance. Siège: 10, rue de la Croix, Saint-Etienne.

9 décembre 1942. Déclaration à la préfecture de la Drôme. ASSOCIATION GÉNÉRALE D'ENTR'AIDE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS DE VALENCE ET BANLIEUE. But: améliorer les conditions de vie de ses membres et resserrer entre eux les liens de solidarité. Siège: chambre de commerce, à Valence.

10 décembre 1942. Déclaration à la sous-préfecture de Charolles. ASSOCIATION DE JARDINS OUVRIERS ET FAMILIAUX DE MARCIGNY. But: créer et organiser des jardins ouvriers. Siège social: mairie de Marcigny (Saône-et-Loire).

11 décembre 1942. Déclaration à la sous-préfecture d'Arles (Bouches-du-Rhône). GROUPEMENT PHILATÉLIQUE CHATEAURENARDAIS. But: développement du goût de la philatélie, échanges. Siège: 48, cours Carnot, Châteaurenard (Bouches-du-Rhône).

11 décembre 1942. Déclaration à la préfecture de la Loire. COMITÉ D'ENTR'AIDE DE SAINT-FRANÇOIS. But: pratiquer l'entr'aide sous toutes ses formes. Siège: 14, rue de Saint-Chamond, Saint-Etienne.

14 décembre 1942. Déclaration à la préfecture de la Loire. GROUPEMENT INTER-TISSUS ÉLASTIQUES D'ENTR'AIDE SOCIALE G. I. T. E. E. S. But: entr'aide sociale et culture collective. Siège: 36, rue Nationale, Saint-Etienne.

Imprimerie des *Journaux officiels*.